

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
LIBERTÉ DU COMMERCE
ET LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

présentée et soutenue le 13 juin 1925, à 3 heures et demie

PAR

YOSHIRO ANDO

Président : M. G. DE LAPRADELLE, professeur.

Suffragants : { MM. BASDEVANT, professeur.
GIDEL, professeur.

NANCY

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT

18, RUE DES GLACIS

1925

THÈSE POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
LIBERTÉ DU COMMERCE
ET LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

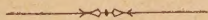
présentée et soutenue le 13 juin 1925, à 3 heures et demie

PAR

YOSHIRO ANDO

Président : M. G. DE LAPRADELLE, professeur.

Suffragants : { MM. BASDEVANT, professeur.
GIDEL, professeur.



NANCY
IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT
18, RUE DES GLACIS

1925

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans la thèse ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON MAITRE

A MES PARENTS

INTRODUCTION

Depuis l'origine de la civilisation jusqu'à nos jours, l'humanité ne cesse de développer son activité économique et sociale. L'Histoire montre par combien d'étapes elle a passé pour arriver à notre société internationale actuelle qui englobe l'espèce humaine tout entière et elle ne cessera pas d'aller de l'avant pour améliorer et perfectionner l'état actuel encore si incomplet et si imparfait. Les motifs profonds de cette évolution s'expliquent par la nature même de l'homme : « L'homme est un animal social », a dit un philosophe grec.

La vie humaine est un perpétuel mouvement créateur et l'instinct de conservation de l'espèce fait naître de multiples besoins, ainsi l'homme est destiné à être en perpétuel contact et en incessant commerce avec ses semblables. Les motifs directs de cette évolution s'expliquent par le progrès des moyens d'acquisition de la subsistance.

Sans aller jusqu'au point de vue de Karl Marx et d'autres socialistes matérialistes qui interprètent toute évolution sociale par le changement des moyens de production, on ne peut pas nier qu'il a toujours une grande influence pour donner les directives générales de la vie humaine.

Avant l'exposé de cette évolution économique en rapport avec la liberté du commerce et la Société des Nations

que nous allons étudier dans cette thèse, rappelons les paroles d'un grand moraliste anglais : « Nous ne sommes qu'au seuil de la civilisation. Loin de montrer par quelque symptôme, qu'elle soit arrivée à son apogée, la tendance au progrès semble dorénavant s'être accusée par un redoublement d'audace et un accroissement de vitesse. Pourquoi donc supposerions-nous qu'elle doive maintenant s'arrêter? L'homme n'a certainement pas atteint la limite de son développement intellectuel et il est positif qu'il n'a pas épuisé les capacités infinies de la nature. Il y a bien des objets auxquels notre philosophie n'a pas encore songé, bien des découvertes destinées à immortaliser ceux qui les feront et à procurer à la race humaine des avantages que nous ne sommes peut-être pas en état d'apprécier. Nous pouvons dire encore, avec notre illustre compatriote, Sir Isaac Newton, que nous n'avons été jusqu'ici que comme des enfants jouant sur le rivage de la mer et ramassant çà et là un caillou plus lisse ou un coquillage plus joli que les autres, tandis que le grand océan de la vérité s'étend, mystérieux, devant nous.

« Ainsi donc, toute l'expérience du passé justifie les plus hardies espérances pour l'avenir. Il n'est certainement pas raisonnable de supposer qu'un mouvement qui s'est continué pendant tant de milliers d'années va s'arrêter tout d'un coup et il faudrait être aveugle pour s'imaginer que notre civilisation n'est pas susceptible de progrès ou que nous avons atteint l'état le plus élevé auquel l'homme puisse arriver (1). »

(1) Sir John LUBBOCK, *L'Homme avant l'Histoire*, p. 504.

Espérons donc dans l'avenir, mais dans quel sens nous engageons-nous, contemporains du lendemain de la Grande Guerre?

Théoriquement égaux, les hommes ne le sont pas en fait. La nature et l'âme humaine protestent parfois contre cette conception de l'égalité.

Le progrès de la civilisation humaine a pour mobile l'inégalité et la concurrence entre les hommes sous diverses formes plus ou moins élevées. Devant cette vérité naturelle, devons-nous glisser à la conception du darwinisme exalté? Devons-nous, humains, créateurs de forces miraculeuses de production et des sciences, abuser de notre progrès technique gigantesque jusqu'à le faire tourner contre nous-même et menacer de nous détruire par nos propres bras formidablement armés?

Faut-il répéter sans cesse le carnage et le fratricide pour résoudre le conflit de nos intérêts?

Non, assurément non. Notre cœur le conteste et notre conscience se révolte contre cette assimilation des hommes et des animaux sauvages. L'impérieuse question reste pendante devant nous. Tout dépendra de nous-mêmes.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
ET LE COMMERCE ENTRE LES NATIONS

CHAPITRE I

GENÈSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

SECTION 1

La vie économique de l'antiquité et du Moyen Âge.

A l'origine de la civilisation, les hommes vivaient de la chasse et de la pêche. Ils vécurent ensuite en pasteurs nomades. De nombreuses peuplades sont restées à ce degré de civilisation, tandis que quelques autres, devenues sédentaires, développèrent la vie agricole. Les hommes, réunis en familles, en communautés ou en tribus, vivaient ainsi de la récolte des fruits naturels du sol. Les peuples chasseurs et pasteurs guerriers, se succédaient et s'entre-détruisaient. Ils envahissaient souvent les peuples agricoles et en faisaient leurs esclaves.

A cette époque, l'échange était encore bien peu de chose. Parmi les peuples sédentaires, l'industrie prenait naissance, surtout en Asie, où les ateliers industriels étaient fort considérables : les fabriques de Babylone et de Milet produisaient, par exemple, une grande variété d'étoffes.

Cependant, l'industrie manufacturière de l'antiquité disparut. Les renseignements sur la nature et sur le mode de la production, sur ses proportions, sur les moyens de communications et sur le développement des forces productives ou sur l'importance des capitaux, nous font à peu près défaut. Ce qui est certain, c'est que l'industrie

ne travaillait que pour le luxe, le cercle des consommateurs était par conséquent très restreint. Elle ne pouvait donc exercer sur le mouvement général des échanges une influence prononcée, comme l'industrie moderne. Le commerce se développa peu à peu chez les peuples où l'agriculture régulière s'exerçait, particulièrement en Égypte, en Palestine et en Chine. C'était primitivement le commerce des terres, tel qu'il resta en Europe jusqu'au Moyen Âge. Les Phéniciens entrèrent en scène. Ce peuple, industriel et hardi, d'abord pirate, puis commerçant colonisateur, ouvre l'époque méditerranéenne, pendant laquelle, fondant des colonies sur le littoral de la Méditerranée, ils allaient chercher dans les pays lointains les matières premières, en échange de leurs produits industriels.

L'Égypte, fertile et opulente, venait de s'ouvrir au commerce. Les Étrusques, industriels et commerçants, dominaient en Italie. L'âge d'or de la Grèce, non moins active pour le commerce sur le littoral, venait de commencer.

Le commerce international de cette époque, bien que ses objets fussent très restreints et ses procédés primitifs, était florissant (2).

(2) H. Scherer l'expose ainsi : « Dans l'antiquité, le nombre des objets de commerce était très limité. Le thé, le café, le sucre, la pomme de terre, le beurre, la bière et les spiritueux, soit plus de la moitié du commerce actuel, étaient inconnus des anciens. Leur régime alimentaire se composait presque exclusivement de pain, de viande, de poisson, de légumes, d'huile, de vin, de fromage, de lait et de miel, denrées que chaque pays produisait bien ou mal. Il n'y a de distinction à faire que pour un seul article : le blé.

« Certaines villes situées dans une contrée stérile, comme Athènes, ou devenues excessivement populeuses, comme Rome, ne pouvaient

« L'échange des idées, non moins que celui des marchandises, entre ces peuples, était beaucoup plus actif qu'après que Rome eût détruit leur indépendance et ramené la diversité féconde de leurs formes politiques au niveau d'une commune servitude. La politique commerciale plus ou moins pratiquée par les Phéniciens, les Carthaginois et les Grecs, n'est plus usitée par les Romains. Rome était un État guerrier et n'eut d'autre politique que celle de la conquête. Du jour où un seul peuple asservit tous les autres, cette spontanéité des civilisations diverses, cette émulation active dans les arts de la paix qu'on remarque du ^{vi}^e au ⁱⁱⁱ^e siècle avant Jésus-Christ, disparurent. Le commerce et les arts industriels languirent et succombèrent lorsque la loi elle-même y attacha comme une dégradation. L'ère commerciale de l'antiquité se clôt par la chute de Carthage. Quelque animé qu'apparaisse ensuite le commerce d'Alexandrie, quel que soit l'accroissement des importations de l'Inde, stimulées par le luxe romain, ce génie commercial, qui comme un con-

se suffire avec la production du pays et furent obligées d'acheter leur pain à l'étranger. Ainsi, l'approvisionnement de Rome, au temps de l'Empire surtout, constitua une des branches du commerce maritime les plus importantes.....

« Le cercle des consommateurs était aussi borné dans l'antiquité que celui des articles du commerce international. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur un relevé des marchandises étrangères importées à Athènes, à Rome ou ailleurs. Nous y voyons figurer des métaux et des pierres précieuses, des épices, de l'encens et des drogueries, des tissus de soie, de coton et de bure de l'espèce la plus fine, des pelleteries, de l'ivoire, des comestibles délicats, des esclaves, des animaux sauvages pour le cirque, des objets d'art en bronze et en pierre, tous plus ou moins objets de luxe ou de confort, sans intérêt pour les masses, abordables seulement pour les privilégiés. » (*Histoire du Commerce de toutes les nations*, t. I, p. 15, 16 et 19.)

quérant pacifique parcourt le monde jusqu'à ses dernières limites et rapproche les peuples les plus éloignés, n'existait plus nulle part (3). »

Pourtant, grâce à la paix romaine, sa civilisation pénètre au sein de l'Europe encore en grande partie barbare. Le christianisme triomphant se répand après la chute de l'Empire romain. Les barbares qui avaient envahi l'Europe et qui avaient fait des préoccupants leurs esclaves, s'adonnent à l'agriculture, à la chasse ou aux guerres. L'échange restait embryonnaire. Pour qu'il se développe, il faudra la division du travail.

Celle-ci s'accomplira lentement et incomplètement sous le régime de la petite industrie. Pendant plusieurs siècles, l'agriculture absorbait la plus grande part des forces actives de la population, même jusqu'à une époque encore bien rapprochée de nous dans les États civilisés.

Elle se combinait avec l'économie urbaine à échange direct, composé de la petite industrie de métiers. Les ruraux se procuraient des urbains quelques outils et des objets servant à la parure, et les premiers apportaient aux marchés avoisinants, la portion de la récolte qu'ils ne consommaient pas, et qui n'était pas retenue pour la seigneurie.

Dans cet état de choses, le marché était local, d'autant plus qu'il était limité par le manque de communications et entravé par les barrières douanières de la féodalité. Les seuls articles qui fissent l'objet d'un trafic quelque peu étendu étaient les articles de luxe pourvus d'une grande valeur sous un petit volume et par conséquent faciles à transporter.

(3) SCHERER, *op. cit.*, p. 41.

Ces articles de luxe n'étaient guère abordables que pour les classes supérieures et loin d'être de consommation générale. Aussi le commerce à distance était très limité et d'une faible importance, et il n'a subi que des variations presque insensibles jusqu'aux découvertes de nouvelles routes maritimes au x^v^e siècle. En outre, il puisait toujours aux mêmes marchés de production et il suivait les mêmes routes.

« Pendant des milliers d'années, les soieries et la porcelaine de la Chine furent apportées dans l'Inde par le désert de Gobi ou les défilés du Thibet, et de l'Inde, elles passèrent, avec les perles de Ceylan et quelques articles précieux, en Égypte, en Palestine, dans le monde gréco-romain, et plus tard, dans les États chrétiens, par l'intermédiaire des caravanes. Au Moyen Age, ces marchandises précieuses, qui n'avaient point de concurrents, venaient s'échanger dans des quantités et à des conditions presque invariables sur deux ou trois grands marchés appropriés aux corporations qui en avaient le monopole : Venise, Bruges, Novgorod, Bergen. La situation changea du tout au tout lorsque d'une part, l'invention de la boussole eut permis à la navigation de se frayer de nouvelles routes plus économiques et plus sûres que les anciennes, lorsque, d'autre part, les régions récemment explorées ou découvertes commencèrent à envoyer en Europe, en quantités croissantes, des denrées nouvelles ou à peine connues que les consommateurs accueillaient avec avidité : le sucre, le café, le rhum, le tabac, les épices, le thé (4). »

(4) MOLINARI, *L'Évolution économique du XIX^e siècle*, p. 249-250.

SECTION 2

L'économie nationale embryonnaire et le mercantilisme.

La formation des États modernes par les mains puissantes des souverains, aux dépens de la féodalité, favorisa l'avènement de l'économie nationale, dont le marché s'étendait jusqu'aux frontières nationales. La grande industrie se formait graduellement. Le capital commençait à jouer son rôle comme facteur distinct à cette époque de transition, son rôle s'accusant par la transformation du petit artisan de métier autonome, en artisan à domicile, salarié.

Les découvertes des nouvelles routes maritimes des Indes et du Nouveau Monde des ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles ont ouvert de nouveaux champs d'activité aux puissances européennes qui se disputaient le fructueux commerce des articles de luxe. Cette rivalité devint intense quand le Nouveau Monde commença à fournir en abondance les métaux précieux, si tentants aux yeux des hommes d'État de cette époque, dont la politique s'inspirait de l'idée mercantile que l'or et l'argent sont le signe et la mesure de la richesse et de la puissance des États.

Le mercantilisme est plutôt un principe politique qu'une théorie, et il se résume comme ceci :

1^o Le mercantilisme repose sur cette croyance ou illusion de la prééminence de la richesse monétaire ou plus largement, des métaux précieux;

2^o La conquête des métaux précieux doit être prise en mains par l'État;

3^o Comme il s'agit de conserver le métal quand on l'a, de l'acquérir quand on ne l'a pas, le mercantilisme em-

plaira les moyens d'action suivants : A) assurer l'exploitation des mines; B) entraver la sortie du métal; C) en favoriser l'entrée.

Pour empêcher l'or et l'argent de sortir et pour en provoquer l'entrée, il faut chercher à obtenir la réduction des importations, l'accroissement des exportations, en un mot, une balance du commerce favorable. D) Pour atteindre à ce dernier résultat, il est nécessaire d'organiser l'industrie et le commerce, de réglementer la première de manière à lui permettre de produire à bon marché — mesures populationnistes, maximum légal des salaires, régime du travail forcé, création des manufactures royales, encouragement au capitalisme, subventions, appuis, honneurs aux chefs d'industrie —, de réglementer le second de manière à gêner les importations et à favoriser les exportations (5).

Au fur et à mesure que les systèmes mercantiles se développent, on envisage la possession d'un empire colonial où la métropole entend jouir d'un monopole commercial exclusif; aussi de nombreuses guerres, dans le cours des *xvi^e* et *xvii^e* siècles, ont eu pour cause la lutte économique et coloniale comme conséquence logique de la politique mercantile, parce qu'elle proclame l'opposition des intérêts nationaux entre eux et prend pour maxime : « Nul ne gagne qu'un autre ne perde. »

(5) Voir les professeurs B. NOGARO et N. OUALID, *L'Évolution du Commerce, du Crédit et des Transports depuis cent cinquante ans*. Chap. II, les conditions juridiques du commerce, le régime des monopoles, p. 12-30, et René GONNARD, *Histoire des doctrines économiques*, t. I, p. 83-258.

CHAPITRE II

AVÈNEMENT DE LA LIBERTÉ DU COMMERCE

SECTION 1

La révolution industrielle et la grande industrie.

A la fin du xviii^e siècle, de grands changements sont survenus dans l'ordre technique, dans l'ordre économique et dans l'ordre politique. En Angleterre, les inventions successives dans l'industrie textile et dans la métallurgie, le perfectionnement de la machine à vapeur et l'utilisation du charbon, les marchés étendus qu'elle a conquis aux dépens de la France, le marché intérieur facilité par les travaux incessants de viabilité, enfin les ouvriers agricoles chassés des campagnes par les actes des enclosures (6), tous ces facteurs indispensables pour la grande

(6) Le processus de dépossession des petits paysans propriétaires par les grands propriétaires, qui a commencé en particulier dès le xvi^e siècle et qui, après une période d'accalmie au xvii^e siècle, se poursuit au xviii^e, et met à la disposition des grands manufacturiers anglais une masse de ruraux chassés de leurs foyers. Au xvi^e siècle, l'Angleterre est un pays de petits domaines et de petites tenures. C'est à ce moment que se produit le premier événement qui va être un facteur de concentration foncière, la hausse des prix de la laine, qui amène la substitution des pâturages à la culture du blé. Le landlord profite de la désertion des villages pour mettre la main sur les terres paysannes, et la pratique des enclosures, qui s'établit à cette époque, va lui faciliter les moyens d'arrondir ses domaines par l'usurpation des terres des petits propriétaires. Cette

industrie coïncidèrent pour faire de l'Angleterre le premier pays industriel, la mère de l'industrie moderne qui se propagea bientôt sur le Continent européen.

SECTION 2

Le libéralisme individuel.

Dans ce triomphe industriel, l'idée économique et politique a puissamment contribué à cet essor. Quesnay, Turgot et d'autres physiocrates (7) en France, David Hume, puis Adam Smith en Angleterre préconisèrent le libéralisme individuel (8) et combattirent la politique mercantile, tracassière et nuisible au développement économique de la société. Les principes essentiels de la science économique classique se résument ainsi :

1^o Il y a dans les sociétés humaines une vie économique spontanée, qui obéit à des lois naturelles. Les lois économiques forment donc un obstacle infranchissable à l'arbitraire du pouvoir; la solution des questions économiques n'est pas livrée à la merci des fonctionnaires.

2^o L'activité économique a pour moteur naturel l'intérêt personnel, et, dans un milieu de liberté, l'intérêt

éviction des petits paysans propriétaires, des yeomen, est un très douloureux chapitre de l'histoire économique de l'Angleterre. (Le prof. ALLIX, Cours de Doctorat de la Faculté de Droit de Paris, 1923-1924.)

(7) Sur les physiocrates, voir les prof. Charles GIDE et Charles RIST, *Histoire des Doctrines économiques*, p. 1-58; DUPONT DE NEMOURS, *De l'origine et des progrès d'une science nouvelle*, dans la collection des Économistes et Réformateurs sociaux de la France.

(8) Sur Adam Smith, voir les prof. Charles GIDE et Charles RIST, *op. cit.*, p. 59-136.

personnel coïncide avec l'intérêt social. La société étant fondée sur la division du travail et sur l'échange, chaque individu est dirigé dans le choix de l'emploi de son activité par la recherche du plus grand profit. Le grand mobile du mouvement économique, c'est la recherche du profit. Dans cette recherche du plus grand profit, l'individu est renseigné par la fluctuation des prix, qui résultent du jeu de l'offre et de la demande, s'exerçant dans un milieu de libre concurrence.

Ce principe comporte quelques réserves : quand le profit poursuivi est à trop longue échéance; quand les individus ne sont disposés à payer à un prix rémunérateur que les choses qui leur sont directement et immédiatement utiles et dont l'utilité est évaluable en argent; dans ces hypothèses, l'initiative publique doit suppléer à l'initiative défailante.

D'autre part, la Révolution française, qui proclama les droits de l'homme et le droit sacré de la propriété sous la devise de « Liberté, Égalité, Fraternité », abolissant les institutions politiques et les sociétés absolutistes, a certainement contribué à l'essor du libéralisme économique du XIX^e siècle.

SECTION 3

L'industrialisation de l'Europe.

L'extension de la grande industrie sur le continent a pour cause sa nature intrinsèque. La production en masse, par sa puissance productive, produit en abondance les marchandises et fait baisser les prix de revient. Ceci permit aux marchandises anglaises d'envahir le marché européen. Les industriels du Continent, effrayés par cette

invasion commerciale, notamment après le traité de paix de 1815, furent obligés de moderniser leurs moyens de production et de s'approprier le machinisme.

D'autre part, ils demandèrent secours à leurs gouvernements par le moyen des douanes. Ainsi, malgré que la Révolution française ait propagé sur le Continent européen les institutions politiques libérales et diminué les interventions gouvernementales dans l'activité économique, les barrières douanières arrêtaient encore la liberté du commerce.

A cette époque de transition, la misère frappante de la classe ouvrière, livrée sans merci au libre jeu de la loi de l'offre et de la demande, devant les patrons économiquement plus puissants par suite de l'abolition des anciennes corporations, attira l'attention des philanthropes, des socialistes, et même de certains économistes libéraux. Mais la grande industrie, stimulant la consommation générale par ses produits abondants et à bon marché, étendit son domaine d'activité et exigea une main-d'œuvre de plus en plus considérable. Elle permit de nourrir les masses populaires. Les troubles transitoires se trouvèrent bientôt équilibrés. D'ailleurs, les ouvriers eux-mêmes aperçurent la nécessité de se défendre en s'organisant et en s'entr'aidant. Les mouvements ouvriers modernes débutent à cette grande époque de l'industrialisation.

SECTION 4

Le triomphe du libéralisme économique et le libre-échange.

La liberté du commerce triomphe enfin en Angleterre vers 1850. Après la vive campagne menée par Cobden

et Bright, les lois céréales sont abolies. Les fameuses lois de navigation subirent le même sort trois ans après. La politique économique inaugurée par Huskinson, continuée par Robert Peel, sera, un peu plus tard, perfectionnée par Gladstone. Le tarif douanier anglais ne frappa plus qu'un petit nombre d'articles de luxe, le tabac, les vins et le thé, et il devint purement fiscal, perdant tout caractère protectionniste.

« Les initiateurs de cette politique audacieuse pensaient que ce changement radical dans la politique économique, s'il était suivi, comme ils l'espéraient, par les autres nations, aurait des conséquences importantes sur la politique générale. C'était un argument de Cobden que le libre-échange demandait un comité des nations, animé par un idéal cosmopolite comme la condition nécessaire de cet échange pacifique des produits qui, seul, peut donner le maximum de richesses. » — « Ces idées influencent la politique étrangère de l'Angleterre : elles se traduisent par une attitude résolue de non-intervention. Les mêmes idées affectent pendant près d'un quart de siècle, sa politique coloniale. L'impression causée par la perte des colonies américaines avait laissé des traces profondes dans les esprits. L'indépendance apparaissait comme l'issue fatale pour les colonies de peuplement. L'adoption du libre-échange faisait disparaître la principale raison qui motivait les sacrifices faits pour l'acquisition et le développement des colonies. L'Angleterre ne trouvait plus d'intérêt à assumer la charge onéreuse de leur sécurité (9). »

(9) Achille VIALATE, *L'Impérialisme économique et les relations internationales*, p. 26-28.

En France, le libre-échange trouve un ardent défenseur dans la personne de Bastiat. C'est par l'initiative de Napoléon III qui, exilé en Angleterre, avait été témoin de son essor économique récent, que la France s'achemina dans la même voie que l'Angleterre. Napoléon III préconisait une politique de protection modérée contre les oppositions prohibitionnistes. Le traité commercial franco-anglais de 1860, insérant la clause de la nation la plus favorisée, réalisa son idée. Il ouvrit une ère de politique commerciale libérale et il fut bientôt suivi par des traités semblables entre la France et la Belgique, le Zollverein allemand, l'Italie, la Suisse, etc.

L'internationalisation économique, rêve d'Adam Smith, basée sur la division du travail international, semblait triompher définitivement en Europe. Mais ce ne fut qu'une brève espérance. La réaction ne tarda pas à se faire sentir.

SECTION 5

L'essor économique de l'Europe.

Pendant cette brève ère de liberté économique, l'aspect du monde se modifia complètement. Par les grandes transformations apportées aux moyens de transport et de communication, par l'emploi de la vapeur appliquée à la navigation et aux chemins de fer, qui se multiplient prodigieusement, par l'application de l'électricité aux moyens de transmission, télégraphe, téléphone, etc., toutes les parties du globe sont reliées.

Les marchés nouveaux des pays neufs colonisés par les émigrants européens dont l'afflux continu (10) est motivé

(10) L'émigration européenne, peu importante jusque vers 1840,

par l'augmentation récente de la population, et ceux des pays d'Extrême-Orient, la Chine et le Japon (11), ouverts par la violence, stimulent la grande activité industrielle de l'Europe. Le capital s'accumule chez les pays industriels avancés et il y est recruté pour mettre en valeur de nouvelles exploitations dans d'autres pays moins développés. La grande industrie qui ne groupait que 200 à 300 ouvriers au commencement du XIX^e siècle, même dans la plus grande usine d'Angleterre, évolue, absorbe la main-d'œuvre. Avec les grandes entreprises, elle s'améliore en appliquant les nouvelles découvertes scientifiques, réalisant ainsi l'union de l'Usine et du Laboratoire, phénomène caractéristique du siècle.

Avec les grandes entreprises qui exigent un gros capital, la société anonyme par actions se substitue à la société nominative ou à l'entreprise personnelle. Il est certain que la construction des chemins de fer a notamment

avait augmenté rapidement après cette date. Pendant la décade suivante, trois grands courants l'établissent : l'Irlande, sous l'influence de la famine des pommes de terre d'Angleterre où se poursuit une profonde transformation agricole, qui délaisse la culture pour l'élevage, et d'Allemagne, sous la pression des troubles politiques. Cette émigration se dirige presque tout entière, au début, vers les États-Unis : de 1840 à 1870, ils reçoivent 6 millions de travailleurs... plus tard, une partie des émigrants se rend au Canada, dans les pays de l'Amérique du Sud et en Australie (Achille VIALATE, *op. cit.*, p. 33).

(11) Après que les relations diplomatiques avec la Chine et les États-Unis furent établies, ces derniers firent appel aux travailleurs chinois pour cultiver les pays de l'Ouest, jusqu'à ce qu'ils leur aient fermé la porte. Les Japonais, aussi, contribuèrent à l'essor agricole de la Californie, mais, par des lois peu humanitaires, les États-Unis leur ont également fermé leur porte. Voir sur ce point : J. IÉNAGA et K. SATO, *Japan and the California Problem*, 1921. KAWAKAMI, *The real Japanese Question*, 1921.

accélééré ce mouvement. Les petites industries reculent devant les puissantes grandes industries. La concurrence violente les élimine et, pour limiter cette concurrence, les grandes industries s'acheminent vers l'entente et la fusion, et marchent vers la concentration capitaliste.

En même temps, le rôle financier des banques devient important. Les banques d'affaires commencent à financer les débuts des entreprises et les contrôlent, en se réservant une part dans les actions. La concentration financière se propage de proche en proche et marche de pair avec la concentration industrielle, que Karl Marx dénonçait à tort dans son *Kapital* comme élément de ruine et de destruction du régime capitaliste.

Il prédisait l'accaparement de la fortune par les gros capitalistes, la disparition de la classe moyenne et l'aggravation des misères prolétariennes.

Il en a été tout autrement (12). La concentration des forces industrielles s'est traduite par la constitution de sociétés anonymes permettant au grand public de participer aux grandes entreprises en acquérant des actions ou autres valeurs mobilières, elle a départagé la richesse entre les mains d'un grand nombre de petits capitalistes et n'a eu pour conséquence ni la disparition de la classe moyenne, annoncée par Karl Marx, ni l'aggravation de la misère du prolétariat.

Au fur et à mesure que l'échange international se développe, les intérêts s'enchevêtrent entre les nations. La solidarité économique s'établit. Quand une crise économique éclate dans un pays, elle n'est pas sans répercussion sur les capitalistes et les travailleurs des autres pays.

(12) Le prof. ALLIX, *Cours de Doctorat*, op. cit.

L'idée internationale influence également la classe ouvrière. La première Internationale, préconisée par Karl Marx et Engels, s'est constituée péniblement en 1864 à Londres, s'est imposée au Congrès de Bâle en 1869. Le mouvement ouvrier gagne de plus en plus d'influence sur les terrains politique et économique. L'Association ouvrière devient de plus en plus active.

CHAPITRE III

RECU DE LA LIBERTÉ DU COMMERCE

SECTION 1

Nationalisme et Protectionnisme.

La torrentielle émigration européenne qui s'était précipitée au milieu du ^{xix}^e siècle sur les États-Unis, le Canada, l'Amérique du Sud et l'Australie, a grandement facilité la rapide mise en valeur des pays neufs, qui s'adonnent aux industries agricoles, notamment à la culture extensive des céréales et à l'élevage. Leurs produits ont été apportés sur les marchés européens, avec facilité, grâce au rapide développement des moyens de transport. Une crise en a résulté en 1873.

Les agriculteurs de l'Europe occidentale et centrale, menacés par cette concurrence, ont demandé secours aux gouvernements, et invoqué la nécessité, en cas de guerre, de trouver sur leur sol le moyen de faire vivre les nations. Ainsi, les protectionnistes ont gagné de nouveau du terrain.

D'autre part, l'idée de nationalisme anima les esprits des nations européennes pendant tout le siècle; déclanchée par la Révolution française, momentanément étouffée par le Congrès de Vienne, elle a repris de la force et a secoué l'Europe depuis 1830.

Elle a triomphé, en Grèce, en Belgique, en Italie, en

Allemagne, en Roumanie et en Bulgarie. La guerre franco-prussienne de 1870-1871 fortifia cet esprit de nationalisme. Devant les nécessités fiscales et la nécessité de la sécurité politique, elle n'a pas tardé à se lier étroitement avec l'idée de l'indépendance économique.

Les idées d'économie nationale de Frédéric List et son idéal de la nation normale, enflammaient l'esprit des ardents nationalistes allemands, et ses idées devinrent leur *Credo*. Son ouvrage, *Le Système national de l'Économie politique*, fut le livre de chevet de Bismarck.

C'est un plaidoyer habile, passionné, non pas contre le libéralisme économique pris dans son ensemble, mais contre le libéralisme dans son application au commerce extérieur; il repousse le libre-échange en tant que règle indistinctement opportune. On sait que List divisait l'évolution économique en cinq périodes : 1^o période de chasse et de pêche; 2^o élevage; 3^o agriculture; 4^o agriculture unie à l'industrie; 5^o agriculture unie à l'industrie et au commerce. Pour List, le protectionnisme manufacturier est indispensable à la nation agricole qui est sur le point de devenir à la fois agricole et manufacturière et lui est indispensable à cause de la faiblesse de ses industries naissantes, qui ne peuvent soutenir la concurrence avec les puissantes industries étrangères. C'est sur ce terrain technique que le conflit entre l'école d'Adam Smith et le système national de List se produit.

Il esquisse son idéal de la nation normale, qui implique des conditions territoriales et géographiques dont l'absence pousse les nations à entreprendre les guerres de conquête ou de domination dans un pittoresque tableau suivant :

« La nation normale possède une langue et une lit-

térature, un territoire pourvu de nombreuses ressources, étendu, bien arrondi, une population considérable; l'agriculture, l'industrie manufacturière, le commerce et la navigation sont harmonieusement développés; les arts et les sciences, les moyens d'instruction et la culture générale y sont à la hauteur de la production matérielle. La constitution politique, les lois et les institutions y garantissent aux citoyens un haut degré de sûreté et de liberté, y entretiennent le sentiment religieux, la moralité et l'aisance, ont pour résultat, en un mot, le bien de tous.

« Elle possède des forces de terre et de mer suffisantes pour défendre son indépendance et pour protéger son commerce extérieur. Elle exerce de l'influence sur le développement des nations moins avancées qu'elle, et avec le trop-plein de sa population et de ses capitaux intellectuels et matériels, elle fonde des colonies et enfante des nations nouvelles.

« Une population considérable et un territoire vaste et pourvu de ressources variées sont des éléments essentiels à une nation normale, les conditions fondamentales de la culture morale comme du développement matériel et de la puissance politique (13). »

Enfin, l'École historique se fonda par les économistes nationalistes, De Thunen, List, Rocher, etc., qui tiennent tous plus ou moins de Savigny, le chef de l'École historique allemande de Droit, ayant pour but d'opposer le traditionalisme à la Révolution française et à l'école criticiste de Kant. Ils se transformèrent en « socialistes de la chaire », *Catheder Socialisten*, dont le premier congrès

(13) F. LIST, *Système national d'économie politique*, traduit de l'allemand par H. RICHELOT, t. II, chap. V, p. 286-287.

eut lieu le 6 octobre 1872 à Eisenach, où se réunissaient Schrenberg, Adolf Wagner, Brentano, Hildebrand, Schmoller, etc.

Voici l'essentiel de la doctrine :

« 1^o L'homme n'est pas seulement égoïste, il a le sentiment de la collectivité, le *Gemeinsein*, et il sait obéir au devoir, à la Patrie, à Dieu;

2^o Il n'y a pas de faits généraux et constants de la nature humaine, les hommes diffèrent entre eux selon les états de la civilisation;

3^o Il faut examiner toute question relativement à un pays donné, en s'appuyant sur la statistique et sur l'histoire. De là, la « méthode historique et réaliste »;

4^o La personnalité de l'État prime celle de la famille, celle de la famille prime celle de l'individu;

5^o Un individu n'a de droits que dans la mesure que les lois existantes déterminent;

6^o L'économie politique doit examiner la situation des diverses classes et établir un équilibre entre elles;

7^o Le Gouvernement a le droit et le devoir de régler la concurrence intérieure, *a fortiori* la concurrence extérieure;

8^o Il est faux que tous les intérêts, même légitimes, soient harmoniques : l'égoïsme porte les hommes à la spoliation, à l'iniquité, et à opposer leurs intérêts privés à l'intérêt général. L'État, organe suprême du droit, représentant l'intérêt national, doit les contenir et les réprimer;

9^o L'État doit protéger, provoquer les formes de l'activité économique qu'il trouve utiles, décourager les autres;

10^o L'État doit substituer la prévoyance sociale à la prévoyance individuelle;

11^o Le droit de propriété a revêtu des formes très différentes, il n'est donc pas absolu et toujours identique;

12° Les problèmes économiques ne sont pas isolés, ils se rattachent à la psychologie, à la religion, à la morale, au droit, aux mœurs, à l'histoire;

13° L'économie politique est une science « camérale » qui a l'État pour objet et dont la question sociale est une question morale.

« Frédéric-Guillaume I^{er} et Frédéric II avaient organisé le régime économique de la Prusse sur le type militaire. Les « économistes nationaux », « historico-éthiques », « *Catheder Socialisten* », ont gardé cette empreinte. Ils commettent la contradiction de vouloir maintenir dans la civilisation industrielle, la prédominance du gouvernement qui caractérise la civilisation guerrière (14). »

Cette école historique influence le Continent. On s'aperçoit alors que la doctrine de l'école classique cosmopolite n'est pas applicable partout de la même manière. On croit que pour abriter l'industrie naissante contre la concurrence étrangère, il faut retourner au protectionnisme. Espagne et Russie en 1871, Italie en 1878, Autriche-Hongrie en 1878, Roumanie en 1878, Suisse, Grèce, Allemagne en 1879, tous adoptent le protectionnisme. L'Allemagne, notamment, conserve de très notables majorations de droits et taxes des produits préalablement admis en franchise : céréales, bétail, fers, etc.

La France se jette de nouveau dans la voie du protectionnisme en 1878-1881 (15). Quant aux États-Unis, ils ont suivi une toute autre courbe que celle de l'Europe.

(14) YVES-GUYOT, *Les Causes et les Conséquences de la guerre*, p. 142-144.

(15) Voir sur le détail : les prof. NOGARO et MOYE, *Les Régimes douaniers*, p. 31-90.

Après être partis d'un régime douanier très modéré, à une époque où les États d'Europe pratiquaient une protection à outrance, ils entrent, après avoir suivi une politique inconstante, définitivement dans le protectionnisme, au moment où l'Europe faisait l'essai du libre-échange. La guerre de Sécession provoque un accroissement énorme des droits de douanes. Ils atteignent, d'après Taussig, une moyenne de 37 % en 1862 et de 47 % en 1864.

Depuis cette époque, l'industrialisation s'étend à tous les continents. L'Allemagne devient une grande puissance industrielle ainsi que les États-Unis en Amérique et que le Japon réorganisé, en Extrême-Orient.

Dans ce nouveau courant d'affaires mondial, la division du travail, dont le résultat devait être que chaque pays apporterait sur le Marché international des productions complètement différentes, ne s'accroît pas.

Tout au contraire, comme le Prof. Allix le remarque, la conséquence en sera, de plus en plus, que les productions des différents pays vont tendre à l'uniformité : les grandes puissances ont des établissements métallurgiques, des manufactures textiles, etc., si bien que cet état de choses va susciter la concurrence des producteurs qui s'efforcent de vendre sur le Marché mondial les mêmes articles, les mêmes produits (16).

SECTION 2

L'Impérialisme économique.

Les grandes puissances industrielles sont arrivées enfin à nourrir la population par les produits alimentaires des

(16) Le prof. ALLIX, *Cours de doctorat*, op. cit.

autres pays. L'Angleterre alimente la moitié de sa population, l'Allemagne le tiers, par le commerce international. Devant cette nécessité impérieuse, elles doivent déverser un excédent de population sur des territoires moins peuplés, se procurer des matières premières, écouler des produits, se procurer des capitaux indispensables aux vastes entreprises, consentir des prêts aux États moins riches, soumis à une sorte de tutelle économique. Telles sont les causes économiques de l'impérialisme contemporain qui domine et détermine la marche de l'Humanité depuis le dernier quart du xix^e siècle.

Les colonisations, les annexions territoriales, les protectorats des États vassaux, ou encore une suzeraineté plus ou moins déguisée, étaient les formes extérieures de l'impérialisme.

Le plus vaste des impérialismes, celui de l'Angleterre, s'est manifesté âprement dans les luttes impérialistes en Afrique, en Extrême-Orient, depuis la fin du xix^e siècle, et aussi par le mouvement impérialiste réclamant le Grand Empire Britannique, unissant les colonies par le droit préférentiel.

L'impérialisme allemand, après les succès foudroyants de la stratégie de de Moltke et de la diplomatie de Bismarck, qui aboutirent à la proclamation du nouvel Empire allemand, visait à la primauté sur l'Angleterre sur tous les marchés du monde. L'expansion allemande, s'appuyant sur la grande caserne, la grande marine, la grande école et la grande usine, se traduisait par la politique mondiale. Le rêve du Kaiser, l'intransigeant orgueil pangermaniste : « *Deutschland über alles* », le culte de la force, font perdre le sens des réalités au peuple allemand.

L'impérialisme des États-Unis a eu un caractère poli-

tique plus qu'économique. La guerre de 1898 leur a valu les Philippines, Porto-Rico, Cuba, érigé en République indépendante, ainsi que Haïti, sous le contrôle du Gouvernement de Washington. Enfin, les États-Unis s'assurent la maîtrise du canal de Panama, les pays de l'Amérique centrale sont tombés sous la tutelle économique des États-Unis qui développent, d'autre part, leur activité en Extrême-Orient.

La Russie et la France n'étaient pas moins impérialistes. La première, particulièrement, a menacé la paix de l'Extrême-Orient, ce qui a finalement abouti à la guerre russo-japonaise. Quant au Japon, c'est plutôt par suite de la provocation des Européens et par nécessité de la défense nationale qu'il s'est jeté résolument dans la même voie que les autres grandes Puissances.

Les compétitions ainsi suscitées par le partage de l'Afrique, puis par le conflit de ces impérialismes en Extrême-Orient, ont fait craindre plusieurs fois une conflagration générale entre les nations. La paix armée, à peine soutenue par la politique de l'équilibre des Puissances, l'avait toujours emporté jusqu'à ce que, devant l'intransigeance de l'impérialisme allemand, la Grande Guerre éclatât subitement en 1914, bouleversant l'ordre économique spontané du monde et ébranlant de fond en comble l'équilibre politique et social.

CHAPITRE IV

LA SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE ENTRE LES NATIONS

SECTION 1

Formation d'une solidarité économique du monde.

Les découvertes scientifiques et l'industrialisation des nations civilisées du XIX^e siècle ont eu pour conséquence le rapprochement des nations du monde entier et l'accroissement de leur interdépendance économique. Pendant le quart de siècle qui précède la Grande Guerre, le commerce international est allé en croissant avec rapidité.

Il est certain que le progrès de la civilisation augmente les besoins divers. Les masses populaires, qui ont amélioré leur bien-être par l'accroissement de la richesse, s'empressent de satisfaire leurs besoins toujours croissants. Chaque nation a ses caractéristiques productives, inégales à cause de sa situation géographique ou historique et de son génie propre. D'où l'élargissement du champ de division du travail, malgré une tendance frappante d'uniformisation de certaines grandes industries parmi les Puissances qui ont causé l'âpre concurrence.

Les dernières applications des découvertes scientifiques, télégraphie sans fil, automobile, locomotive pétrolifiée, la grande amélioration des moyens de transport et, d'autre part, l'idée de communauté internationale, d'abord née parmi les philosophes et les littérateurs, et répandue peu à peu parmi les hommes politiques ou les hommes d'affaires, accélérèrent cette évolution.

Une solidarité économique complexe, qu'on pourrait comparer à un réseau nerveux dont les innombrables filets, déliés et enchevêtrés, enveloppent individu par individu, intérêt par intérêt, comme le dit Molinari, se forme malgré les barrières artificielles, au-dessus des frontières politiques.

Quelques grands industriels se sont ingéniés à conclure des ententes internationales ayant pour objet les marchés du monde entier, « soit par le partage des marchés, en fixant à chaque pays participant à l'entente les régions attribuées à son activité, soit déterminer les bases générales des contrats, spécialement les prix ou les tarifs. Le premier type d'entente a été appliqué en particulier dans l'industrie métallurgique pour certains gros produits, comme les rails, les poutrelles et dans les industries des glaces et des explosifs. Le second type a été appliqué dans l'industrie des transports maritimes, où les accords de trafic ou *shipping rings* sont devenus un trait caractéristique, déclaré nécessaire dans l'intérêt même des expéditeurs, pour assurer l'exploitation de lignes régulières avec des dates de départ bien réparties entre les diverses compagnies et une stabilité plus grande des tarifs (17). »

Par l'accroissement de l'exportation des capitaux sous forme d'emprunts publics ou privés aux étrangers et par le grand développement des échanges internationaux, le monde financier, notamment les banques, se lie internationalement. Les organes de crédit se multiplient. Les banques d'affaires sont en pleine activité, de pair avec les industriels. Ils coopèrent pour le développement des richesses non encore exploitées. Ils concentrent le contrôle industriel.

(17) Achille VIALATE, *op. cit.*, p. 182.

Dans cette solidarité, Jaurès espérait une garantie de la paix, si elle est ménagée « sous l'inspiration de la volonté commune des peuples », mais il la regardait avec effroi quand elle était dirigée par des raisons défailiantes et égoïstes.

La solidarité s'établit aussi parmi les classes moyennes. Une ménagère active et économe, en France, en Hollande ou en Écosse, contribue, par une modeste épargne, au grand essor économique des pays lointains de races, de nationalités, de langues et de couleurs différentes, par le mécanisme des valeurs placées sur leurs pays et a intérêt à la prospérité des autres pays lointains (18).

La deuxième Internationale, fondée à Paris en 1889 sur les larges bases des partis socialistes nationaux, se prononce pour la paix et contre le militarisme; le point

(18) Le prof. Germain Martin a dit : « Les facultés d'épargne du milieu bourgeois français, que l'on a parfois critiqué et qui peut avoir par certains côtés des inconvénients, ont aidé à l'évolution économique du ^{xx}e siècle. Non seulement la France, mais encore la plupart des nations souffrant des insuffisances des **capitaux** accumulés, se sont adressées à nos épargnants et ainsi, à la veille de la guerre, la France était créditrice partout et débitrice nulle part. On ne saurait oublier que, après l'Angleterre, nous étions détenteurs du plus important portefeuille de valeurs mobilières. Mais si l'Angleterre avait au total près de 100 milliards de titres représentatifs des placements à l'extérieur, ces sommes épargnées n'étaient-elles pas surtout investies dans des entreprises coloniales anglaises? Au contraire, la France avait placé à l'étranger 50 à 60 milliards, alors qu'au total, ses colonies n'avaient guère reçu au delà de 4 ou 5 milliards pour leur mise en valeur. L'Allemagne ne venait qu'au troisième rang par l'importance de ses placements à l'étranger, avec une vingtaine de millions au maximum. Il est donc exact d'affirmer que la bourgeoisie française ne se composait pas d'épargnants égoïstes. Elle aidait par ses privations et ses restrictions lors des dépenses journalières, à l'essor économique du monde entier ».
(Cours de Doctorat de la Faculté de Paris, 1923-1924.)

culminant de cette lutte est le congrès de Stuttgart en 1907.

Quoi qu'on dise, les travailleurs, de même que les capitalistes, ont intérêt à la prospérité des industries qui leur sont accessibles, et aussi, pour l'accroissement de la production du monde qui intéresse le bien-être de tout le monde, il est certain que le marché doit être approvisionné d'une manière régulière et continue de travailleurs actifs, intelligents et laborieux, sans distinction de nationalités et de races.

Les industriels, d'autre part, pour ne pas être mis en état d'infériorité vis-à-vis des concurrents extérieurs, devant le puissant mouvement ouvrier qui réclame le relèvement des salaires et la diminution du temps de travail ou d'autres conditions, tournent leurs yeux vers les solutions internationales. Le mouvement de protection des ouvriers prend une forme internationale, dont l'aboutissement sera l'organisation permanente du travail de la Société des Nations.

Ainsi, de tous côtés on voit la solidarité économique, la communauté des intérêts se former dans le monde. Si on ne tient pas compte du sentiment national et de la passion impérialiste, il est bien naturel qu'un Norman Angell s'efforce de démontrer combien était fausse à notre époque, par suite précisément du degré d'interdépendance économique auquel sont arrivées les nations, l'idée qu'une guerre pouvait être profitable aux vainqueurs, comme le remarque A. Viallate (*op. cit.*, p. 188).

SECTION 2

Les preuves de solidarité économique pendant la guerre.

L'étroite solidarité économique s'est fait vivement sentir depuis le début de la Grande Guerre de 1914-1918.

D'abord la désorganisation du crédit surgit à Londres, à Paris, à Berlin et aux États-Unis. Puis s'ajoute la désorganisation des transports. L'équilibre dans les échanges est naturellement rompu. Les courants commerciaux, établis depuis longtemps, sont gravement atteints.

Les mesures exceptionnelles des gouvernements ont à peine sauvé le crédit d'un coup mortel. C'est à partir de la domination des flottes anglo-françaises dans l'Atlantique et de celle des flottes japonaises dans le Pacifique, que les transports maritimes reprennent des forces et assurent le ravitaillement militaire et civil, pour lequel on fait appel aux neutres ou aux alliés lointains.

Au cours de la guerre, sans la coopération économique, les belligérants ne pouvaient concentrer leurs forces pour le but de la guerre. C'est le blocus économique de l'Entente qui a donné le coup fatal à l'Allemagne et à ses Alliés.

Nous nous rappelons qu'une conférence économique a été tenue à Paris en juin 1916 par l'Entente, qui a étudié « les mesures propres, d'une part, à assurer, pour eux comme pour l'ensemble des marchés des neutres, la pleine indépendance économique et le respect des saines pratiques commerciales et, d'autre part, à faciliter l'organisation du régime permanent de leur alliance économique » (19).

Les Alliés de l'Entente devaient décider de « prendre sans délai les mesures nécessaires pour s'affranchir de toute dépendance des pays ennemis relativement aux matières premières et objets fabriqués essentiels pour

(19) Résolutions adoptées par la Conférence économique des Gouvernements alliés.

le développement normal de leur activité économique ». Ils ont voulu assurer leur indépendance, non seulement en ce qui concerne les sources d'approvisionnement, mais « en ce qui touche à l'organisation financière, commerciale et maritime ».

Il faut noter aussi que c'est dans cette conférence que, pour la période de reconstruction économique qui succéderait à la cessation des hostilités, « leur solidarité, pour la restauration des pays victimes de destruction, de spoliation et de réquisitions abusives » a été proclamée, et ils se sont déclarés « d'accord pour conserver pour les pays alliés, avant tous autres, leurs ressources naturelles pendant toute la période de restauration ». En 1917, les États-Unis ont participé à la guerre, mais ils n'ont pas adhéré à ces engagements.

Aussitôt les hostilités cessées, la coopération de la guerre s'est arrêtée. Les désordres ont surgi, et les grandes questions, comme les réparations ou les dettes interalliées, sont restées sans solutions définitives.

CHAPITRE V

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA GRANDE GUERRE ET LA LIBERTÉ DU COMMERCE

SECTION 1

Les effets économiques et financiers de la Grande Guerre.

§ 1. — *Les pertes en vies humaines.* — Au cours du terrible conflit qui dura plus de quatre ans, 66 millions d'hommes furent appelés sous les drapeaux. Sur ce nombre, on compte 15 % de morts, 31 % de blessés, soit 9.900.000 morts, 20.460.000 blessés (20). Ces hommes, actifs et valides, auraient pu être une grande force morale et productive de l'humanité. Ils ne sont plus.

(20) Entente : 43.500.000 combattants, 14% de morts, 31% de blessés.

Russie : 15 millions de combattants, 17% de morts, 38% de blessés.

Grande-Bretagne : 9.500.000 combattants, 10% de morts, 27% de blessés.

France : 9 millions de combattants, 17% de morts, 49% de blessés.

Italie : 5 millions de combattants, 10% de morts, 16% de blessés.

États-Unis : 2.500.000 combattants, 4,3% de morts, 8% de blessés.

Serbie et Monténégro : 800.000 combattants, 53% de morts, 19% de blessés.

Roumanie : 800.000 combattants, 20% de morts, 25% de blessés.

Belgique : 500.000 combattants, 20% de morts, 30% de blessés.

Grèce : 200.000 combattants, 6% de morts, 8% de blessés.

Portugal : 40.000 combattants, 10% de morts, 18% de blessés.

Voir suite de la note page suivante.

Peut-être plus nombreux encore sont les civils qui ont subi des pertes, causées non seulement par les engins de guerre, mais encore par la famine, les maladies et les massacres. On compte 10.130.000 morts de guerre, 20.850.000 diminution des naissances, 6.015.000 accroissement de la mortalité; total : à peu près 37 millions (21).

Japon : 30.000 combattants, 1% de morts, 3% de blessés.

Quadruple Alliance : 22.500.000 combattants, 17% de morts, 33% de blessés.

Allemagne : 11 millions de combattants, 15% de morts, 41% de blessés.

Autriche-Hongrie : 9 millions de combattants, 16% de morts, 22% de blessés.

Turquie : 1.800.000 combattants, 25% de morts, 37% de blessés.

Bulgarie : 700.000 combattants, 29% de morts, 33% de blessés.

(21) Pertes en population causées par la Grande Guerre :

Entente : 6.310.000 morts de guerre, 13.200.000 diminution des naissances, 4.150.000 accroissement de la mortalité; total des pertes : 23.650.000.

Russie : 13 millions, 9% de la population en 1914, 2.500.000 morts de guerre, 8.300.000 diminution des naissances, 2.200.000 accroissement de la mortalité.

France : 3.350.000, 8,5% de la population en 1914, 1.393.500 morts de guerre, 1.500.000 diminution des naissances, 450.000 accroissement de la mortalité.

Italie : 2.550.000, 6% de la population en 1914, 507.200 morts de guerre, 1.400.000 diminution des naissances, 250.000 accroissement de mortalité.

Grande-Bretagne : 1.870.000, 4% de la population en 1914, 820.000 morts de guerre, 850.000 diminution des naissances, 200.000 accroissement de la mortalité.

Serbie et Monténégro : 1.220.000, 23,3% de la population en 1914, 420.000 morts de guerre, 300.000 diminution des naissances, 500.000 accroissement de la mortalité.

Roumanie : 510.000, 6,6% de la population en 1914, 160.000 morts de guerre, 150.000 diminution des naissances, 200.000 accroissement de la mortalité.

États-Unis : 470.000, 0,5% de la population en 1914, 107.000

En Belgique, en Pologne, en Serbie et dans le nord de la France, où de sanglants combats se sont déroulés, le nombre des non-combattants tués ou blessés a été formidable. N'oublions jamais l'énorme sacrifice que l'humanité a supporté pour ses fins destructives, et que, si on s'engage encore dans une autre guerre fratricide et universelle, ce sacrifice serait encore plus grand, à cause du perfectionnement scientifique des engins de destruction.

§ 2. — *La destruction des propriétés.* — D'innombrables villes et villages ont été incendiés, des mines noyées et les champs et les riantes prairies transformés en déserts inondés de sang et troués d'obus.

morts de guerre, 250.000 diminution des naissances, 110.000 accroissement de la mortalité.

Belgique : 380.000, 4,9% de la population en 1914, 102.000 morts de guerre, 200.000 diminution des naissances, 80.000 accroissement de la mortalité.

Reste des territoires de l'Entente — principalement colonies britanniques et françaises — : 300.000 morts de guerre, 250.000 diminution des naissances, 150.000 accroissement de mortalité. Total : 700.000.

Quadruple Alliance : 3.825.000 morts de guerre, 7.650.000 diminution des naissances, 1.875.000 accroissement de la mortalité. Total des pertes : 13.350.000.

Allemagne : 5.900.000, 8,7% de la population en 1914, 1.667.000 morts de guerre, 3.500.000 diminution des naissances, 725.000 accroissement de la mortalité.

Autriche-Hongrie : 5.800.000, 11% de la population en 1914, 1.500.000 morts de guerre, 3.500.000 diminution des naissances, 800.000 accroissement de la mortalité.

Turquie : 1.250.000, 5,8% de la population en 1914, 447.000 morts de guerre, 500.000 diminution des naissances, 300.000 accroissement de la mortalité.

Bulgarie : 400.000, 8,3% de la population en 1914, 201.120 morts de guerre, 150.000 diminution des naissances, 50.000 accroissement de la mortalité.

A. L. HICKMANN : *Atlas universel*, p. 77.

Cette dévastation sans précédent frappe encore nos yeux, après six ans de paix, quand nous parcourons les champs de bataille. Jadis contrées fertiles, aujourd'hui déserts mêlés de cendres, de pierres, d'éclats d'obus, creusés par les tranchées, des milliers d'acres de terres arables, de jardins et de vergers ont été rendus improductifs.

La seule région du Nord de la France, qui a supporté la plus grande dévastation, exige une dépense de 645 milliards de francs or pour sa complète restauration, d'après A. Veditz (*The Reconstruction needs of France*).

A tout ceci vient s'ajouter la grande désorganisation des moyens de transport en Europe. Le service des transports a été consacré avant tout à la guerre. Le système qui unissait toutes les grandes villes a été interrompu et complètement paralysé.

Au moment de l'armistice, les voies ferroviaires étaient entravées par l'usure complète du matériel, par suite de l'utilisation ininterrompue des voies, des locomotives et du matériel roulant, et par le surmenage du personnel, résultat de la guerre.

En Serbie et en Pologne, surtout, ravagées par les armées de l'Allemagne et de ses alliées, le dommage était écrasant. En Serbie, le système ferroviaire avait été détruit, et le jour de la signature de l'armistice, il ne restait plus que neuf locomotives. Tous ces pays, privés de moyens de transport, étaient exposés à la faim et au dénûment. Des centaines de ponts de chemin de fer avaient été détruits par l'artillerie ou la dynamite, surtout dans les champs de bataille de Belgique et de France, ajoutant encore des difficultés à l'œuvre de réparation. Le personnel avait subi des pertes très lourdes sans qu'on

eût immédiatement la possibilité de former des ouvriers capables de les remplacer.

Les transports maritimes n'étaient pas moins endommagés. Par suite de l'application par l'Allemagne de sa politique sous-marine, le tonnage des navires marchands était tombé de 454 millions de tonnes brutes à 42,2 millions de tonnes brutes en 1918, bien que 12 millions de tonnes aient été construites pendant les hostilités.

§ 3. — *Les frais de guerre.* — D'après le calcul de la Bankers Trust Company à New-York, les dépenses de guerre directes se montent à 1.363 milliards de francs or (valeur juillet 1914) (22), et les dépenses de guerre indirectes à 449 milliards (23), soit pour les frais de la guerre, un total de 1.812 milliards de francs or.

Tous les États belligérants européens ont éprouvé de grandes difficultés pour faire face à ces formidables dé-

(22) Entente.	889	milliards.
Grande-Bretagne	261	—
France.	214	—
États-Unis	175	—
Russie (jusqu'à l'année 1917).	108	—
Italie.	86	—
Belgique	35	—
Autres États	10	—
Quadruple Alliance	474	—
Allemagne	284	—
Autriche-Hongrie	146	—
Turquie et Bulgarie	44	—
(23) Dévastations terrestres	156	milliards.
Pertes maritimes	35	—
Manque de produits.	235	—
Contributions de guerre volontaires	5,3	—
Pertes des neutres.	9,1	—
Dépenses des neutres pour le maintien de la neutralité.	8,1	—

penses et ils ont recouru à tous les moyens, impôts, emprunts, émission de billets. L'Angleterre et l'Amérique ont essayé d'abord de faire face à leurs dépenses de guerre exclusivement par l'impôt, mais elles ont dû y renoncer. Nous pouvons bien nous rendre compte dans le tableau suivant des dettes énormes des États belligérants (24) :

Pays	Unité monétaire	Dettes (en millions)					
		31 décembre 1913			31 décembre 1919		
		Dettes intérieure	Dettes extérieure	Dettes totale	Dettes intérieure	Dettes extérieure	Dettes totale
Allemagne.	Mark	5.158,0	»	5.158,0	194.000,0	3.000,0	197.000,0
Belgique .	Franc	4.430,2	196,4	4.626,6	17.903,9	1.687,6	19.591,5
Bulgarie .	Leva	153,0	747,5	900,5	4.000,0	1.045,0	5.045,0
France . .	Franc	33.637,0	»	33.637,0	185.728,0	33.660,0	219.388,0
Angleterre.	£	706,0	»	706,0	6.603,0	1.279,0	7.882,0
Grèce. . .	Drachme	370,4	846,1	1.216,5	1.003,8	2.231,3	3.235,1
Italie. . .	Lire	15.069,9	»	15.069,9	63.928,0	20.202,0	84.130,0
Portugal .	Milreis	466,4	184,4	650,8	1.393,2	316,0	1.709,8

Voici un autre tableau faisant apparaître approximativement, à la fin d'octobre 1919, les prêts respectifs que se sont faits les Puissances de l'Entente, en millions de francs (25) :

Prêts faits à	Par les Etats-Unis	Par l'Angle- terre	Par la France	Total
Angleterre	21.050	»	»	21.050
France.	13.750	12.700	»	26.450
Russie	8.125	11.675	875	20.675
Russie.	950	14.200	4.000	19.150
Belgique	2.000	2.450	2.250	6.700
Serbie et Yougoslavie. . .	500	500	500	1.500
Autres Alliés.	875	1.975	1.250	4.100
TOTAL.	47.500	43.500	8.875	99.000

(24) Comptes rendus de la Conférence Financière Internationale de Bruxelles, 1920, t. III, p. 11.

(25) Le prof. Gaston JÈZE, *Cours de Science des Finances et de Législation Financière Française*, p. 76.

Le total de la dette intérieure des pays belligérants européens, converti en dollars, au pair, monte à environ 155 milliards de dollars contre environ 17 milliards de dollars en 1913. Même en tenant compte de la dépréciation de la valeur de l'argent, ce chiffre est une charge énorme si on le compare au total du revenu national des pays belligérants.

Le règlement de la dette extérieure où figurent 11 milliards de dollars dus aux États-Unis et 1 milliard $\frac{3}{4}$ de livres sterling dus à la Grande Bretagne, a constitué un problème financier encore plus difficile car, dans presque tous les cas, cette dette est payable en une monnaie moins dépréciée que celle du pays débiteur. Supposons que les pays européens paient leurs dettes aux États-Unis avec leurs intérêts, comment régler cette somme formidable?

Il n'y a pas beaucoup de moyens : soit par le paiement en monnaie ou en stock d'or, soit en matériaux — matières premières, alimentaires ou manufacturées, soit par le travail ou le service — banque, transport maritime, etc., soit par la poche des voyageurs américains en Europe.

La production de l'or du monde est limitée. Parce que les États-Unis ont accumulé les deux tiers de l'or du monde, grâce à la guerre, les États européens ne peuvent pas y en envoyer davantage sans risquer la désorganisation financière complète.

Les agriculteurs américains souffrent de la surproduction ; les industriels, qui ont accru leur force productive pendant la guerre, souffrent également de la diminution du pouvoir d'achat à l'étranger et n'accepteraient certainement pas de recevoir en quantité, des matériaux de l'Europe.

Les États-Unis luttent contre le chômage et limitent

les émigrants étrangers. Comment peut-on espérer qu'ils acceptent volontiers leurs bras? Ils s'efforcent également de faire de New-York le centre financier du monde à la place de Londres, comment peut-on espérer qu'ils laissent aux banques européennes leur activité prédominante? La marine marchande s'est grandement développée aux États-Unis pendant la guerre, à la place des navires européens, et cherche, par tous les moyens, à remédier à la stagnation d'après-guerre. Comment peut-on espérer qu'elle veuille laisser les transports maritimes aux Européens? Reste un moyen. Les pays européens seront forcés d'exporter le plus possible de marchandises à l'étranger, et de diminuer l'importation autant que possible, puis de payer avec la différence (26). D'ailleurs, ce moyen n'est guère appréciable, si, au lieu d'améliorer l'activité économique du monde par la liberté du commerce, il aboutit à exciter des protectionnismes exagérés (27).

Il faut noter aussi que la plus grande partie des emprunts, intérieurs et extérieurs, a été, par suite des conditions du

(26) John MAYNARD KEYNES, *The Economic consequences of Peace*, 1920, p. 254 et suivantes.

(27) M. Baldwin s'est associé à cet argument pour sa politique protectionniste de droits préférentiels aux colonies anglaises, d'ailleurs désavouée par les élections générales qui lui ont préféré M. Macdonald, chef des travaillistes, fidèles libre-échangistes. Il disait à Plymouth, le 15 octobre 1923 : « L'Angleterre a envers les États-Unis des dettes énormes et elle est en train de les rembourser. Le moyen qui peut nous permettre de le réaliser consiste dans l'encouragement de l'exportation et la diminution de l'importation. Mais si on s'obstine à augmenter l'exportation, cela conduit à la baisse des prix et, par suite, à la diminution des profits. Par conséquent, il est mieux d'essayer de diminuer l'importation. Diminuant l'importation et fournissant cette partie diminuée par nous-mêmes, nous pourrons rembourser nos dettes aux États-Unis.

marché, contractée sous la forme d'emprunts à court terme. Ceci menace toujours la stabilité des budgets après la guerre. En plus de ces dettes des gouvernements, les nationaux des divers États européens ont emprunté des sommes importantes dans d'autres pays, et vendu des quantités de valeurs représentant leur placement à l'étranger. Par l'effondrement politique ou la désorganisation de l'Europe centrale ou orientale, leur valeur est devenue souvent inutilisable.

§ 4. — *La circulation monétaire et le change.* — Ces pays, considérés dans leur ensemble, ont perdu une très grande partie de leur stock d'or d'avant guerre, et ont augmenté d'une façon exagérée leur circulation de papier-monnaie, ceci contribue singulièrement à la hausse des prix plus ou moins marquée dans les divers pays. Cette inflation, qui a été diminuée en Grande-Bretagne et en France, a été pratiquée dans d'autres pays dans un embarras financier (28).

Pendant la guerre, les changes de ces pays ne reflétaient pas leur situation économique réelle, car des mesures artificielles avaient été prises dans la plupart des cas, en vue de leur stabilisation.

Mais les changes se déprécièrent rapidement quand ces mesures furent abrogées au printemps 1919. Cette dépréciation a continué pendant douze mois; après une légère amélioration, elle a repris encore dans certains pays.

Le taux du change de ces divers pays est très défavorable, comparé au dollar, ou aux monnaies des pays neutres, sauf le Royaume-Uni. Il en résulte que cette situation entrave profondément la liberté du commerce,

(28) *Compte rendu de la Conférence financière de Bruxelles*, t. III, p. IV.

parce que l'exportation d'un pays à change défavorable dans un pays au change favorable conduit souvent aux mêmes résultats que les dumpings. Dans ce cas, le second, pour protéger ses industries menacées par la concurrence trop forte, recourt au protectionnisme, tantôt élevant ses taux douaniers, tantôt imposant des taxes additionnelles.

§ 5. — *Les finances des États ayant subi des transformations radicales et celles des pays nouveaux.* — La Grande Guerre a démembré les États de l'Europe centrale et orientale, et a créé de nombreux pays. Tous ces pays nouveaux doivent traverser une époque extrêmement dure au point de vue financier. Leurs revenus sont encore insignifiants et leurs dépenses doivent être employées soit pour la défense nationale, soit pour le ravitaillement, soit pour les établissements de premier ordre ou pour le relèvement et l'encouragement économique, notamment la réparation.

Leur monnaie a été extrêmement dépréciée, les émissions de papier sont fréquentes... La situation de l'Autriche, dont la vie économique a été plus complètement désorganisée que toute autre, a été particulièrement difficile à consolider. Il a fallu recourir à la Société des Nations pour la sauver de la ruine complète.

§ 6. — *Les Neutres en Europe et les pays hors d'Europe.* — La Grande Guerre n'a pas épargné les neutres d'Europe, bien que leur situation ait été différente. Certains pays ont accumulé de l'or pendant la guerre, les réserves des États ont augmenté entre 1913 et 1919 de plus de 700 millions de dollars, soit quatre fois la valeur de leurs réserves en 1913. La circulation du papier a également

augmenté, bien qu'à un moindre degré que la réserve d'or.

Par suite, la hausse des prix a nécessité des subsides des gouvernements, destinés à empêcher que cette hausse pèse trop lourdement sur l'ensemble de la population. Inévitablement, ceci a augmenté les dépenses budgétaires. Certains États ont contracté des dettes intérieures, au point qu'ils ont perdu leur équilibre budgétaire, ainsi la Suisse et l'Espagne.

Les pays extra-européens, en général, ont bénéficié d'une demande plus forte de l'Europe au moment où ils disposaient de quantités considérables de marchandises. Ils ont pu, en bien des cas, rembourser une partie considérable de leurs dettes extérieures et, d'autre part, ils ont consenti des prêts considérables à leurs anciens créditeurs. Tel est, particulièrement, le cas des États-Unis, que nous avons déjà signalé. Mais, ainsi qu'il en est pour les neutres d'Europe, leur accumulation d'or a entraîné la hausse des prix et a rendu plus difficile le maintien de leurs exportations. Tant que la restauration du pouvoir d'achat de leurs clients européens ne sera pas effectuée, leur position économique restera assez difficile (29).

SECTION 2

Le commerce international.

§ 1. — *Nouvelle évolution économique du monde.* — Pendant la guerre, les gouvernements belligérants ont concentré toute la puissance militaire et économique de leurs peuples à détruire la puissance militaire et économique de

(29) *Compte rendu de la Conférence de Bruxelles*, t. I, op. cit., p. 8.

leurs ennemis. Une raréfaction de la main-d'œuvre, réquisitionnée pour les besoins des armées, et celle des matières premières employées aux munitions ou aux approvisionnements d'armes, en même temps qu'une augmentation prodigieuse de la consommation pour les besoins des armées, a obligé les belligérants européens à acheter au dehors les grandes quantités de marchandises dont ils avaient besoin et d'abandonner la production de marchandises commerciales, pour développer leur production de guerre.

Les exportations des produits européens outre-mer ont diminué. La réquisition de la marine marchande, nécessitée pour le ravitaillement des armées ou des civils, a empiré cette situation. Les pays neutres ou en dehors de l'Europe se sont trouvés privés des articles manufacturés européens et se sont efforcés eux-mêmes de produire ces articles, de les remplacer par d'autres similaires ou de trouver d'autres fournisseurs.

« Des industries nouvelles s'organisèrent, dit M. de Wouters d'Oplinter, et se développèrent principalement dans l'Amérique du Sud; d'autres industries jusque-là embryonnaires prirent un rapide essor. Les uns et les autres ne tardèrent pas à profiter largement du champ libre qui leur était offert à la faveur du long répit qu'allait leur laisser la concurrence européenne. Ces circonstances ne pouvaient manquer d'exercer notamment une action décisive sur le développement économique des États-Unis d'Amérique, dotés, déjà, d'un puissant outillage et d'inappréciables ressources.

« La guerre leur a valu un surcroît de puissance industrielle facilement adaptable aux besoins de la paix. Si le commerce extérieur y a fait des progrès prodigieux, c'est que le désarroi d'après-guerre s'y est manifesté à

un degré moindre que dans les autres nations participant à la guerre. La balance commerciale des États-Unis est demeurée des plus favorables. A vrai dire, le conflit gigantesque qui ensanglanta l'Europe a fait d'une nation débitrice une des plus grandes créancières de l'univers. Les énormes ressources des États-Unis qui, en général, fournissent eux-mêmes la matière première nécessaire à leur industrie, n'étaient pas aussi intensément exploitées avant la guerre qu'elles le sont actuellement. Les industriels et les financiers qui, pour la plupart, restaient indifférents au commerce étranger, ont aujourd'hui le légitime désir de garder la place privilégiée qu'ils ont conquise pendant la guerre sur tous les marchés du monde (30). »

Il ajoute que « les pays d'Extrême-Orient qui, précédemment, prenaient une part relativement peu importante au mouvement économique mondial et étaient tributaires de pays européens dans le domaine du commerce international, ont pu, grâce à la guerre, se créer, eux aussi, une position très forte.

« Le Japon, par ses facultés d'adaptation et d'assimilation à la technique moderne, par sa position géographique, le développement de sa marine, la capacité de travail de ses habitants et les ressources considérables qu'offrent les territoires voisins, est devenu un concurrent redoutable pour toutes les nations. Le grand Empire asiatique possède cet avantage incontestablement précieux de pouvoir disposer d'une industrie dotée d'un outillage perfectionné et servie par une main-d'œuvre

(30) M. DE WOUTERS D'OPLINTER, *Conférence de Bruxelles de 1920, Comptes rendus*, t. II, p. 87-88.

rapide, abondante et au salaire modique. Il peut se procurer des matières premières à bon compte soit en Asie soit même en Europe, grâce à un change favorable ».

Il est vrai que le Japon a développé son exportation pendant la guerre, en Chine, aux Indes, partout en Extrême-Orient. Mais, dans les années qui suivirent la guerre, l'excédent considérable des importations sur les exportations continue, puis s'y ajoute le grand tremblement de terre qui a ravagé Tokio et sa région en 1923. La hausse des prix, le grand excédent de la population par rapport à l'exiguïté de la terre cultivable, tout exige des efforts économiques nationaux et internationaux. C'est pourquoi le Japon s'intéresse grandement, lui aussi, à la paix du monde et à la coopération amicale entre les nations.

« La Chine a vu son commerce d'exportation prendre un développement considérable qui est dû, en grande partie, à l'augmentation des quantités de marchandises exportées en Europe.

« Ici, on peut constater que les importations diminuent à mesure que les exportations se développent, double phénomène, au plus haut point intéressant, qui n'est rendu possible qu'à la faveur de l'intensification de la production nationale.

« Ajoutons à cela que l'industrie charbonnière de la Chine est appelée à jouer un rôle mondial. Les constatations qui précèdent mettent en lumière quelques exemples typiques de l'orientation nouvelle imprimée au commerce international (31). »

La Russie était grand producteur agricole avant la Grande Guerre. Après le bouleversement politique, la

(31) M. DE WOUTERS D'OPLINTER, *op. cit.*, p. 89.

politique économique bolcheviste a étouffé l'initiative privée et paralysé la production. Après la modération de cette politique, l'activité du commerce international avec son relèvement économique va peu à peu se développer. L'Europe Centrale, comme la Russie, a fait défaut encore au commerce international intense, malgré ses importantes ressources en matières premières et ses grandes capacités de production. Ceci ajoute encore à l'instabilité économique du monde.

§ 2. — *Les obstacles à la liberté et à l'équilibre.* — L'accroissement incessant de la monnaie fiduciaire pendant la guerre a amené l'affaiblissement du pouvoir d'achat de la monnaie de la plupart des belligérants. La hausse des prix des marchandises n'avait pas uniquement pour cause, comme disent les théoriciens de la quantité, la fidulation. L'accroissement des paiements au comptant, l'accaparement, les demandes accrues, ont certainement contribué à la hausse générale des prix.

Quoi qu'il en soit, cette dépréciation des monnaies a causé une grande incertitude du change international. Au cours de la guerre, l'équilibre du change fut artificiellement soutenu, mais les hostilités terminées, il fut laissé au libre jeu, d'où les pays à change déprécié et les pays à change favorisé. De plus, les pays les plus éprouvés par les hostilités ayant de grands besoins à satisfaire en matières premières et en produits fabriqués, alors que leur capacité d'exportation était réduite dans de fortes proportions, voient leur balance commerciale devenir de plus en plus déficitaire et accentuer le déséquilibre du change déjà déprécié.

Quelles conséquences aura cette situation au point de

vue commercial? Cela conduit aux manœuvres de spéculation et d'accaparement qui troublent le mécanisme des transactions et augmentent le trouble des affaires.

Mais encore, il y a de graves questions qui touchent au nœud du problème. Nous avons remarqué plus haut (p. 41), que le change déprécié, nuit au commerce international. M. de Wouters d'Oplinter expose clairement ses effets, comme ceci : « La barrière des changes élevés, plus sûrement que ne le ferait aucun tarif douanier, menace d'isoler les pays, de causer ainsi des crises de production susceptibles de provoquer, avec le chômage forcé, l'anxiété des producteurs, le mécontentement des classes ouvrières et d'empêcher les pays à change déprécié de se procurer les articles nécessaires à leur vie économique.

« Le cours élevé atteint dans les pays consommateurs par la monnaie des pays dont la puissance de production n'a pas été diminuée, agit automatiquement comme un droit protecteur, restreignant de plus en plus leurs ventes et pouvant finalement devenir complètement prohibitifs. » ... « Que les pays à change déprécié, par un effort conscient et soutenu, à la fois dans le sens de la limitation de la consommation et de l'intensification de la production, cessent pour un temps assez long de s'alimenter à leurs marchés habituels, les pays à change favorable verront se fermer leurs débouchés les plus sûrs, ce qui pourrait provoquer ainsi une modification peut-être définitive dans les courants du commerce extérieur (32). » Questions complexes !

Quelles que soient les solutions techniques, il serait inutile de se demander si ce courant sera favorable à la stabilité, l'équilibre et la solidarité du monde, facteurs essentiels

(32) M. DE WOUTERS D'OPLINTER, *op. cit.*, p. 90.

de la paix. On ne doit pas glisser de nouveau aux marchés barrés artificiellement et armés les uns contre les autres.

En fait, les pays à change déprécié sentirent, au cours des hostilités, la nécessité de combattre et de redresser dans une certaine mesure le déficit persistant de leur balance commerciale. Ils prirent dans ce but des mesures restreignant l'exportation et la consommation de certains articles.

Toutes les barrières au commerce extérieur et les restrictions à l'intérieur, imposées à la liberté des transactions et des échanges, soit, par exemple, la limitation des prix des loyers, la taxation des denrées, le contrôle des émissions de capitaux, la réglementation des charges toutes destinées à empêcher la pression de la véritable situation économique de peser sur la masse, ou de conserver, uniquement pour la guerre, toutes les activités nationales, devaient être abolies au lendemain de l'armistice. Mais l'incertitude des situations économiques n'a pas permis à tous les États de réaliser ce but.

Les États-Unis ont aboli avec énergie et rapidité les restrictions, cela étant d'autant plus facile que leur situation était plus favorable. L'Angleterre suivit l'exemple, avec certaines hésitations. La France avec encore plus de prudence. L'Italie laissant plus de mainmise à l'autorité publique.

Dans les pays de l'Europe Centrale, la politique de restriction est courante. L'Allemagne, par exemple, est le principal pays qui la pratique.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

1.

A travers l'évolution économique et commerciale du monde que nous avons exposée rapidement, nous avons vu que le commerce international, même au sens étroit du mot, a toujours été une affaire publique en même temps qu'une affaire privée dont dépendent les intérêts vitaux des nations. Par suite, les liens entre la politique et le commerce ont été la clef de voûte de la paix ou de la guerre.

Si le commerce entre les nations était dirigé par l'esprit mercantile, comment pourrait-on espérer de bonnes relations entre les nations? S'il était l'agent de domination et de conquête d'une puissance quelconque, comment pourrait-on faire ouvrir sans résistance la porte des autres puissances et espérer la bonne entente entre elles?

Si le militarisme marchait côte à côte avec l'esprit mercantile, la paix du monde ne serait maintenue que par l'équilibre des armements. Une fois l'équilibre rompu, la guerre surviendrait. Dans notre société, si solidaire économiquement, il suffirait, pour troubler le bien-être de l'humanité, qu'une grande puissance adopte une politique impérialiste : le monde le verrait avec inquiétude et changerait d'orientation. De même, il suffit, pour troubler la paix et semer la discorde ou quelquefois la haine, qu'une puissance prenne une politique commerciale

égoïste, un protectionnisme exagéré, tantôt par le droit préférentiel entre la métropole et les colonies, qui occupent une grande partie du monde, tantôt par des taxes prohibitives pour les marchandises des autres pays. C'est ainsi que si une puissance prend une politique de discrimination vis-à-vis d'une autre puissance, celle-ci prendra également des mesures de représailles et ainsi de suite, sans fin.

Nous savons bien que la vie économique n'est pas tout. Nous respectons la vie morale et sentimentale de l'humanité. Quand le nationalisme est fondé sur le noble patriotisme créé par le long passé, fortifié par les sacrifices, défenses, infortunes partagées et renouvelées de générations en générations, pour nous sauver du joug des agresseurs au cours de l'histoire, pourquoi donc doit-on le calomnier ou le condamner, comme le font les internationalistes, les convaincus et les superficiels?

L'Idéal même de la haute morale ne s'associe-t-il pas à cette aspiration nationale? Ce sentiment si essentiel et si naturel à notre cœur ne sera jamais satisfait en perdant notre indépendance politique. Un État-Nation moderne, en vue d'assurer la vie et la liberté des individus, remplira mieux sa mission que n'importe quel Super-État mondial. Sans négliger la nécessité de la sincère coopération internationale, nous affirmons qu'un État doit être indépendant.

Mais la question deviendrait complexe si un État exigeait une indépendance économique aussi complète que son indépendance politique, pour ne pas être entièrement dépendant du caprice d'un autre État. Il penserait naturellement, dans l'état incertain du monde, à s'assurer les ressources essentielles à sa vie nationale. Mais, s'il

poussait cette politique jusqu'au bout, nous ne pourrions plus sortir de l'impasse qui nous attendrait, car notre terre, nos ressources, nos forces productives ne sont pas partagées également entre les Nations et, si on inclinait à la conquête ou à la domination, d'innombrables conflits surviendraient. Cette politique se heurterait à la vérité de la solidarité économique internationale.

Qu'entend-on alors par l'indépendance économique?

Doit-on la condamner? Supposons que la puissance financière d'un État tombe dans les mains de quelques capitalistes d'autres puissances, l'indépendance politique de cet État subsisterait-elle en réalité?

Rien n'est plus dangereux que la tutelle financière d'un autre État, surtout s'il est avide de conquêtes.

Si on entend l'indépendance économique dans un sens limité, c'est-à-dire l'indépendance financière d'un État, on ne craindrait pas les riches et on ne saurait la condamner. Mais pour assurer son indépendance financière, l'État doit avoir des finances saines, encourager l'activité économique de ses nationaux et éviter les dépenses improductives.

Mais, en réalité, beaucoup de puissances manquent de sécurité et de stabilité intérieures, les insurrections et les révolutions se succèdent, beaucoup d'autres s'empres- sent à la concurrence des armements pour préparer les futurs carnages; tout cela augmente les dépenses improductives. Dans cet état de choses, il est inutile d'ajouter l'existence des difficultés, même pour réduire les dépenses improductives. Il est regrettable que l'état incertain du monde politique actuel justifie, malgré tout, la politique de l'indépendance économique des nations par la nécessité du moment.

2.

La force productive du monde, malgré la grande dévastation au cours de la guerre, a grandi. Le déficit de la production européenne a extrêmement stimulé la production des États restés à l'écart du conflit. On a vu partout dans le monde les nouvelles industries se développer. Quant aux moyens de transport, malgré les pertes de la guerre, grâce aux efforts simultanés des chantiers navals des États-Unis et de la Grande-Bretagne et du Japon, le tonnage mondial qui, en 1914, s'élevait à 45 millions de tonnes, a atteint 57 millions de tonnes en 1920. De l'augmentation des constructions navales résultera la diminution du taux du fret, élevé très haut pendant la guerre, ce qui contribuera à arrêter la hausse des prix.

La production de charbon a repris l'activité d'avant-guerre, et de plus, le pétrole et la houille blanche ont pris une grande part de la force motrice. La métallurgie, développée pendant la guerre pour les nécessités militaires, a pu se transformer pour subvenir aux besoins de la paix. L'industrie textile, munie d'outillage, ne manque pas de matière première.

Pourtant, la crise mondiale qui est survenue en 1920, d'abord manifestée au Japon, puis partout où l'exagération des moyens de crédits ou l'excessive spéculation dans laquelle les hommes d'affaires s'étaient laissé entraîner, par suite de la prospérité apparente du lendemain de l'armistice, a entraîné une grande stagnation mondiale d'où nous ne sommes pas encore complètement sortis.

De plus, la question des réparations et celle des dettes interalliées demeurent toujours sans solutions appro-

priées, menaçantes comme de gros nuages noirs obscurcissant l'horizon de l'Europe, et renfermant l'orage ou la tempête.

Les réglementations, les contrôles, les barrières artificielles, toutes nécessités pour des circonstances exceptionnelles, sont nuisibles au libre commerce et ne sont pas encore abolies. La situation déséquilibrée des finances de certaines puissances a eu un effet déplorable sur l'échange international.

En un mot, à présent, le travail, le capital et les matières du monde, grandement capables de satisfaire les besoins du monde, sont encore entravés dans leur liberté et leur activité, au détriment du bien-être de l'humanité.

Néanmoins, grâce aux efforts concordants de tout le monde, l'équilibre et la paix seront amenés graduellement. C'est ainsi, croyons-nous, qu'il est bien probable que le monde sortira de la stagnation et de l'impasse sans issue.

3.

Maintenant, on peut s'apercevoir, sans parti pris, qu'il faut la concorde entre les nations, créée par la mutuelle confiance, basée sur la justice, et solidarisée par la liberté du commerce pour assurer l'indépendance politique et l'interdépendance économique des nations.

Mais, pour ce noble but, la Société des États actuelle n'est pas encore bien organisée. C'est une Société des Nations mieux organisée que la Société des États, ayant pour but de développer la coopération entre les nations et de garantir la paix basée sur la justice, qui devrait s'occuper de cette grave question de l'humanité. Nous devons nous mettre en garde contre un optimisme exagéré

sur l'activité d'une Société des Nations. Mais c'est du moins un noble effort de l'humanité, digne de son nom pour faire de son mieux, afin de réaliser son grand idéal.

La Société des Nations, créée à la Conférence de la Paix de Paris, en 1919, sous la présidence de M. W. Wilson, est appelée à jouer justement ce rôle. Nous allons examiner simplement dans les chapitres suivants l'activité de la Société des Nations au sujet de la liberté du commerce.

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
AU SUJET
DE LA LIBERTÉ DU COMMERCE

CHAPITRE I

LE PRINCIPE DE LA LIBERTÉ DU COMMERCE ET LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

SECTION 1

L'article 23-e du Pacte de la Société des Nations.

§ 1. *Son origine.* — La Grande Guerre, comme nous l'avons remarqué, a imposé des restrictions diverses au commerce international, par exemple les prohibitions et restrictions à l'exportation ou l'importation, et elle a écarté du monde le principe de la liberté et de l'égalité du commerce, qui est le nœud de la paix et de l'amitié entre les nations. Ce principe, lentement évolué, a pris de la vigueur au milieu du xix^e siècle, et depuis, sous la forme de la clause de la nation la plus favorisée, il a atténué les controverses souvent dégénérées des puissances et a contribué à la paix.

Le Président Wilson, en vue d'éviter les controverses et d'établir la bonne volonté entre les nations, s'est prononcé dans le troisième des quatorze points énoncés au Congrès, le 8 janvier 1918, comme les conditions essentielles de la paix que les États-Unis peuvent accepter, en faveur de « la suppression aussi complète que possible de toutes les barrières économiques et l'établissement de l'égalité des conditions du commerce entre toutes les nations consentant à assurer la paix et à s'associer pour son maintien ».

Ce principe de « la suppression aussi complète que possible de toutes les barrières économiques », a provoqué des discussions parmi les républicains, qui ont craint qu'il n'établisse le libre échange permanent en abolissant le protectionnisme traditionnel. Son intention n'était pas celle-là. Il écrivit à certains sénateurs qu'il n'entendait pas priver chaque État de sa liberté pour sa politique économique. Cependant, sa politique devait être uniforme pour tout le monde, sans aucune discrimination entre les États. C'est sur ce point seulement qu'un État est contraint. La discrimination ne serait autorisée que comme sanction contre un État rebelle aux principes généraux de justice et d'égalité (33). De même, on voit, dans la proposition de l'expert américain à la Conférence de la Paix en faveur d'une Convention sur le traitement équitable du commerce (34) : « Tandis que tout État peut librement adopter et librement modifier de temps à autre le système d'interdiction d'exportations et d'importations, de droits, de taxes de port, de tarifs des transports, de méthodes et frais d'inspection et autres taxes de commerce, ainsi que les lois et règlements régissant ce système ou s'y rapportant, tout système semblable, loi et règlement, devront à tout moment, être fixés et rendus uniformes pour tout le reste du monde, sans discrimination, différence ou préférence directe ou indirecte. »

Donc, la suppression des barrières économiques et l'inégalité des conditions de commerce, mots un peu vagues, qu'on peut interpréter soit comme synonymes du libre

(33) *Woodrow Wilson and World Settlement*. Rey Stannard Baker 1922, vol. II, p. 413.

(34) Ce projet étant confidentiel n'a pas été distribué.

échange, soit comme garantie du traitement sans restrictions, plus garantie que la clause de la nation la plus favorisée d'avant guerre, n'ont pas dépassé, d'après Wilson, la généralisation de la clause de la nation la plus favorisée.

§ 2. — *Débat à la Conférence de la Paix.* — A la première réunion de la Commission nommée par la Conférence de la Paix pour étudier la constitution d'une Société des Nations, quatre projets de Pacte différents ont été présentés, l'un par le Président Wilson et les autres par chacune des délégations britannique, française et italienne.

Après avoir pris en considération les propositions de ses conseillers et discuté son projet avec les délégations britannique et française, le Président Wilson prépara un nouveau projet de Pacte qui, sous sa forme définitive, fut soumis à la Commission de la Société des Nations. Le Président Wilson a résumé les différentes propositions relatives à l'égalité des conditions du commerce dans l'article suivant :

« Il est, de plus, établi par le Pacte et convenu par les Puissances contractantes que, dans leurs règlements et leur politique, en matière financière et économique, il ne sera fait aucune discrimination entre les nations avec lesquelles elles entretiennent des relations commerciales et financières. »

Le projet présenté à la Commission de la Société des Nations par la délégation française ne contenait aucune disposition sur les relations commerciales futures des nations. Cependant la délégation française, afin de donner à la formule « égalité des conditions du commerce » un sens plus concret, proposa, au cours de la discussion sur

le Pacte, l'insertion de dispositions interdisant la concurrence déloyale en matière de commerce international, le « Dumping » et l'établissement de droits d'importation et d'exportation sur les matières premières.

Dans le projet italien soumis à la Commission, on peut trouver les propositions suivantes relativement au commerce et au transit : « Chaque État a le droit de participer au commerce international et au transit dans des conditions d'égalité légalement établies. Cette liberté et égalité ne devra être atteinte par aucune restriction, telle que les règlements douaniers et sanitaires qu'un État peut juger nécessaire d'imposer, dans son propre intérêt.

« La navigation maritime est libre pour les navires marchands de tous les pavillons. L'exercice de droits souverains sur les eaux territoriales et les ports ne doit pas porter atteinte à la liberté de la navigation.

« La distribution internationale des denrées alimentaires et des matières premières nécessaires à l'entretien normal de la vie et de l'industrie, doit être contrôlée de manière à assurer à chaque pays tout ce qui lui est indispensable. »

Dans le projet présenté à la Commission par la délégation anglaise, on trouve les principes suivants, concernant les relations commerciales internationales :

« Les Hautes Parties contractantes s'efforceront d'assurer la garantie et le maintien de la liberté du transit, ainsi qu'un équitable — en anglais « just » — traitement du commerce de tous les États membres de la Société. »

La Commission a nommé une petite sous-commission de deux membres — M. Miller, de la délégation américaine, et M. Hurst, de la délégation britannique — et l'a chargée de préparer un nouveau projet sur la base des

quatre projets soumis à la Commission. Le nouveau projet de pacte préparé par la sous-commission a servi à son tour de base aux travaux ultérieurs de la Commission.

Dans ce projet de pacte, la clause relative aux relations commerciales internationales est conçue comme suit : « Les Hautes Parties contractantes conviendront des dispositions destinées à assurer la garantie et le maintien de la liberté du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les États membres de la Société. »

Le traitement équitable, plus élastique que le traitement « égal », ne pourrait pas être compris dans un sens plus restreint que le traitement de la nation la plus favorisée reconnu par les pays civilisés comme un des principes fondamentaux de la liberté du commerce entre les nations.

§ 3. — *Limitation de ce principe en faveur des régions dévastées.* — Les membres belges et français de la Commission ayant demandé que les Alliés accordent à leur pays un traitement spécial pendant la période de reconstruction, en raison des dévastations subies du fait de l'ennemi, la Commission a accepté de modifier le principe proposé de l'équitable traitement du commerce, en insérant une clause spéciale d'après laquelle : « Les nécessités spéciales des régions dévastées pendant la guerre de 1914-1918 devront être prises en considération. » Dans la discussion qui eut lieu à la Commission au sujet de cette clause, M. Hymans fit remarquer que « la Belgique est un pays de libre échange, dont la situation économique est actuellement très critique ; elle pourra être sérieusement menacée par un « dumping » de la part des Allemands, et

pendant toute la période de reconstruction, elle aura, selon toute probabilité, à demander à ses alliés un traitement de faveur ».

Il ajouta que la Belgique devra entrer en rapports avec plusieurs puissances alliées, de manière à établir avec elles d'étroites relations commerciales. La Belgique a perdu ses débouchés et ses usines et elle devra se protéger par des mesures spéciales pendant la période de transition.

Le mot « équitable » que l'on a proposé, n'indique peut-être pas suffisamment que l'on tient compte de cette nécessité, mais il se déclare favorable à l'idée d'établir un principe permanent, tout en y apportant une dérogation temporaire.

M. Larnaude s'oppose à l'idée même de ce compromis suggéré par M. Hymans. Il déclare que le projet de pacte est le résultat de la guerre et des conditions de détresse créées en Pologne, en Belgique et dans beaucoup d'autres pays, par l'Allemagne. Aussi longtemps qu'il ne sera pas porté remède à cette situation, on ne pourra parler de traitement équitable du commerce; l'expression ne serait pas comprise. Pendant une période que l'on ne peut pas fixer, il serait juste de demander que l'on soit autorisé à se protéger par des mesures restrictives contre l'invasion des marchandises de pays ennemis.

M. Bourgeois dit que tout le monde se trouve d'accord sur le fond, mais qu'il est nécessaire d'établir un classement, que le principe général ne jouerait pas pendant la période de reconstruction, tant qu'une série de mesures serait nécessaire pour restaurer la vie économique.

C'est devant ces demandes des délégués des deux pays les plus dévastés que le Président Wilson a proposé de tenir compte des vues exprimées.

§ 4. — *Texte définitif de l'article 23-e.* — Le texte définitif, tel qu'il a été finalement adopté par la Commission et ultérieurement par la Conférence plénière de la Paix et enfin incorporé dans l'article 23 est conçu comme suit :

« Sous la réserve et en conformité des dispositions des conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les membres de la Société...

« e) prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les membres de la Société, étant entendu que les nécessités spéciales des régions dévastées pendant la guerre de 1914-1918 devront être prises en considération. »

Ainsi, le Pacte prévoit sur le principe de la liberté du commerce, deux applications : 1^o la liberté des communications et du transit; 2^o un équitable traitement du commerce de tous les membres de la Société. L'activité de la Société des Nations découle de ces deux chefs, que nous retrouverons plus loin.

SECTION 2

La liberté du commerce dans les traités de paix.

§ 1. — *Les traités de paix conclus entre les Alliés et les belligérants.* — Pendant la Conférence de la Paix à Paris, il y eut un mouvement vers une convention générale entre les nations en vue de la liberté du commerce international, mais la complexité des intérêts entre les puissances l'a fait renvoyer à l'avenir, et elles se sont contentées d'insérer le détail de l'application dans certains traités bilatéraux.

Dans les traités de paix conclus respectivement entre les Alliés et l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie, sans faire aucune allusion aux conditions prévues par l'article 23-e, nous trouvons les conditions suivantes :

a) Visant à empêcher le traitement différentiel en ce qui concerne les droits ou taxes sur les marchandises, les prohibitions et les restrictions d'importation.

« L'Allemagne s'engage à ne pas soumettre les marchandises, produits naturels ou fabriqués à l'un quelconque des États alliés ou associés, importés sur le territoire allemand, quel que soit l'endroit d'où ils arrivent, à des droits ou charges, y compris les impôts intérieurs, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis les mêmes marchandises, produits naturels ou fabriqués d'un autre quelconque desdits États ou d'un pays étranger quelconque.

L'Allemagne ne maintiendra ou n'imposera aucune prohibition ou restriction à l'importation sur le territoire allemand de toutes marchandises, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'un quelconque des États alliés et associés de quelque endroit qu'ils arrivent, qui ne s'étendra pas également à l'importation des mêmes marchandises, produits naturels ou fabriqués d'un autre quelconque desdits États ou d'un autre pays étranger quelconque » (art. 264 du Traité de Versailles, texte conforme aux art. 217 du Traité de Saint-Germain, 147 du Traité de Neuilly-sur-Seine, et 200 du Traité de Trianon).

b) Défendant le traitement différentiel, en ce qui concerne le régime des importations, les mesures de discriminations déguisées, règlement ou procédure en matière de douane, etc.

« L'Allemagne s'engage, en outre, à ne pas établir, en ce qui concerne le régime des importations, de différence au

détriment du commerce de l'un quelconque des États alliés et associés, par rapport à un autre quelconque des dits États, ou par rapport à un autre pays étranger quelconque, même par des moyens inhérents tels que ceux résultant de la réglementation ou de la procédure douanière ou des méthodes de vérification ou d'analyse, ou des conditions de paiement des droits, ou des méthodes de classification ou d'interprétation des tarifs, ou encore de l'exercice du monopole » (art. 265 du Traité de Versailles, texte conforme aux art. 218 du Traité de Saint-Germain, 148 Neuilly, 201 Trianon).

c) Défendant le traitement différentiel en ce qui concerne les droits ou taxes sur les exportations allemandes vers des contrées alliées.

« En ce qui concerne la sortie, l'Allemagne s'engage à ne pas soumettre les marchandises, produits naturels ou fabriqués exportés du territoire allemand vers le territoire de l'un quelconque des États alliés et associés à des droits ou charges, y compris les impôts intérieurs, autres ou plus élevés que ceux payés pour les mêmes marchandises exportées vers un autre quelconque desdits États ou vers un pays étranger quelconque.

L'Allemagne ne maintiendra ou n'imposera aucune prohibition ou restriction à l'exportation de toutes marchandises expédiées du territoire allemand vers l'un quelconque des États alliés et associés qui ne s'étendra pas également à l'exportation des mêmes marchandises, produits naturels ou fabriqués expédiés vers un autre quelconque desdits États ou vers un autre pays étranger quelconque » (art. 266 du Traité de Versailles, conforme aux art. 219 du Traité de Saint-Germain, 149 du Traité de Neuilly et 202 du Traité de Trianon).

d) Clauses concernant l'application sans restrictions du principe de la nation la plus favorisée.

« Toute faveur, immunité ou privilège concernant l'importation, l'exportation ou le transit de marchandises, qui serait concédé par l'Allemagne à l'un quelconque des États alliés et associés ou à un autre pays étranger quelconque, sera simultanément et inconditionnellement, sans qu'il soit besoin de demande ou de compensation, étendu à tous les États alliés et associés » (art. 267 du Traité de Versailles, conforme aux art. 220 du Traité de Saint-Germain, 150 de Neuilly et 203 de Trianon).

e) Clauses concernant l'application de clauses de la nation la plus favorisée relatives à la pêche maritime, commerce côtier maritime.

« En ce qui concerne la pêche, le cabotage et le remorquage maritime, les navires et bateaux des Puissances alliées et associées bénéficieront dans les eaux territoriales allemandes, du traitement qui sera accordé aux navires et bateaux de la nation la plus favorisée » (art. 271 du Traité de Versailles, conforme à l'art. 152 du Traité de Neuilly).

f) Clauses concernant la protection contre la concurrence déloyale de marchandises venant de pays alliés. « L'Allemagne s'engage à prendre les mesures législatives et administratives nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'une quelconque des Puissances alliées et associées contre toute forme de concurrence déloyale dans les transactions commerciales.

L'Allemagne s'oblige à réprimer et à prohiber, par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente à l'intérieur de tous

produits ou marchandises portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage intérieur, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les quantités spécifiques de ces produits ou marchandises » (art. 274 du Traité de Versailles, conforme aux art. 217 du Traité de Saint-Germain, 154 du Traité de Neuilly et 210 de Trianon).

g) Clauses visant à empêcher le traitement différentiel en ce qui concerne l'exercice des métiers, professions, commerces, industries, etc.

« L'Allemagne s'engage :

a) A n'imposer aux ressortissants des Puissances alliées et associées, en ce qui concerne l'exercice des métiers, professions, commerces et industries, aucune exclusion qui ne serait pas également applicable à tous les étrangers sans exception;

b) A ne soumettre les ressortissants des Puissances alliées et associées à aucun règlement ou restriction, en ce qui concerne les droits visés au paragraphe a) qui pourraient porter atteinte aux stipulations dudit paragraphe, ou qui seraient autres ou plus désavantageuses que celles qui s'appliquent aux étrangers ressortissants de la nation la plus favorisée;

c) A ne soumettre les ressortissants des Puissances alliées et associées, leurs biens, droits ou intérêts, y compris les sociétés ou associations, dans lesquelles ils sont intéressés, à aucune charge, taxe ou impôts direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés à ses ressortissants ou à leurs biens, droits ou intérêts;

d) A ne pas imposer aux ressortissants de l'une quelconque des Puissances alliées et associées une restriction quelconque qui n'était pas applicable aux ressortissants de ces puissances à la date du 1^{er} juillet 1914, à moins que la même restriction ne soit également imposée à ses propres nationaux » (art. 276 du Traité de Versailles, conforme aux art. 218 du Traité de Saint-Germain, 156 du Traité de Neuilly, et 211 de Trianon).

§ 2. — *Les traités de paix conclus entre les Alliés et les États successeurs.* — Les traités de paix conclus entre les Alliés et les États successeurs — Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne et Roumanie, — ainsi qu'entre les Alliés et la Grèce, stipulent que ces États ne doivent conclure aucun traité et ne prendre aucune mesure qui les empêcherait de participer à toute convention générale en vue du traitement équitable du commerce qui pourrait être conclue sous les auspices de la Société des Nations au cours des cinq prochaines années, c'est-à-dire avant le mois de janvier 1925.

a) Ces États devront étendre aux Puissances alliées et associées toute faveur ou privilège, en matière douanière, qu'ils pourraient accorder, au cours de la même période de cinq ans, à des États ennemis (Traité tchécoslovaque, art. 17, Traité yougoslave, art. 13, Traité polonais, art. 15, Traité roumain, art. 13, Traité grec, art. 17).

L'article 17 du traité avec la Tchécoslovaquie est ainsi conçu : « La Tchécoslovaquie s'engage à ne conclure aucun traité, convention ou accord et à ne prendre aucune mesure qui l'empêcherait de participer à toute convention générale qui pourrait être conclue sous les auspices de la Société des Nations en vue du traitement équitable du

commerce des autres États au cours d'une période de cinq années à partir de la mise en vigueur du présent traité.

« La Tchécoslovaquie s'engage également à étendre à tous les États alliés et associés, toute faveur ou tout privilège qu'elle pourrait, au cours de la même période de cinq ans, accorder, en matière douanière, à l'un quelconque des États avec lesquels, depuis le mois d'août 1914, les États alliés et associés ont été en guerre, à l'exception de faveurs ou privilèges qu'elle pourrait accorder en vertu des arrangements douaniers prévus par l'article 222 du traité de paix conclu à la date de ce jour avec l'Autriche. » (Texte conforme à celui de l'art. 13 du traité avec la Yougoslavie, de l'art. 15 du traité avec la Pologne, de l'art. 13 du traité avec la Roumanie et de l'art. 17 du traité avec la Grèce.)

b) Ils sont tenus d'accorder l'égalité de traitement aux vaisseaux des Puissances alliées (Traité tchécoslovaque, art. 18, yougoslave, art. 14, polonais, art. 16, roumain, art. 14 et grec, art. 18).

L'article 18 du Traité tchécoslovaque est conçu comme suit : « Jusqu'à la conclusion de la convention générale ci-dessus visée, la Tchécoslovaquie s'engage à accorder le même traitement qu'aux navires nationaux ou aux navires de la nation la plus favorisée, aux navires de tous les États alliés et associés qui accordent un traitement analogue aux navires tchécoslovaques. »

c) La Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce et les Alliés ont le droit de réserver le cabotage pour les vaisseaux nationaux (Yougoslavie, art. 14, Roumanie, art. 14, Grèce, art. 18).

L'article 14 du Traité yougoslave est conçu comme

suit : « Jusqu'à la conclusion de la convention générale ci-dessus visée, l'État serbe-croate-slovène s'engage à accorder le même traitement qu'aux navires nationaux ou aux navires de la nation la plus favorisée, aux navires de tous les États alliés et associés qui accordent un traitement analogue aux navires serbes-croates-slovènes. Par exception à cette disposition, le droit est expressément reconnu à l'État serbe-croate-slovène et à tout autre État allié et associé, de réserver son trafic de cabotage aux navires nationaux. Les Puissances alliées et associées consentent, de plus, à ne pas réclamer, par cet article, le bénéfice d'accord que les États recevant un territoire appartenant précédemment à la monarchie austro-hongroise, pourraient conclure nettement au trafic de cabotage entre les ports de la mer Adriatique. »

d) Tous les privilèges accordés par ces traités aux Puissances alliées et associées seront également consentis à tous les États membres de la Société des Nations (Tchécoslovaquie, art. 21, Yougoslavie, art. 16, Pologne, art. 20, Roumanie, art. 17, Grèce, art. 20).

L'article 21 du traité avec la Tchécoslovaquie est ainsi conçu : « Tous les droits, privilèges accordés aux États alliés et associés seront également acquis à tous les États membres de la Société des Nations. »

CHAPITRE II

LA LIBERTÉ DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT

Quand on entend la liberté du commerce dans le sens étroit du mot, il se confond avec le libéralisme de la politique commerciale, tantôt sous la forme du libre-échange, tantôt sous la forme du traitement de la nation la plus favorisée. Mais l'oiseau ne peut voler sans ailes; de même, le commerce proprement dit, ne peut s'exercer sans communication et sans transit. La liberté des communications et du transit représente les ailes de la liberté du commerce, formant une partie de son corps.

Juridiquement, le mot « commerce », doit être pris, non pas dans le sens étroit que lui donne le langage courant, dans un sens étymologique *commercium* avec la signification large que lui attribuaient les Romains. Par conséquent il est plus exact d'entendre la liberté du commerce dans le sens large du mot, dans toute son ampleur.

L'article 23-e) du Pacte, en stipulant :

« Sous la réserve et en conformité des dispositions des conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les membres de la Société... prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit; ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les membres de la Société, étant entendu

que les nécessités spéciales des régions dévastées pendant la guerre de 1914-1918 seront prises en considération », devrait être considéré, dans son ensemble, comme ayant proclamé le grand principe de la liberté du commerce dans toute son ampleur. D'ailleurs son texte même n'est ni restrictif ni énumératif; il est plutôt explicatif. Et on doit comprendre la liberté des communications, du transit, de même que le traitement équitable du commerce, dans le grand principe de la liberté du commerce.

L'activité des nations découlant du chef de l'article 23-e) pour maintenir et garantir la liberté des communications et du transit, est déjà remarquable. Cette question avança plus vite que les autres parce qu'elle touchait moins à la politique individuelle de chaque État et parce qu'elle trouvait un noyau d'hommes décidés à faire aboutir cet effort.

En mars 1921, une conférence fut réunie à Barcelone, présidée par M. Hanotaux, où 44 États invités par la Société des Nations, furent réunis pour étudier cette question. Cette conférence met un point en lumière. Elle a eu comme résultat une convention et un statut sur la liberté du transit, une convention et un statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international, une déclaration sur le droit au pavillon des États privés d'accès direct à la mer, des recommandations relatives aux voies ferrées internationales, aux ports soumis au régime international, ainsi que quelques vœux. Enfin, un règlement d'organisation des conférences générales et de la Commission consultative et technique des communications et du transit.

Le 25 juillet 1921, la première réunion de la Commission consultative et technique des communications et du tran-

sit a eu lieu à Genève, et elle a poursuivi, depuis, ses travaux.

La Conférence de Genève, en novembre 1923, sur les projets préparés par la Commission, a eu pour résultat une convention et un statut sur le régime international des voies ferrées, une convention et un statut sur le régime international des ports maritimes, une convention relative au transport en transit de l'énergie électrique, une convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs États.

SECTION 1

Statut sur la liberté du transit.

On sait qu'on appelle transports en transit les transports qui traversent un État, mais dont le point de départ et le point de destination sont hors de cet État. Sans garanties internationales, de tels transports seraient ainsi en péril.

« Dans le cas des transports à l'exportation ou à l'importation, un État qui gêne ou supprime la liberté d'exercice de ces transports, peut porter atteinte indirectement au relèvement économique du monde et, par là, à la collectivité des États, mais directement il ne lèse que les États exportateurs dont il refuse ou gêne les transports à l'importation chez lui, ou les États importateurs qui auraient besoin, par exemple, de matières premières dont il est lui-même détenteur et dont il ne permet pas l'exportation. Pour les transports en transit, au contraire, toute interruption ou toute gêne lèse des États tiers, à la fois les États exportateurs et les États importateurs des produits dont le trafic est interrompu. Une telle

interruption provoque inévitablement des représailles et des contre-coups dont l'effet est impossible à limiter. La Convention internationale de Barcelone sur la liberté du transit a donc pour objet d'empêcher cette interruption ou cette gêne (35). »

Mais cet avantage n'est évidemment pas égal pour tous les États, il peut être une charge pour certains États, par exemple, ceux qui ont peu de lignes de chemins de fer désirent ne pas les voir immobilisées par le transit, tandis qu'un État comme la France, qui est situé au centre des grandes voies de communications européennes, a l'avantage d'activer le transit rémunérateur.

D'où la nécessité d'un compromis sur les deux théories commerciales, un équilibre des avantages entre les Parties contractantes et une égalité de droits. L'état d'esprit des peuples n'est pas souvent favorable au progrès. Pour établir des doctrines universelles, il fallait un vaste compromis entre le droit et l'état d'esprit.

Le droit apparaît dans l'article 4, statut sur la liberté du transit : « Les États contractants s'engagent à appliquer aux transports en transit, sur les voies exploitées ou administrées par des services d'État ou concédées, quels que soient les points de départ ou de destination des transports, des tarifs équitables, tant par leur taux, que par les conditions de leur application, compte tenu des conditions du trafic, ainsi que des considérations de la concurrence commerciale entre voies de transports.

« Ces tarifs devront être établis de façon à faciliter, autant que possible, le trafic international. Nulle rémunération, facilité ou restriction ne devra dépendre, direc-

(35) *La Conférence de la Société des Nations à Barcelone*, p. 9, Librairie Payot.

tement ou indirectement, de la nationalité ou de la qualité du propriétaire du navire ou de tout autre instrument de transport qui aurait été ou devrait être employé pendant une partie quelconque du trajet total. »

L'article 2 dit : « Sous réserve des autres stipulations du présent statut, les mesures de réglementation et d'exécution prises par les États contractants, en ce qui concerne les transports effectués à travers les territoires placés sous leur souveraineté ou leur autorité, faciliteront le libre transit, par voie ferrée et par voie d'eau, sur les voies en service appropriées au transit international. Il ne sera fait aucune distinction, tirée soit de la nationalité des personnes, soit du pavillon des navires ou bateaux, soit des points d'origine, de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, soit de toute considération relative à la propriété des marchandises, des navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport.

« En vue d'assurer l'application des dispositions du présent article, les États contractants autoriseront le transit à travers leurs eaux territoriales, conformément aux conditions et réserves d'usage. »

C'est une clause d'égalité complexe établissant une obligation uniforme dont chaque État pourra assurer une application différente suivant ses moyens. C'est justement par cette formule que certains États se sont trouvés gênés, parce qu'ils n'avaient pas les moyens de transport nécessaires ou ne désiraient pas rompre leur politique de discrimination, ou encore du fait qu'ils comptaient sur le contrôle du transit comme ressource fiscale. Il fallut laisser aux États le temps d'établir des contrats avec les services privés dans les États où les services n'appartiennent pas à l'État. D'autre part, il fallut laisser une

liberté entière à chaque État pour les questions de sécurité ou d'intérêts vitaux.

L'article 7 est ainsi conçu :

« Il pourra être exceptionnellement et pour un terme aussi limité que possible, dérogé aux dispositions des articles précédents par des mesures particulières ou générales que chacun des États contractants serait obligé de prendre en cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'État ou les intérêts vitaux du pays, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit toujours être observé dans toute la mesure du possible. »

La question se pose de savoir qui sera juge de l'intérêt vital qui forcerait à prendre ces mesures : l'État lui-même, mais pour atténuer l'arbitraire d'un État, on a envisagé la possibilité de recourir à un tribunal.

Il y a aussi d'autres restrictions; l'article 8 dit : « Le présent statut ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Néanmoins, il subsistera en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs. »

On établit un compromis ainsi : la doctrine subsiste toujours, mais elle est capable de dérogation exceptionnelle, comme le dit M. Serruys (36).

Le statut porte le respect du Pacte de la Société des Nations : « Le présent statut n'impose à aucun des États contractants d'obligations qui iraient à l'encontre de ses droits et devoirs en tant que membre de la Société des Nations.

Quant aux accords conclus avant la date du 1^{er} mai ou à la date à laquelle le statut est mis en vigueur et qui ne sont pas fondés sur le même principe, ce statut dispose

(36) M. SERRUYS, aux cours de l'Institut des Hautes Études Internationales.

dans son article 1 l'abrogation progressive, en attendant soit l'expiration de ces accords, soit dès que les circonstances le rendront possible, en tenant compte de l'harmonie avec les ententes par des accords régionaux entre les groupements économiques ou d'homogénéité technique.

Depuis Philippe le Bel, il y a des légistes, et il y a toujours des États qui protestent au nom de leur souveraineté. A défaut d'entente entre les États sur les différends qui surgiraient entre eux, relativement à l'interprétation ou à l'application du présent statut, ils seront portés devant la Cour Permanente de Justice Internationale, à moins que, par application d'une convention spéciale ou d'une clause générale d'arbitrage, il ne soit procédé à un règlement du différend, soit par arbitrage, soit de toute autre manière. Dans le statut de la Cour internationale, on voit que si l'une des parties se refuse à s'y reporter, l'autre ne peut l'y obliger (art. 4). Toutefois, afin de régler autant que possible ces différends à l'amiable, les États contractants s'engagent préalablement à toute instance judiciaire et, sous réserve des droits et attributions du Conseil et de l'Assemblée, à soumettre ces différends pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations en ce qui concerne les communications et le transit (art. 13). C'est un moyen pour la diplomatie technique d'avoir la possibilité de régler à l'amiable certains différends.

SECTION 2

Le statut sur la liberté des communications terrestres.

La nécessité d'un règlement des voies ferrées s'est ressentie quand on a inséré l'article 321 du Traité de Ver-

sailles. La Conférence de Barcelone, en reconnaissant le principe de la liberté des communications et du transit, recommande que les divers États adoptent toutes mesures de nature à faciliter le transport international des marchandises sur les voies ferrées placées sous leur souveraineté ou autorité et également toutes mesures possibles d'un caractère technique pour l'échange du matériel roulant.

L'article 5 des Recommandations stipule le principe de la non-discrimination. La deuxième Conférence de 1923 à Genève, a abouti à une convention et à un statut; comme nous l'avons dit, il comprend une part d'application et une part technique. Le statut traite, dans le chapitre I, de la liaison des lignes internationales; dans le chapitre II, des mesures à prendre en vue de l'exécution du trafic international, concernant des engagements par lesquels les États adoptent certaines méthodes et s'en interdisent certaines autres.

Les mesures à prendre ont une part commune et variable, il y a des différences de faits, mais des égalités de droits. L'article 4 dit : « Les États contractants reconnaissent la nécessité de laisser à l'exploitation des chemins de fer l'élasticité indispensable pour lui permettre de répondre aux besoins complexes du trafic, entendant maintenir intacte la liberté de cette exploitation tout en veillant à ce que cette liberté s'exerce sans abus à l'égard du trafic international.

« Ils s'engagent à donner au trafic international des facilités raisonnables et s'interdisent toute discrimination qui aurait un caractère de malveillance à l'égard des autres États. »

La deuxième partie du statut traite de l'emploi réci-

proque du matériel roulant qui fait l'objet de conventions bilatérales et ne peut être régi par des règles uniformes. La troisième partie se rapporte aux rapports entre le chemin de fer et ses usagers. La quatrième partie sur les tarifs. L'article 20 stipule : « Les États contractants reconnaissent la nécessité de laisser aux tarifs en général la souplesse indispensable pour leur permettre de s'adapter, aussi exactement que possible, aux besoins complexes du commerce et de la concurrence commerciale, entendant maintenir intacte la liberté de leur tarification, suivant les principes admis par leur propre législation, tout en veillant à ce que cette liberté s'exerce sans abus à l'égard du tarif international.

« Ils s'engagent à appliquer au trafic international des tarifs raisonnables, tant par leur taux que par leur condition d'application et s'interdisent toute discrimination qui aurait un caractère de malveillance à l'égard des autres États contractants, de leurs nationaux ou de leurs navires. »

Ces dispositions ne font pas obstacle à l'établissement, entre les chemins de fer et la navigation, de tarifs communs respectant les principes posés par les précédents alinéas. Aussi, on a abandonné l'idée des tarifs internationaux. Un engagement s'impose; des tarifs raisonnables doivent être appliqués et ne doivent pas être prohibitifs ni excessifs. L'application de cette règle semble difficile, mais grâce à la sanction qu'on a prévue par un tribunal sur les tarifs, elle ne l'est pas. Reste une partie technique sur les rapports financiers, etc.

Dans la partie 6, dispositions générales, on voit : « Aucun des États contractants ne sera tenu, par le présent statut, d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur ses territoires sera prohibée ou des marchandises d'une caté-

gorie dont l'importation est interdite, soit pour raison de santé et de sécurité publique, soit comme précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux. En ce qui concerne les transports autres que les transports en transit, aucun des États contractants ne sera tenu, par le présent statut, d'assurer le transport des voyageurs dont l'entrée sur ses territoires est prohibée, ou des marchandises dont l'importation ou l'exportation est interdite, en vertu des lois nationales. » (Art. 30)

L'article 32 dit : « Le présent statut ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Néanmoins, il subsistera dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs. »

Cette convention vise également la juridiction en matière d'application. C'est là une restriction au droit de souveraineté, au bénéfice de la paix générale.

L'article 35 dit : « Si un différend surgit entre deux ou plusieurs États contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent statut et si ce différend ne peut être réglé, soit directement entre les parties, soit par la voie de tout autre moyen de règlement amiable, les parties du différend pourront, avant de recourir à toute procédure d'arbitrage ou à un règlement judiciaire, soumettre comme organe consultatif et technique des membres de la Société des Nations, en ce qui concerne les communications et le transit. En cas d'urgence, un avis provisoire pourra recommander toute mesure provisionnable destinée notamment à rendre au trafic international des facultés dont il jouissait avant l'acte ou le fait ayant donné lieu au différend.

Si le différend ne peut être réglé par l'une des procédures indiquées dans le paragraphe précédent, les États

contractants soumettront leur litige à un arbitrage, à moins qu'ils n'aient décidé ou ne décident, en vertu d'un accord entre les parties, de le porter devant la Cour permanente de Justice internationale. »

Si l'affaire est soumise à la Cour permanente de Justice internationale, il sera statué dans les conditions déterminées par l'article 27 du statut de ladite Cour.

Ainsi, nous voyons que le principe reconnu par tous les États est plutôt négatif. C'est le principe de non-discrimination. Pourtant, pour savoir la limite de leur pouvoir, les États consentent à une juridiction commune.

Du moment que certains États reconnaissent que leur organisation intérieure est soumise pour l'interprétation de l'application du principe à une cour internationale, ce fait constitue une grande évolution dans le droit international.

SECTION 3

Statut sur la liberté des ports maritimes.

Voici le rapport de la Commission des ports à la Conférence, présenté par le rapporteur M. Sugimura, délégué suppléant du Japon. Il l'expose avec une remarquable clarté :

« L'article 23 du Pacte de la Société des Nations demande que les États prennent les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit. D'autre part, l'article 379 du traité de Versailles et les articles analogues des autres traités de paix, avaient prévu la conclusion d'une convention générale sur le régime international des ports.

« La Conférence de Barcelone avait établi des principes

applicables aux ports situés sur une voie navigable d'intérêt international. En ce qui concerne les autres ports maritimes, elle s'était bornée à formuler des recommandations pour autant que ces ports pourraient être soumis à un régime international.

« Mais, à la Conférence de Gênes, les gouvernements demandèrent que l'élaboration d'une Convention générale sur le régime international des ports fût entreprise aussitôt que possible. C'est dans ces conditions que la Commission consultative et technique reprit l'examen de la question et établit le projet destiné à faciliter les délibérations de la Conférence actuelle. »

Sur un projet élaboré par la Commission des Ports, M. Sugimura continue :

« L'idée fondamentale qui a constamment inspiré nos efforts a été celle de faciliter, dans toute la mesure du possible, les transports maritimes et les échanges internationaux. Au lendemain des crises tragiques qui ont dévasté le monde, l'élite doit se tourner vers les hauts sommets, d'où descend la lumière. Aujourd'hui plus que jamais, l'humanité a besoin de se laisser guider par des principes de vérité et de justice dans sa marche laborieuse vers un avenir plus prospère. Pendant tous nos travaux, nous avons eu le vif souci de suivre les méthodes d'élaboration prudente et précise, qui caractérisent la Société des Nations. C'est ainsi que nous avons pu concilier harmonieusement les exigences de l'esprit international avec les besoins légitimes de la vie nationale.

« Nous avons également tenu à consacrer, dans une convention internationale solennelle, les deux grands principes de l'égalité de traitement, de la réciprocité, qui sont à l'avantage de tous et de chacun... »

« La clef de voûte de l'édifice que nous avons réussi à construire se trouve dans les articles 2, 5 et 6 qui consacrent d'une manière claire et précise l'égalité de traitement entre tous les États contractants. Aucune puissance plus que le grand Empire Britannique, n'a lutté durant près d'un siècle pour faire régner dans le monde entier, en faveur du progrès et de la civilisation, le principe libéral et d'égalité qui, de coutume britannique, est devenu aujourd'hui une convention internationale.

« Le second grand principe que nous nous sommes réunis pour défendre avec conviction et mesure est celui de la réciprocité, dont la France, le Chili, l'Uruguay et d'autres États de l'Amérique du Sud se sont faits les ardents champions. Il forme la base même des rapports juridiques des individus et des peuples. Mais il importe de ne pas lui donner un sens trop précis et, en quelque sorte, mesquin, car cela irait à l'encontre de nos tendances libérales. Dans ces conditions, nous n'avons éprouvé aucune difficulté à admettre aux bénéfices de notre convention, les États privés d'accès direct à la mer. Il est, d'ailleurs, de l'intérêt du commerce général que la Convention soit signée par de tels pays pour qu'un traitement égal soit assuré dans les ports où ces États jouissent de certains privilèges. La réciprocité est donc parfois, au premier abord, simplement juridique. »

Le projet du statut a été adopté avec peu d'amendements.

L'article 2 dispose :

« Sous condition de réciprocité et avec la réserve au premier alinéa de l'article 8, tout État contractant s'engage à assurer aux navires de tout autre État contractant un traitement égal à celui de ses propres navires ou

des navires de n'importe quel autre État, dans les ports maritimes placés sous sa souveraineté ou son autorité, en ce qui concerne la liberté d'accès du port, son utilisation et la complète jouissance des commodités qu'il accorde à la navigation et aux opérations commerciales pour les navires, leurs marchandises et leurs passagers.

« L'égalité de traitement ainsi établie s'étendra aux facilités de toutes sortes telles que : attribution de places à quai, facilités de chargement et de déchargement, ainsi qu'aux droits et taxes de toute nature perçus au nom ou pour le compte des gouvernements, des autorités publiques, des concessionnaires ou établissements de toutes sortes. »

Article 5 : « Pour la détermination et l'application des droits de douane ou assimilés, des droits d'octroi local ou de consommation, ainsi que des frais accessoires perçus à l'occasion de l'importation ou de l'exportation des marchandises par les ports maritimes placés sous la souveraineté ou l'autorité des États contractants, il ne pourra être aucunement tenu compte du pavillon du navire, de telle sorte qu'aucune distinction ne soit faite au détriment du pavillon d'un État quelconque entre celui-ci et le pavillon de l'État sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port est placé, ou celui de n'importe quel autre État. »

L'article 8 est basé sur la réciprocité : « Chacun des États contractants se réserve la faculté de suspendre, après notification par la voie diplomatique, le bénéfice de l'égalité de traitement pour tout navire d'un État qui n'appliquerait pas, d'une façon effective, dans un port maritime placé sous sa souveraineté ou son activité, les dispositions du présent statut aux navires dudit État contractant, à leurs marchandises et à leurs passagers. » Mais il reconnaît la juridiction dans ce cas : « En cas

d'application de la mesure prévue à l'alinéa précédent, l'État qui en aura pris l'initiative et l'État qui en sera l'objet, auront, l'un et l'autre, le droit de s'adresser à la Cour Permanente de Justice Internationale par une requête adressée au greffe; la Cour statuera en procédure sommaire. » (Art. 8, alinéa 2.)

En somme, l'esprit de la communauté de la mer a prévalu. Les États contractants s'engagent à assurer un traitement égal à celui de leurs propres navires, sous condition de réciprocité.

Ce statut ne fixe pas les droits et devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre, pas plus que les autres statuts que nous venons d'examiner; il sera respecté, dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

Il faut signaler que ce statut ne vise en aucune manière le cabotage maritime (Art. 9).

Enfin, quant aux différends qui surgiraient entre États contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application du statut, on a prévu les mêmes procédés que dans le statut des voies ferrées.

Un principe se dégage de toutes ces dispositions : le libre accès d'un port est un aspect de droit commun à tous les États. Les ports fermés existent encore, mais si un port est libre, tous les bateaux doivent pouvoir l'utiliser en même temps que les bateaux nationaux.

SECTION 4

Statut relatif au régime des fleuves internationaux.

Lorsqu'il s'agit d'un fleuve international, il faut prendre des garanties contre l'accaparement par l'un des États riverains et les obstacles qu'il pourrait mettre à la

navigation sur le fleuve. De plus il y a lieu de déterminer quels sont les droits des non-riverains.

La Convention de Barcelone de 1921, relative au régime international des voies navigables réglemente précisément la navigation sur ces voies d'eau. On appelle voies d'eau d'intérêt international, les voies d'eau accessibles à la navigation commerciale ordinaire et donnant accès à la mer à plus d'un État.

De telles voies d'eau ont, depuis longtemps, fait l'objet d'accords internationaux, généraux ou particuliers, afin d'assurer la liberté de la navigation.

Le principe de la liberté de navigation et de l'égalité des pavillons a été reconnu pour certains fleuves internationaux. En effet, depuis une cinquantaine d'années, la tendance s'est précisée de ne pas établir de différence entre le traitement national et étranger. Pour la première fois, la Conférence de Barcelone a réussi à envisager l'application universelle de ces principes.

Dans l'exercice de la navigation, les ressortissants, les biens et les pavillons des États contractants seront, sous tous les rapports, traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Aucune discrimination ne sera notamment faite entre les ressortissants, les biens et les pavillons des différents États riverains, y compris l'État riverain sous la souveraineté ou l'autorité duquel se trouve la partie de voie navigable considérée; de même, aucune distinction ne sera faite entre les ressortissants, les biens et les pavillons des États riverains et ceux des non riverains. Il est entendu, en conséquence, qu'aucun privilège exclusif de navigation ne sera accordé sur lesdites voies navigables à des sociétés ou à des particuliers (Art. 4).

Pour ce qui est de l'entretien de ces fleuves, il incombe aux riverains. La convention qui en a décidé ainsi a été signée par beaucoup d'États et n'a pas été ratifiée parce qu'elle était trop loin de ce qui était réalisable. Quoi qu'il en soit, le principe de la communauté fluviale a été complètement admis, c'est l'égalité des États riverains et non riverains.

SECTION 5

Statut sur les forces hydrauliques qui ne peuvent être utilisées qu'en captant des sources ou des courants.

Les forces hydrauliques peuvent être exportées à l'étranger et il faut assurer le transit de ces forces. On a fait des conventions sur l'aménagement des forces hydrauliques, l'une relative au transport en transit de l'énergie électrique, l'autre relative à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs États; on a donc là l'application très spécialisée d'un principe général.

Voilà quelle a été l'évolution générale du droit pour l'article 23-e) du Pacte, en ce qui concerne les communications et le transit.

Dans cette évolution, le principe d'égalité s'est opposé au principe de réciprocité, c'est cette opposition qui a abouti à un compromis entre les deux principes, comme le remarquait M. Serruys (37).

(37) M. SERRUYS, *aux Cours de l'Institut des Hautes Études internationales*, 1923-1924.

CHAPITRE III

LE TRAITEMENT ÉQUITABLE DU COMMERCE

Le mot de « traitement équitable » du commerce, plus élastique que « égal », donne de la souplesse et permet d'interpréter le principe en tenant compte des conditions existantes, surtout de la réalité du monde déséquilibré où l'on cherche la liberté.

Par suite, il y a des cas où on doit reconnaître l'impossibilité d'appliquer le principe de la liberté, mais ce n'est qu'une tolérance transitoire et momentanée.

Rappelons l'état des relations commerciales au lendemain de la Grande Guerre.

Les puissances n'ont pas pu ôter toutes les barrières commerciales créées pendant la guerre. Les nouveaux pays nés de la guerre s'efforcent de former l'unité économique dans leurs frontières. L'Angleterre n'abolit pas le droit préférentiel sur certaines matières. Les anciens Alliés et Associés ne permettent pas à l'Allemagne de traitement égal à celui qu'ils s'accordent. Il y a d'autres exceptions : l'engagement allemand de ne pas taxer les produits d'Alsace-Lorraine, aussi le même engagement pendant trois ans sur les produits importés en Allemagne de l'ancien territoire allemand de la Pologne. Le Luxembourg et la Belgique font l'union douanière. L'Autriche et la Hongrie, qui formaient une unité économique, doivent maintenir des relations préférentielles. Entre la France et

la Pologne, la Pologne et l'Italie, les relations commerciales sont basées sur la réciprocité.

Toutes ces nécessités du moment ne sauraient se justifier sans les circonstances exceptionnelles du lendemain de la Grande Guerre. Ce sont des dérogations au principe de la liberté du commerce, par conséquent, il est clair que ce n'est pas le traitement équitable du temps normal.

Le traitement équitable du temps normal impliquerait, au minimum, le traitement de la nation la plus favorisée comme un des principes fondamentaux de la liberté du commerce international avant la Grande Guerre.

C'est pourquoi on n'a pas mis le traitement « égal » à la place du traitement « équitable », dans l'article 23-e) et, en même temps, qu'on l'a inséré à la suite des communications et du transit, sous la forme explicative.

La mise en application de la partie de l'article 23-e) relative au traitement équitable du commerce a été retardée malgré que les autres matières mentionnées dans l'article aient été appliquées.

Cependant, d'après les traités spéciaux conclus avec les Alliés et les États successeurs de l'Empire autrichien — Voir *supra* p. 70 — on a attendu de la Société des Nations qu'elle donne effet aux dispositions de l'article 23-e), au moyen d'accords généraux sur le traitement équitable du commerce. Enfin, une résolution du Conseil de la Société des Nations, du mois de septembre 1921, adoptée sur la suggestion du vicomte Ishii, intervint pour demander à la Commission économique et financière provisoire, « d'étudier le sens et la portée de la stipulation relative à l'équitable traitement du commerce contenue dans l'article 23-e) du Pacte ». Puis, une résolution de la seconde Assemblée, prenant acte de la résolution du Conseil et tenant compte

des vœux émis par la Conférence de Barcelone qui avait jugé nécessaire de voter une résolution pour attirer l'attention de l'Assemblée sur la nécessité d'étudier la question du traitement équitable pour le commerce, « compte fermement que cette Commission orientera et poursuivra ses travaux en liaison avec la Commission consultative et technique des communications et du transit de la manière la plus propre à faciliter une application aussi rapide et générale que possible de ce principe ». C'est à partir de ces résolutions que la Commission financière et économique, d'abord provisoire, puis permanente (depuis la résolution de la 4^e Assemblée), a continué des études appréciables qui ont porté fruits.

Il n'est pas inutile de rappeler les étapes jusqu'à ce que cette question soit saisie définitivement par la Commission financière et économique et l'objet de l'activité de la Société des Nations.

SECTION 1

La Conférence financière de Bruxelles de 1920.

Par la décision du deuxième Conseil de la Société des Nations, du 13 février 1920, la Conférence financière a été convoquée en vue d'étudier les difficultés financières et les remèdes. Trente-neuf États y étaient représentés par d'émis-nents financiers ou hommes d'État. Bien que le but de la Conférence financière fût d'étudier les finances, le commerce international, dans la mesure où il a rapport avec les finances, a été discuté.

A la Commission du Commerce international, le délégué italien insista sur la nécessité de trouver des moyens de se défendre contre la tendance de discrimination des prix

ou des taxes. Il estima que la base du relèvement économique et social du monde est la plus grande liberté du commerce. Le délégué japonais proclama également : la coopération économique des nations est la base même de la Société des Nations. L'augmentation des produits est une première nécessité du monde. Mais, pour produire, il faut des ressources. Or, chaque pays n'a pas les mêmes ressources et les mêmes moyens de production. Si on veut utiliser les ressources naturelles le plus utilement et produire le plus abondamment, il faut se débarrasser des barrières artificielles et des restrictions à l'importation, à moins qu'elles ne soient incompatibles avec la vie nationale et la sûreté de l'État.

Après discussion, la Commission se borna à émettre le vœu suivant : « La Conférence exprime le vœu que, dans les limites et délais qui paraissent possibles, chaque pays s'efforce de rétablir graduellement la liberté du commerce qui existait avant la guerre, en supprimant, entre autres obstacles, les restrictions artificielles et la discrimination des prix. »

On remarque ici qu'il est entendu que discrimination des prix veut dire : différence entre la vente sur le marché intérieur et vente sur les marchés extérieurs.

SECTION 2

La deuxième session du Conseil tenue à Bruxelles

le 25 octobre 1920.

La session a délibéré sur le vœu émis à la Conférence de Bruxelles. M. Tittoni, délégué italien, dans son rapport sur l'action possible de la Société des Nations, tendant à assurer à tous ses membres un traitement équitable au point

de vue commercial et économique, insista sur les abus du monopole d'un État ou des trusts des matières premières et de ses effets déplorable sur le commerce international; il demanda de proposer à l'Assemblée de nommer une Commission qui étudie et présente des dispositions concrètes en vue d'empêcher la monopolisation des matières premières, soit par les États, soit par les grands trusts internationaux, de régler la distribution de ces matières et d'assurer à tous les États un traitement équitable.

Le Brésil soutint l'Italie, mais M. Balfour, délégué anglais, s'opposa à cette formule de proposition. Il attribua la hausse des prix des matières premières nécessaires à l'industrie au déséquilibre entre la production et la consommation. Notamment, en prenant l'exemple du charbon, que tout homme d'État italien a sans doute très spécialement à l'esprit à cause des discriminations de prix faites par le Gouvernement britannique après la guerre, il en attribue la hausse des prix aux revendications des mineurs. Enfin, après discussion, le Conseil adopta une résolution qui charge la section de la Commission économique et financière provisoire d'étudier sur le monopole des matières premières et de faire un rapport dans le plus bref délai.

SECTION 3

L'attitude de la première Assemblée.

§ 1. — *Résolution de l'Assemblée.* — La question a été soumise à la deuxième Commission de l'Assemblée. Le délégué suisse proposa à l'Assemblée de reconnaître la résolution du Conseil et de faire la sienne sur le problème des matières premières. Certains délégués des dominions britanniques s'y opposèrent. Ils insistèrent pour que la

question des matières premières ne soit pas comprise dans la question du traitement équitable du commerce, et que la Commission n'avait pas compétence en cette matière. Après discussion, sur la suggestion du délégué français, la Commission adopta un projet de résolution que l'Assemblée chargeât la Commission économique et financière provisoire de poursuivre l'œuvre indiquée par le Conseil. L'Assemblée l'accepta.

§ 2. — *La Commission économique et financière provisoire de décembre 1920.* — Devant la question qui avait soulevé tant de discussions au sein des commissions, la Commission économique et financière provisoire a tâché de concilier les délégués. Enfin, sur la proposition du délégué britannique, on décida d'envoyer les questionnaires au gouvernement de chaque membre sur les restrictions de l'exportation et de l'importation et la concurrence déloyale.

SECTION 4

L'activité du Comité économique.

Depuis que les résolutions du Conseil et de la deuxième Assemblée de la Société des Nations ont conféré au Comité économique le soin d'établir la signification et la portée de la disposition sur le traitement équitable du commerce extérieur dans l'article 23-e) du Pacte, ainsi que les mesures qui pourraient être prises à ce sujet par la Société ou par ses membres, en vue de rendre opérante cette disposition, il ne ralentit pas son activité. Il a même formé une sous-commission du traitement équitable du commerce qui se réunit de temps en temps.

Ses laborieux travaux ont contribué grandement à préparer des travaux étudiés et soigneusement définis. Une conférence internationale sur les formalités douanières et similaires a été tenue à Genève, du 15 octobre au 3 novembre 1923, en vue de simplifier et rendre plus uniformes et équitables la procédure et les formalités douanières et similaires. Les résultats ont été remarquables.

Jusqu'à la cinquième Assemblée, on a étudié, en ce qui concerne le traitement équitable, en outre des procédures douanières et des tarifs, le traitement des étrangers, le dumping et les prix différentiels, la concurrence déloyale, le traitement des navires et des marchandises étrangères, etc.

Après une étude attentive et approfondie, le Comité a préparé un projet de convention au sujet de la concurrence déloyale pour laquelle une conférence se réunira à l'automne prochain.

TROISIÈME PARTIE
QUELQUES ASPECTS
DU TRAITEMENT ÉQUITABLE
DU COMMERCE

CHAPITRE I

PORTÉE DE LA STIPULATION DE L'ARTICLE 23-e
RELATIVE
AU TRAITEMENT ÉQUITABLE DU COMMERCE

Pour l'étude détaillée de la portée de la stipulation, il faut d'abord remarquer que le mot « équitable » exige que l'on fasse état des conditions actuelles ou de celles que l'on escompte dans un avenir très prochain. En même temps, ce mot est dynamique. Il implique toute évolution suivant les circonstances. Par conséquent, on ne peut en épuiser le sujet et définir la portée constante et invariable de la stipulation.

SECTION 1

L'exposé de M. Kawashima.

M. Kawashima, dans son mémoire présenté en 1921 à la Commission économique et financière provisoire, se base sur les articles des traités de paix avec l'Allemagne (art. 264-281), des traités avec la Pologne (art. 13-16), du traité avec la Roumanie (art. 13-14) pour chercher le sens et la portée du traitement équitable du commerce qui devait être accordé pour et par les membres de la Société des Nations parce que ces articles contiennent certaines obligations circonstanciées issues de la guerre pour protéger le commerce et la navigation.

Non seulement il a recherché les éléments de ces traités, mais il a également référé aux traités conclus entre les nations civilisées, telles que l'Angleterre, la France, l'Italie et le Japon, sur la base de la réciprocité. Ses vues sont justes et très appréciables. Il énumère les éléments comme suit :

1^o *Tarifs douaniers. Impôts et charges. Restrictions de l'importation et de l'exportation.*

a) Le traitement de la nation la plus favorisée sur l'importation et l'exportation, les impôts et charges (Voir art. 264 et 266, alinéa 1 du traité de paix avec l'Allemagne, art. 4, 6 et 7 du traité de commerce entre la France et la Suisse, en 1906).

En ce qui concerne l'importation et l'exportation, presque toutes les puissances du monde adoptent le traitement inconditionnel de la nation la plus favorisée, sauf quelques exceptions, comme les pays du continent américain qui adoptent le traitement conditionnel de la nation la plus favorisée ou les pays qui adoptent le système douanier des doubles colonnes, comme la France et la Suisse.

Dans ces circonstances, le traitement de la nation la plus favorisée devait être accordé au commerce et à la navigation entre les membres de la Société des Nations, et si l'exception est inévitable, elle devrait être limitée à des cas spéciaux d'un nombre restreint.

Par exemple, le commerce frontière entre la zone limitée et le produit de la pêche nationale, marchandises sous le dumping, marchandises recevant une prime des États. Mais il est très discutable qu'il soit convenable de fermer les yeux sur le traitement spécial accordé par un pays de l'importation, à l'importation des territoires ou des régions

d'autres membres de la Société, ayant des relations très serrées avec le premier, par suite de circonstances spéciales, pour des raisons politiques et économiques, et s'il est admissible de mettre une surtaxe compensatoire sur l'importation des pays où le change est déprécié anormalement; il faut ajouter que, même dans le cas d'une réponse affirmative donnée dans les cas susdits, l'extension de telles dérogations au principe général du traitement équitable devrait être scrutée très attentivement afin qu'on puisse sauvegarder les intérêts généraux de tous les membres de la Société.

En ce qui concerne les impôts, les traités entre les puissances avant la guerre avaient garanti à l'importation le traitement de la nation la plus favorisée, ou le traitement égal à celui accordé aux produits naturels ou fabriqués nationaux. Mais il est évident que cette dernière garantie est plus avantageuse au point de vue du commerce international.

b) Abolition des prohibitions et des restrictions de l'importation et l'exportation. Dans les traités conclus avant la Grande Guerre on s'est borné à des prohibitions ou des restrictions de l'importation et de l'exportation :

1° Pour la préservation des matières pour l'emploi militaire en cas d'urgence;

2° Pour le maintien de la sécurité publique;

3° Pour protéger les personnes et les bestiaux ou les plantes, dans un but sanitaire;

4° Pour protéger les monopoles d'État;

5° Pour soumettre l'importation aux mêmes restrictions ou prohibitions que les produits naturels ou fabriqués nationaux.

Mais, par suite des conditions issues de la guerre, tous les États, belligérants ou neutres, ont commencé à mettre des restrictions et des prohibitions sur leur exportation et importation, de sorte qu'ils semblent constituer la règle générale et que la liberté de commerce soit l'exception dans l'échange de tous les produits. Ainsi, deux ans ont déjà passé depuis la conclusion du traité de paix, mais les restrictions et les prohibitions sont encore en vigueur, même à présent, pour certaines raisons ou pour d'autres, au détriment du relèvement économique du monde (Voir : art. 264 et 265 du traité de paix avec l'Allemagne, art. 7 et 9 du traité de commerce et de navigation entre le Japon et l'Angleterre, art. 9 du traité entre le Japon et l'Italie en 1912).

Pour le délivrer de cet état extraordinaire qui existe encore, diverses investigations laborieuses ont été faites par la Commission économique, mais il est nécessaire, pour la Société des Nations, de continuer les investigations sur cet important sujet et de définir plus clairement dans quels cas exceptionnels les restrictions ou prohibitions devraient être admises. En même temps, il est désirable d'établir la règle que ces restrictions et prohibitions qui sont admises seulement dans des cas exceptionnels devraient être appliquées également pour tous les membres de la Société, sans aucune distinction.

c) Sur les tarifs douaniers. — Les taux des tarifs douaniers ne pourront pas être envisagés par l'accord général, ceci n'appartient pas au domaine de la Société, surtout à cause des divergences de politique douanière des divers pays, mais, parce qu'un effort a été fait dans les négociations de paix à Paris et parce qu'un certain progrès a été réalisé sur la proposition présentée par les délégués fran-

çais et italien, il ne sera pas tout à fait impossible d'aboutir à un accord entre les membres de la Société, de sorte que, du moins, les matières premières importantes soient exemptes de droits à l'importation et à l'exportation (Voir art. 268 et 269 du traité de paix avec l'Allemagne, l'art. 2 du traité franco-suisse, 1906, l'art. 5 du traité entre le Japon et l'Italie, 1912).

2° *Navigation.*

a) Taxes et traitement des navires (Voir l'art. 271 du traité de paix avec l'Allemagne, les art. 16-21 du traité de commerce et de navigation entre l'Angleterre et le Japon, 1912).

b) Reconnaissance réciproque des certificats et des documents sur les navires (Voir l'article 273 du traité de paix avec l'Allemagne).

En ce qui concerne la question de la navigation, il faut nous rappeler que la Commission économique en a commencé l'étude, mais elle y a renoncé : on avait compté que la question serait discutée à la Conférence de Barcelone. Mais la Conférence n'a discuté que certains problèmes comme « la libre navigation sur la mer territoriale », « les fleuves internationaux », les ports internationaux » ou « le nombre de navires appartenant aux pays privés d'accès direct à la mer ».

Dans ces circonstances, il est nécessaire de se presser d'établir les règles de navigation maritime pour les membres de la Société après l'étude des diverses stipulations dans les traités conclus entre les membres de la Société.

Dans ces rapports, il est aussi très important d'étudier la question ce que c'est que le cabotage, dans laquelle les droits et règles sont différents à présent entre divers pays, et, autant que possible, de faire reconnaître aux

nations le principe de la liberté du cabotage sur la base réciproque. Au moins, des mesures devraient être prises, afin de limiter, aussi étroitement que possible, la portée du cabotage proprement dit, qui peut être fermé aux navires étrangers.

3^o Répression de la concurrence déloyale et fausses indications d'origine (Voir art. 274 et 275 du traité de paix avec l'Allemagne).

4^o Traitement et protection des ressortissants étrangers : a) traitement des ressortissants étrangers sur le même pied que les nationaux, dans toutes les relations de la poursuite des métiers, de professions, de commerce et d'industrie, et en ce qui concerne les taxes ou les impôts (Voir l'art. 276 du traité de paix avec l'Allemagne, l'art. 1 du traité anglo-japonais en 1912, les art. 1 et 4 du traité entre l'Italie et la Roumanie en 1906).

Pour l'instant, il ne serait pas opportun pour la Commission de faire l'enquête sur les mesures à prendre sur les questions de l'entrée et la sortie des étrangers parce qu'elle serait naturellement entraînée à la question si difficile du problème de l'immigration.

Mais l'étude de la question de la protection et du traitement des étrangers admis dans un pays, spécialement pour la poursuite de l'industrie et du commerce, pourrait être commencée par cette Commission parce que, tant que la liberté du commerce et des communications est reconnue, les droits de s'engager dans le commerce ou dans l'industrie devraient être garantis aux étrangers, parce que ces derniers droits sont la conséquence du premier, c'est-à-dire, comme il est prévu dans les constitutions des trois Républiques Sud-Américaines et dans les codes civils des pays les plus civilisés, les ressortissants étrangers des pays

amis devront être traités en général sur le même pied d'égalité avec les nationaux pour la jouissance de tels droits, comme la poursuite des métiers ou professions, du commerce, de l'industrie. D'ailleurs, au moins, le traitement de la nation la plus favorisée devrait être accordé aux ressortissants de la Société des Nations, comme il est esquissé dans l'article 276 du traité de paix avec l'Allemagne, et l'article 1 de tous les traités commerciaux en vigueur entre le Japon et les pays européens.

b) La protection judiciaire des étrangers (Voir l'art. 277 du traité de paix avec l'Allemagne, l'art. 1 du traité anglo-japonais de 1912).

c) Nomination des consuls (Voir l'art. 279 du traité de paix avec l'Allemagne et l'art. 4 du traité anglo-japonais, 1912).

La protection des étrangers, la nomination des consuls sont des nécessités inséparables du commerce entre les nations et elles valent d'être discutées en vue d'obtenir des règles générales à leur usage. Il est également désirable que la discussion sur les statuts des compagnies étrangères et des associations domiciliées sur les territoires des membres de la Société des Nations soit faite dans cette Commission, et dans les mêmes lignes qu'elle a été adoptée à l'établissement des succursales des banques étrangères.

Cet exposé de M. Kawashima, rationnel et de haute portée, doit être retenu. D'autre part, nous pouvons nous demander la portée de la stipulation par rapport aux autres organes de la Société des Nations.

§ 2. — *Portée de la stipulation par rapport aux autres organes de la Société des Nations.* — 1^o *Sur les questions*

ouvrières. — On peut se demander si les obligations qui incombent aux membres de la Société, aux termes de l'article 23-*e*, posent la question des conditions dans lesquelles le travail s'effectue ou celle de la migration de la main-d'œuvre d'un pays à un autre. Pour l'instant, toutes deux sont de la compétence du bureau international du travail, bien que celle de la migration doive être envisagée également au point de vue de la liberté du commerce, dans le sens le plus large du mot.

2^o *Sur les questions financières.* — Il y a, au point de vue du traitement équitable du commerce, des matières financières qui peuvent être l'objet d'une étude par suite de leurs rapports intimes avec le commerce, comme la superposition des taxes et les accords internationaux relatifs aux titres, ou les conventions financières des pays insuffisamment développés. La Commission financière, sur ce point, prépare une étude préliminaire.

3^o *Sur les questions du transit.* — Les questions du transit se rapportent aux transports d'outre-mer, cabotage, ports, voies d'eau navigables, voies ferrées. Toutes ces matières exigent l'examen du traitement équitable du commerce. La Commission des communications et du transit doit, en ce sens, marcher de pair avec la Commission économique, toutes deux ayant le même but de la réalisation de la liberté du commerce.

Nous allons examiner certains aspects du problème, qui ont été traités par la Commission économique et sa sous-commission pour le traitement équitable et qui ne cessent ses études laborieuses, et certaines matières qui ont été l'objet de résolutions, soit du Conseil, soit de l'Assemblée, soit des conférences spécialement organisées.

CHAPITRE II

LES PROCÉDURES ET LES FORMALITÉS DES DOUANES

SECTION 1

Conférence douanière de Genève en 1923.

Depuis que la Commission économique s'est convaincue, après un examen soigneux, qu'il est temps de faire un effort systématique par l'intermédiaire de la Société des Nations pour arriver à une entente générale entre les membres de la Société pour simplifier et rendre plus uniforme et équitable la procédure et les formalités douanières et analogues, elle a préparé et rédigé des articles qui ont été discutés à la conférence douanière de Genève, du 15 octobre au 13 novembre 1923, où étaient représentés 32 États membres, de plus, les délégués de l'Allemagne, de l'Égypte, de la Tunisie et du Maroc, protectorat français. Les États-Unis ont envoyé un observateur et des experts. La Chambre de Commerce internationale a envoyé sa délégation en cas de consultation.

L'œuvre accomplie par cette conférence, qui se résume, d'après la formule de M. Right Horn, par : « la simplicité, l'égalité, la publicité, la rapidité et le redressement des abus » (38), était une convention composée de 30 articles avec un préambule.

(38) *Comptes rendus de la Conférence*, vol. I, p. 135.

Voici les essentiels :

1° La simplicité en matière de procédure et de règlements douaniers, afin que les obstacles créés par les prohibitions, les formalités et les restrictions soient réduits à un minimum (art. 1, 3);

2° En dehors des politiques de tarifs, les formalités elles-mêmes ne devront pas servir à imposer des discriminations ou des restrictions (art. 2);

3° Les règlements douaniers devront être publiés sous une forme simple et accessible et, de plus, toute modification apportée aux tarifs ou aux formalités devra être publiée le plus tôt possible, afin que les commerçants et le public soient immédiatement en mesure de discerner les changements survenus ou les charges supplémentaires qui leur sont imposées (art. 4, 6);

4° Les méthodes et règlements douaniers qu'il y aura lieu de prescrire ne devront opposer qu'un retard aussi limité que possible au passage rapide des marchandises et des voyageurs d'un pays à l'autre (art. 11), certificats d'origine (art. 12), factures consulaires, etc.;

5° Les États contractants s'engagent à prendre des mesures appropriées pour assurer, par une procédure administrative, judiciaire ou arbitrale, le redressement d'abus qui auraient provoqué des plaintes (art. 7).

SECTION 2

Résolution de la cinquième Assemblée.

La cinquième Assemblée a adopté la résolution suivante :

« L'Assemblée, se référant à l'alinéa 1 de l'article 3 de la Convention pour la simplification des formalités douanières, déjà signée par trente États et ratifiée par six;

« Considérant que le système des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation constitue un obstacle sérieux au libre développement des échanges internationaux ;

« Considérant, d'autre part, que les circonstances générales pourraient être désormais favorables à une action dans ce domaine,

« Exprime le désir que le Conseil invite le Comité économique à étudier la possibilité et l'opportunité d'une entente entre États membres et non membres de la Société, qui aurait pour objet l'abolition définitive des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation et, le cas échéant, à proposer les moyens les plus appropriés dans ce but. Réserve est faite pour les dispositions visant la protection des intérêts vitaux des États. »

Le Conseil a pris, le 29 septembre 1924, la résolution suivante :

« Le Conseil renvoie au Comité économique la résolution de la cinquième Assemblée concernant l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. Il demande à ce Comité de lui soumettre des propositions à ce sujet aussitôt que possible. Le Conseil attire l'attention des États sur l'intérêt qu'il y aurait à fournir sans retard au Comité économique les éléments d'information qui lui permettraient d'entamer le plus tôt possible l'étude de cette question. »

Cette dernière résolution a été communiquée aux États membres de la Société et à l'Allemagne. Le Secrétariat a reçu un certain nombre de communications relatives à cette question, y compris celles concernant vingt et un pays européens.

Cette documentation a été complétée par le Secrétariat.

tariat au moyen d'un certain nombre d'éléments divers, tirés notamment de l'étude d'accords bilatéraux d'après guerre. D'après ces données, le Secrétariat a préparé plusieurs mémorandums qui ont grandement facilité les travaux du Comité. Celui-ci a renvoyé l'examen de cette documentation et de la résolution du Conseil au sous-comité de l'équitable traitement du commerce qui a, durant la session actuelle, consacré deux séances à la discussion de cette question.

Le sous-comité a procédé à un examen préliminaire de la documentation recueillie et à un échange de vues portant spécialement sur la classification des différentes espèces de prohibitions et restrictions qui semblent ne pas rentrer dans le cadre de la résolution de l'Assemblée, ainsi que de celles qui, tout en rentrant dans ce cadre, sembleraient pouvoir réclamer quelque réserve ou exception de caractère permanent ou temporaire.

Le sous-comité approfondira cette question en s'adjoignant des experts de certains pays intéressés, pour bien examiner la répercussion du problème sur les conditions économiques particulières de leur pays.

CHAPITRE III

TARIFS DOUANIERS

SECTION 1

Le traitement de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée, M. Kawashima dit, dans son mémoire (39) :

« D'abord préconisé par plusieurs savants en Europe, notamment en Hollande, il a été réalisé dans le traitement commercial de 1654 entre la Grande Bretagne et la Suède, sous la forme de la clause de la nation la plus favorisée. Depuis, cette clause est adoptée comme une règle des traités de commerce entre les divers pays d'Europe, pendant la dernière partie du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e siècle.

« L'objet de cette clause était d'atténuer les maux attachés aux exclusivismes, compagnons du mercantilisme qui a dominé la politique des grandes puissances avant et après le XVIII^e siècle. Mais ce qui doit être noté, c'est que cette clause, employée avant la première partie du XIX^e siècle, était en général conçue de façon à être admise à conditions et avec compensations, d'où le principe de la réciprocité a émané.

(39) M. KAWASHIMA : « Memorandum on equitable treatment of Commerce » présenté à la Commission économique et financière provisoire.

« Le principe, d'ailleurs, qui interprétait la clause sus-dite sur la base des conditions et des compensations, a été abandonné depuis 1860, quand le traité appelé Cobden-Treaty entre la Grande-Bretagne et la France a été conclu sur une base sans conditions et sans compensation.

« Ainsi, dans les traités depuis cette époque, la clause comme règle, est employée sur la base sans conditions et sans compensation. Le traité, par exemple, qui a été conclu en 1863 entre la Grande-Bretagne et l'Italie, stipule clairement ce point.

« Depuis lors, le principe du traitement de la nation la plus favorisée sur la base sans conditions, a été, en général, accepté en Europe et il est devenu une des bases principales de tous les traités de commerce entre les nations européennes. Cet usage libéral adopté par les pays européens a été graduellement répandu sur le continent asiatique. Les États-Unis d'Amérique, même, qui avaient strictement adhéré au principe de la clause sur la base conditionnelle, en l'interprétant, ont dû accorder le traitement égal aux pays étrangers, en ce qui concerne les douanes, la marine marchande et les *trades* avec peu d'exceptions dans lesquelles le traitement réciproque a été admis conformément aux traités de commerce comme celui entre les États-Unis et Cuba. »

Au point de vue du traitement équitable du commerce en matière de tarifs douaniers, le traitement de la nation la plus favorisée est désirable parce qu'il est une garantie de la liberté du commerce.

Dans des cas exceptionnels comme au lendemain de la Grande Guerre, il y a dans le monde des conditions différentes de marchés. Par suite, le traitement de la nation la plus favorisée pourrait exposer l'industrie d'un

pays à conditions défavorables à une concurrence étrangère redoutable qui la mettrait en péril. Aussi, l'égalité de traitement ne tenant pas compte de l'inégalité de production crée parfois une discrimination de fait, derrière cette égalité apparente.

C'est pour cette raison, par exemple, que la France a voulu établir des tarifs différentiels pour faire face à des périls exceptionnels qui se réalisent à l'heure actuelle. Ici la discrimination a été employée comme moyen d'égalisation et d'adaptation.

Mais cette procédure, susceptible d'être poussée à l'abus, devait être maniée avec prudence, même pour les cas exceptionnels, pour qu'elle n'augmente pas les barrières du commerce entre les nations et ne finisse pas par entraver le relèvement général du monde.

SECTION 2

La Conférence économique de Gênes en 1922.

A la Conférence économique de Gênes en 1922, après de longues discussions, on a abouti sur cette question, à l'article 9 du rapport de la Commission économique (40).

« La Conférence rappelle le principe du traitement équitable du commerce, énoncé à l'article 23-e) du Pacte de la Société des Nations, et recommande vivement la reprise des relations commerciales sur la base des traités de commerce, reposant, d'une part, sur le système d'une réciprocité adaptée aux circonstances spéciales et con-

(40) Livre Jaune : *Conférence économique internationale de Gênes*, p. 162-163.

tenant, d'autre part, dans les limites du possible, la clause de la nation la plus favorisée. »

On voit ici un compromis des deux principes. Après avoir voté ce texte, chacun voulut donner sa préférence, et le texte est accompagné de deux notes :

Note 1. — La majorité des États représentés à la Commission, tout en reconnaissant les difficultés de caractère transitoire qui peuvent s'opposer à l'adoption générale du traitement de la nation la plus favorisée, déclare que tel est le but qu'il leur faudrait poursuivre.

Note 2. — La majorité des États représentés à la Commission, constate de même qu'il est désirable que les États ne se lient, dans les conventions commerciales qu'ils pourraient éventuellement conclure entre eux ou avec d'autres États, par aucune stipulation tendant à empêcher que les réductions des droits de douane ou les facilités douanières qu'ils pourraient s'accorder mutuellement soient appliquées aux autres États.

L'Espagne a réservé son approbation de tous ces articles. La France continue à s'opposer au traitement de la nation la plus favorisée. L'Italie et le Japon s'efforcent de faire revenir le monde à ce principe, mais les résultats obtenus par la Société des Nations ne sont pas encore appréciables sur ce point.

CHAPITRE IV

LA CONCURRENCE DÉLOYALE

SECTION 1

La concurrence déloyale et la Société des Nations.

En 1883, à Paris, une première conférence se réunit sur la propriété industrielle. Elle aboutit à une convention qui porte sur un objet général. Le brevet, au bénéfice de celui qui l'a inventé, constitue le point de départ, mais il y a aussi les marques de fabrique et les appellations. On a bientôt distingué la préservation des droits de l'inventeur et les brevets, et les mesures préventives contre la tromperie sur la provenance de l'objet vendu. Le premier cas est la propriété industrielle, le second est le commerce frauduleux.

C'est à cette seconde partie que s'est consacrée la Conférence de Madrid de 1891, qui comporte deux actes sur les marques commerciales et les titres collectifs et qui ont été signés par dix États.

Le 2 juin 1911, une nouvelle conférence a eu lieu, où les trois questions des brevets, des marques de fabrique et des appellations régionales furent reprises. Cette conférence marque une étape décisive dans ce domaine.

Mais ces conventions sont insuffisantes pour la protection de la propriété industrielle, notamment pour celle du commerce légitime contre la concurrence déloyale.

La Société des Nations s'est occupée de la question. Le Comité économique, après une étude minutieuse, a soumis

au Conseil, le 19 avril 1922, un rapport en ce qui concerne les mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour étendre et amender les Conventions internationales sur la protection de la propriété industrielle et la répression de fausses indications d'origine, afin d'assurer plus efficacement la protection du commerce légitime contre la concurrence déloyale. Ce rapport a contenu l'avant-projet d'articles de convention sur la concurrence déloyale.

Le Conseil, considérant que la suppression de la concurrence déloyale est une étape vers un traitement plus équitable du commerce, a approuvé la proposition de communiquer à tous les États membres de la Société et aux principaux États qui n'en sont pas membres, le rapport du Comité économique et l'avant-projet afin de recueillir leurs observations. Le Comité économique a recueilli aussi des observations des gouvernements du Bureau international de l'Union, de la Chambre de Commerce internationale, et il a révisé les textes. Puis, sur la demande officielle du Gouvernement japonais, une réunion d'experts a eu lieu à Genève, en mai 1924.

La Conférence prévue d'abord en 1924 a été ajournée à octobre 1925. Elle aura lieu à La Haye. On peut espérer qu'elle donnera de bons résultats.

SECTION 2

Textes du projet d'articles de convention en vue de la Conférence sur la concurrence déloyale, en octobre 1925.

Voici un tableau comparatif du texte définitif communiqué aux États par les lettres circulaires du 17 juin 1922 et du texte révisé qui a été soumis à la réunion des experts:

Texte primitif.

1. En ce qui concerne toutes les personnes (y compris les compagnies) lésées par la fabrication, [la vente ou la mise en vente sur le territoire des États respectifs, par l'importation ou l'exportation de marchandises de fabrique, portant à tort une marque, une désignation commerciale, une indication fausse ou trompeuse sur leur origine géographique ou commerciale; de chiffres, de mots, marques ou de toute combinaison ou arrangement desdits, qu'ils comprennent ou non une marque de fabrique et portant à croire que ces marchandises ont été manufacturées ou sont vendues par une personne autre que le véritable fabricant ou marchand — les États contractants conviennent de prendre des mesures effectives pour assurer à ces personnes un concours légal convenable contre de tels abus et leur permettre d'intenter des poursuites à cet effet, par l'intermédiaire des représentants officiels ou commerciaux dûment autorisés des parties lésées. Les stipulations de la présente clause s'étendront aux fausses descriptions par

Texte révisé.

1. En ce qui concerne toutes les personnes ou compagnies lésées par la fabrication, la vente ou la mise en vente, par l'importation ou l'exportation de marchandises portant une marque de fabrique ou une désignation commerciale auxquelles elles n'ont pas droit, ou portant une marque, une appellation, une inscription, un signe quelconque ou une combinaison de ces éléments employés irrégulièrement ou donnant directement ou indirectement une indication fausse sur l'origine géographique ou commerciale desdites marchandises ou sur l'identité véritable du fabricant ou du marchand — les États contractants conviennent de prendre sur leur territoire des mesures effectives pour assurer à ces personnes un recours légal convenable et pour leur permettre d'intenter des poursuites à l'occasion de tels abus par l'intermédiaire ou sur la demande des représentants officiels ou commerciaux, dûment autorisés, des parties lésées. Les mesures prévues par la présente clause s'étendront également aux descriptions de la

écrit, même dans les cas où ces fausses descriptions n'accompagnent pas la marchandise.

2. Les États contractants conviennent d'interdire :

a) L'enregistrement ou l'usage, à titre de marque de fabrique, sans autorisation, d'armoiries publiques, estampilles officielles ou de tout signe indiquant une garantie officielle et également de toute partie desdites armoiries, estampilles ou signes, appartenant à d'autres États contractants, ainsi que de toutes leurs contrefaçons :

b) L'enregistrement, à titre de marque de fabrique, de la marque ou de la contrefaçon d'une marque de fabrique appartenant à un ressortissant d'un autre État contractant, sans son autorisation, lorsque ladite marque est bien connue de celui qui fait le dépôt ou des commerçants en général, dans l'État où on désire l'enregistrer pour l'appliquer aux mêmes marchandises ou marchandises d'une catégorie analogue.

nature de celles qui ont été mentionnées ci-dessus, même dans le cas où ces fausses descriptions ne sont pas matériellement apposées sur les marchandises.

2. Les États contractants conviennent d'interdire :

a) L'enregistrement ou l'usage, sans autorisation, à titre de marque de fabrique, d'emblèmes publics, de poinçons officiels ou de signes impliquant une garantie officielle de la part des autres États contractants ou de toutes contrefaçons desdits emblèmes, poinçons ou signes;

b) L'enregistrement, à titre de marque de fabrique, de la marque ou de la contrefaçon d'une marque de fabrique appartenant à un ressortissant d'un autre État contractant, sans son autorisation, lorsque ladite marque est bien connue de celui qui fait le dépôt ou des commerçants en général dans l'État où on désire l'enregistrer pour l'appliquer aux mêmes marchandises ou aux marchandises d'une catégorie analogue.

Les États contractants conviennent de se communiquer réciproquement, dès l'entrée en vigueur de la présente Con-

Les stipulations de l'article 1^{er} relatives aux recours en justice et aux poursuites à intenter visent les délits relevant de cet article; en outre, tout individu lésé sera en droit de faire annuler l'enregistrement des marques de fabrique enregistrées comme il a été mentionné ci-dessus, passé une certaine date à fixer, qui ne pourra, en aucun cas, être postérieure à 1922.

vention, la liste des emblèmes publics, poinçons officiels ou signes impliquant une garantie officielle qu'ils désirent placer sous la protection des dispositions de la section a du présent article. Toutes additions ultérieures ou toutes suppressions d'articles figurant sur ladite liste seront également communiquées dans le plus bref délai possible.

Les stipulations de l'article 1^{er} relatives aux recours en justice et autres poursuites à intenter s'appliqueront aux délits relevant du présent article; en outre, toute personne lésée sera en droit de faire annuler l'enregistrement des marques de fabrique enregistrées dans les conditions indiquées ci-dessus, passé une certaine date à fixer qui ne pourra, en aucun cas, être postérieure à 1924, sous réserve que toute demande d'annulation de l'enregistrement d'une marque de ce genre sera déposée avant l'expiration d'un délai de sept ans à dater de l'enregistrement définitif de ladite marque à moins que l'annulation de l'enregistrement ne soit nécessaire dans l'intérêt public.

3. Les États contractants

3. Les États contractants

conviennent de soumettre à la décision de la Cour de Justice internationale tous différends qui pourraient s'élever entre eux au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention et qui ne pourront être réglés à l'amiable, pourvu que les États contractants non membres de la Société des Nations, qui ne sont pas disposés à accepter la juridiction de la Cour précitée, conviennent, dans ce cas, de soumettre tous différends de ce genre à un arbitre choisi après entente entre les deux parties.

conviennent de soumettre à la décision de la Cour permanente de Justice internationale tout différend qui pourrait s'élever entre eux au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention et qui ne pourrait être réglé d'un commun accord ou selon une procédure qui résulterait de Convention, ou convenue après entente entre les deux parties.

SECTION 3

Quelques observations.

1^o *La suppression de la concurrence déloyale contribuera à fortifier la confiance mutuelle et augmentera les intérêts matériels et moraux.* — Mais il faut remarquer que les lois et les coutumes commerciales ne sont pas les mêmes dans tous les pays et que la notion de l'acte illicite n'est pas non plus pareille partout. Dans certains pays, par exemple, comme au Japon, on reconnaît les droits pour les marques et noms commerciaux enregistrés, tandis que dans certains autres on reconnaît immédiatement les droits dans l'usage des marques et des noms, par exemple en Angleterre.

Or, sans la lésion du droit, on ne peut reconnaître la responsabilité, c'est la notion normale des actes illicites. Pour établir des responsabilités plus vastes que la notion

normale, dans tous les cas où quiconque lèse les intérêts commerciaux d'autrui par des moyens déloyaux, en d'autres termes, d'établir la protection générale pour les marques ou les noms par l'accord international, même quand ils ne sont pas protégés par les lois ou les coutumes dans certains pays, il faudrait une solution transitoire en tenant compte du degré de l'industrie nationale et de l'éducation des consommateurs.

2^o *La sanction doit être efficace.* — Mais, en application des articles 1 et 2, les États contractants devraient s'appuyer sur la notion de leurs lois et coutumes. Apporter immédiatement les différends à la Cour de Justice internationale ne sera pas le moyen approprié, à moins que des lois communes ne soient appliquées dans les États contractants, parce que les questions juridiques qui doivent être apportées à la Cour doivent avoir une base juridique précise.

3^o *Le droit de recours légal aux représentants officiels et commerciaux dûment autorisés dans les cas lésés est une garantie.* — Mais si on reconnaît le droit de recours légal aux représentants officiels et commerciaux dûment autorisés, pour les intérêts généraux, dans le cas où les particuliers ne sont pas directement en cause, il est susceptible de compliquer les relations entre les États; donc sur ce point, il faudrait limiter strictement l'exercice de ce droit par les représentants officiels et commerciaux pour les cas particuliers et précisés.

SECTION 4

Les résolutions de la Conférence des experts.

La conférence, tenue en mai 1924, où ont participé les experts de vingt-deux États et du bureau international

de l'Union, a discuté le projet révisé et a examiné certaines questions posées par le Comité économique et par eux. Il y a eu d'abord la discussion sur la formalité à envisager soit de réviser les conventions existantes — avis du bureau international de l'Union et du Japon, soit de conclure une nouvelle convention — avis de l'Angleterre. On a étudié dans les sous-commissions pour les articles 1 et 2; notamment au sein de la sous-commission pour l'article 2 il y a eu des divergences de vues sur l'étendue des objets de la protection. Enfin elles ont rédigé un rapport dans lequel elles émettent les vœux suivants :

« En ce qui concerne le troisième article du projet du Comité économique, les experts ont été unanimes à exprimer l'avis qu'il s'agissait là d'une question sortant du cadre de leur compétence et qui devrait être réservée à la décision des gouvernements intéressés au cours d'une conférence internationale ultérieure.

« En ce qui concerne l'article 1 du projet du comité économique, les experts se sont bien rendu compte que le but principal de cet article était d'assurer en toute circonstance à la partie lésée un recours convenable, tant contre l'usage frauduleux des marques que contre les autres actes de concurrence déloyale, mais il leur a semblé, d'autre part, qu'il y avait avantage à séparer ces deux ordres d'idées, en se conformant ainsi à la destination consacrée par la Convention d'Union. Ils se sont donc attachés avant tout au premier de ces deux problèmes, et considérant que, d'une part, l'article 9 de la Convention prévoit déjà certaines sanctions déterminées en matière de marques et que, d'autre part, un petit nombre de législations nationales n'admettent en cette matière que la possibilité d'une action civile ils ont estimé pouvoir for-

muler le principe contenu dans les propositions suivantes :

A

« Les pays contractants s'engagent à assurer dans leur législation nationale, aux ressortissants des autres pays contractants, un recours légal comportant des sanctions pénales contre tout usage frauduleux de leurs marques. »

Les experts estiment avec le Comité économique que, ni la disposition de l'article 2 de la convention, accordant aux étrangers les avantages que confère aux nationaux la législation intérieure des pays, ni celle de l'article 10 *bis*, visant la protection contre la concurrence déloyale aux ressortissants étrangers, ne sauraient, dans leur forme actuelle, suffire à réprimer efficacement les diverses formes de la concurrence déloyale. Il importe donc de la compléter par des dispositions plus précises, que les experts ont résumé comme suit :

B

1° « Les pays contractants s'engagent à assurer aux ressortissants des autres pays contractants, sur leurs territoires respectifs, une protection efficace contre la concurrence déloyale.

Ils conviennent, en particulier, de prévoir des mesures appropriées, d'ordre civil et, en cas de fraude, d'ordre pénal, en ce qui concerne l'usage, dans le commerce, de désignations commerciales, (noms, formes, timbres d'imprimés et autres signes de tous genres tels que : enseignes, conditionnement, etc.,) servant à distinguer la production ou marchandise d'une producteur, fabricant ou commerçant, ainsi que l'usage de description ou représentation

figuratives, ou d'une combinaison des deux, ou par toute autre indication se rapportant à l'origine du produit ou de la marchandise, lorsqu'il est évident que cet usage est de nature à produire, soit une confusion avec les marchandises d'une autre personne, physique ou morale, soit une erreur quant à l'origine véritable de la marchandise.

Les poursuites peuvent être intentées par toute personne ou compagnie lésée, en outre, dans le cas d'actions en cessation et de mesures pénales, par toute association ou personne représentant l'industrie particulière ainsi lésée.

2^o Les stipulations du paragraphe précédent s'appliqueront également aux imitations des désignations susmentionnées, lorsque ces imitations, tout en s'écartant de l'original, sont de nature à produire une confusion ou une erreur.

Les stipulations de l'article 9 de la Convention seront applicables à tout produit ou marchandise qui donne directement ou indirectement une fausse indication sur l'origine des produits ou marchandises, ou sur l'identité du producteur, fabricant ou commerçant.

* * *

Il a semblé préférable de séparer nettement les dispositions qui, dans le projet du Comité économique, figurent respectivement comme alinéas A et B.

C

Les pays contractants conviennent d'interdire l'enregistrement et de prohiber, par des mesures appropriés, l'usage sans autorisation, à titre de marques de fabrique ou de commerce, ou comme parties de ces marques, des

emblèmes ou armoiries d'État, des États contractants, des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par chacun des États contractants, ainsi que de toute imitation desdits emblèmes, armoiries, signes ou poinçons.

En ce qui concerne les signes et poinçons officiels ci-dessus mentionnés ou leurs imitations, il est entendu que l'interdiction visée dans le présent article s'appliquera seulement dans le cas où les marques comprenant ces poinçons et signes sont utilisées ou destinées à l'être, sur des marchandises identiques ou similaires à celles pour lesquelles l'apposition du poinçon ou signe original implique une garantie.

Au sens du premier alinéa, ne seront considérées comme imitation des emblèmes ou armoiries d'État que les reproductions qui ne se distinguent de l'original que par des caractéristiques secondaires au point de vue héraldique.

Pour l'application des dispositions précédentes du présent article, les pays contractants conviennent de se communiquer réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, la liste des emblèmes ou armoiries d'État, des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie qu'ils désirent placer sous la protection des dispositions du présent article ou indiquent, s'il y a lieu, les limites dans lesquelles ils désirent bénéficier de cette protection.

Toutes modifications ultérieures apportées à la liste ci-dessus seront également communiquées dans le plus bref délai possible.

Tout pays contractant pourra transmettre, par l'intermédiaire du Bureau international de Berne au pays intéressé, les objections éventuelles auxquelles la com-

munication de la liste visée aux deux alinéas précédents pourrait donner lieu de sa part. Il est entendu que la similitude qui pourrait exister entre les emblèmes, armoiries, signes ou poinçons officiels de contrôle et de garantie des divers pays contractants n'empêche pas les nationaux de chaque pays de faire usage des signes ou poinçons appartenant à celui-ci.

Les mesures appropriées visées à l'alinéa 1^{er} du présent article comprendront l'annulation de l'enregistrement de toute marque effectué en violation des dispositions du présent article un an avant la mise en vigueur de ces dispositions ou de l'adhésion subséquente d'un pays.

D

Les pays contractants conviennent d'interdire l'enregistrement ou de prévoir la radiation de toute marque de fabrique ou de commerce notoirement connue dans le commerce comme la marque d'un ressortissant d'un autre pays, un délai minimum de cinq années devra être accordé aux intéressés pour réclamer la radiation des marques ainsi enregistrées. Devra être également interdit l'enregistrement, ou prévue la radiation d'une marque lorsqu'elle a été déposée dans des circonstances constituant un acte de concurrence déloyale au sens de l'article B.

Réponse aux quatre questions du Comité économique.

Pour les questions posées par le Comité économique :

a) Est-il opportun de recommander et possible de réaliser des mesures plus efficaces en vue de faire reconnaître et sauvegarder réciproquement les appellations régionales

des produits qui tirent leurs caractéristiques du sol ou du climat d'une région particulière, lorsque ces appellations sont convenablement et suffisamment protégées dans le pays d'origine? Une convention internationale peut-elle être envisagée à cet effet?

b) Est-il possible d'ajouter au projet de convention une clause permettant à un représentant d'un État contractant, dûment autorisé, d'intenter de sa propre initiative des poursuites pénales dans un autre État contractant à l'occasion des abus signalés dans la Convention, en agissant non comme représentant d'une partie lésée, mais dans l'intérêt général du commerce dudit État contractant?

c) Est-il possible et désirable d'établir, à titre d'exemple, une liste des agissements qui constituent manifestement des actes de concurrence déloyale, au sens de la Convention, ladite liste devant figurer en annexe à la Convention, accompagnée d'une déclaration indiquant qu'elle y figure uniquement à titre d'exemple, sans porter aucunement atteinte au caractère de généralité des dispositions de la Convention?

d) Est-il possible et désirable d'élaborer et de soumettre à la Conférence une résolution recommandant aux divers États de prévoir un recours légal approprié contre la diffamation commerciale?

Première question. — Les experts considèrent désirable de voir élaborer de nouvelles mesures pour la protection et la reconnaissance réciproque des appellations géographiques — ou autres équivalentes, consacrées par l'usage — de produits qui tirent leurs caractéristiques du sol ou du climat, mesures qui seraient, si possible, insérées dans des conventions internationales.

En ce qui concerné une convention internationale, ils estiment qu'en matière d'appellations relatives aux produits de la vigne, une telle convention ne peut être envisagée avantageusement tant que les pays spécialement intéressés dans la production des vins ne se seront pas mis d'accord entre eux quant à l'usage exact de ces termes, mais qu'on devrait chercher à réaliser le plus rapidement possible un tel arrangement, qu'il serait souhaitable de voir accepter ensuite par les autres pays.

Les experts considèrent qu'en présence du grand nombre des autres appellations d'origine et de la diversité des idées en cette matière, il n'est pas possible actuellement d'envisager avec avantage une convention générale, mais que des accords individuels entre pays sont éminemment désirables et devraient être encouragés par l'échange de listes, de termes, de ce genre qui sont efficacement protégés dans le pays d'origine.

Deuxième question. — Tous les experts, sauf un, ont décidé de répondre par la négative à cette question.

Troisième question. — La plupart des experts estiment qu'il est possible et désirable d'établir, à titre d'exemple, une liste des agissements qui constituent manifestement des actes de concurrence déloyale. Il est toutefois estimé que l'élaboration d'une pareille liste aurait nécessité une étude approfondie que les experts ne peuvent envisager dans les circonstances actuelles.

Quatrième question. — La grande majorité des experts a exprimé l'avis que la diffamation commerciale constitue un des actes qui doivent trouver place dans la liste visée ci-dessus.

CHAPITRE V

TRAITEMENT DES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS ET ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

SECTION 1

Recommandations du Conseil.

On sait que le Comité économique, chargé par le Conseil, en 1921, d'étudier le sens et la portée de l'article 23 du Pacte relatif au traitement équitable du commerce, a constaté qu'il était actuellement impossible de donner effet à cette disposition par une convention générale. Il s'est donc attaché à étudier les aspects particuliers de la question, qui paraissaient susceptibles d'une solution dans les circonstances présentes.

Parmi elles, il s'occupe d'un point extrêmement important : « le traitement des étrangers et des entreprises commerciales étrangères », au sujet duquel il a soumis ses travaux à la vingt-cinquième session du Conseil, en juillet 1923.

Le Comité a estimé qu'il était difficile d'aborder, dès à présent, le principe même de l'admission sur le territoire d'un État, des entreprises étrangères.

Il a considéré qu'un progrès sérieux serait réalisé si les membres de la Société appliquaient, à l'égard des entreprises étrangères dont l'admission sur leur territoire est acquise d'ores et déjà, les principes qui découlent

directement de la notion de l'équitable traitement du commerce. Il a renoncé à préparer sur ce point un projet de convention parce qu'il a considéré que la diversité des conditions, dans les différents pays, ferait obstacle à l'adoption d'un texte trop rigide. Dans cette conjec-ture, le Conseil a adopté les recommandations ainsi con-çues :

« Le Conseil de la Société des Nations, estimant que l'octroi des garanties légales, administratives, fiscales et judiciaires, nécessaires aux ressortissants, firmes ou sociétés d'un des États membres de la Société, qui seraient admis à exercer leur commerce, leur industrie ou toute autre occupation sur le territoire d'un autre État, membre de la Société, ou à s'y établir, est une des conditions de la coopération économique entre les peuples,

« Recommande à tous les États membres de la Société les principes ci-après, vers la pratique desquels ils devraient tendre, tant par une adaptation de leur législation nationale que par la conclusion d'accords bilatéraux :

« 1^o Pour les personnes, firmes ou société commerciales, industrielles, financières ou d'assurance, admises à s'établir sur le territoire d'un autre État en conformité avec les lois et règlements, il faudrait que l'octroi du traitement national en matière fiscale soit une règle rigoureuse. Lesdites personnes, firmes ou sociétés commerciales, industrielles, financières ou d'assurance ne devraient, en aucun cas, être soumises, en ce qui concerne leurs biens, leur industrie, leur commerce ou toute autre forme d'activité économique, à des taxes générales ou locales, ou à des impôts de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis les ressortissants de cet État, réserve étant faite de dérogations

exceptionnelles qui ne sauraient être justifiées que par des nécessités d'intérêt public, et qui devraient être applicables, sans distinction de nationalité.

« 2^o Si, en tout cas, une personne, firme ou société est admise à exercer dans un pays son industrie, commerce ou toute autre occupation, sans être établie dans ce pays, le traitement en matière fiscale réservé à une telle personne, firme ou société, ne devrait pas la mettre dans un état d'infériorité par rapport aux nationaux, réserve étant faite de l'exception mentionnée dans l'article précédent.

« 3^o Lorsqu'une entreprise étrangère, établie dans le territoire d'un État, est une succursale ou une agence d'une entreprise dont le siège social se trouve dans un autre État, le principe suivant doit être suivi pour l'application des impôts à cette entreprise. Les impôts dans le pays où l'entreprise étrangère est établie, doivent, lorsque l'impôt est prélevé sur le capital, être strictement limités au capital réellement employé dans ce pays et, dans le cas où il est prélevé sur les bénéfices ou les revenus, les impôts doivent être limités à ces bénéfices ou revenus résultant de l'activité développée dans ce pays.

« 4^o Les personnes, firmes ou sociétés étrangères d'un des États membres de la Société des Nations, admises à s'établir sur le territoire d'un autre des États membres de la Société, devraient y avoir toute liberté d'acquérir et de posséder les biens de toute nature, meubles ou immeubles, nécessaires à leur activité économique et que les lois dudit État étranger permettent ou permettront aux ressortissants d'un autre État d'acquérir ou de posséder.

« 5^o Lesdites personnes, firmes ou sociétés devraient pouvoir disposer desdits biens, meubles et immeubles, visés à

l'article précédent, notamment en ce qui concerne la cession, la mutation, la donation, le legs d'héritages, conformément au régime national appliqué sans modification ni restriction d'aucune sorte.

« 6° Le régime fiscal afférent à l'exportation du produit de la vente des biens, meubles et immeubles, par lesdites personnes, firmes ou sociétés, ou la réglementation relative aux devises étrangères résultant de ces exportations ne devrait point différer selon la nationalité de l'exportateur.

« 7° Les personnes, firmes ou sociétés, admises à s'établir sur le territoire d'un État membre de la Société, devraient pouvoir, pour la défense de leurs droits, ester en justice, soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur, conformément aux lois dudit État.

« 8° Les dispositions ci-dessus sont applicables sous réserve d'une juste réciprocité, sans faire obstacle aux facilités plus grandes qu'en vertu de facultés qu'ils tiennent de leur législation, certains États pourraient réciproquement s'octroyer, sans pouvoir par là porter préjudice aux intérêts d'États tiers ou de leurs ressortissants.

« 9° Il est entendu que dans les présents articles, rien n'oblige un État à en accorder le bénéfice à une société dont il serait prouvé que le contrôle financier est aux mains de ressortissants d'un État qui n'ait pas accepté les présentes recommandations, ou dont le siège effectif est situé sur le territoire d'un tel État.

« 10° Tandis que les principes de traitement équitable, exprimés dans les présents articles, doivent être universellement observés sur tous les territoires placés sous la souveraineté ou l'autorité d'États membres de la Société, il est reconnu que, dans des cas spéciaux, pour des colo-

nies d'outre-mer, des protectorats ou des territoires sous mandats, il peut être impossible d'appliquer certaines des dispositions détaillées dans ces articles ou qu'elles ne peuvent être appliquées que sous réserve des modifications nécessaires pour les adapter aux conditions spéciales et aux circonstances locales. Dans ces cas, les États intéressés appliqueront un régime qui respecte les principes formulés dans les présents articles. »

SECTION 2

Situation juridique des étrangers.

Les recommandations du Conseil devaient être adoptées par tous les membres de la Société des Nations ou par les États non-membres, pour le bien de tous. Mais, pour cette question si essentielle pour la liberté du commerce entre les nations, nous étudions, à cette occasion, un peu le fond juridique des questions.

L'homme est le citoyen d'un État, en même temps qu'un membre de la communauté internationale. En tant que citoyen d'un État, il a les droits et les devoirs d'assurer l'indépendance de son État. En tant que membre de la communauté internationale, il a la liberté du commerce international en même temps que les droits propres à sa personne.

« Les relations entre les nations deviendraient pratiquement impossibles si chaque État avait toute liberté d'exclure à son gré, suivant son bon plaisir, non seulement les produits des autres pays, mais encore leurs sujets, intermédiaires du commerce international. Tout État fait partie de la communauté des nations et, en tant que membre de cette communauté, il est tenu de respecter

les liens qui l'unissent à elle (41). » C'est le devoir d'un État d'assurer la liberté du commerce, de recevoir les étrangers sur son sol. Si ce n'est le devoir juridique, c'est du moins celui de la haute morale impérative de l'humanité.

Le droit de souveraineté qu'un État possède sur son territoire constitue-t-il un droit absolu envisagé en lui-même, comme le pensent la plupart des jurisconsultes ? Est-il tout à fait libre de fermer sa porte à l'étranger ou de mettre les étrangers aux conditions qu'il lui plaît ?

« Chaque État, dans l'usage de ses propres droits, doit, dès lors, dit M. Fauchille, avoir égard aux droits des autres États, aux droits de la communauté internationale. Or, au nombre de ces droits figure, sans conteste, pour tout État, celui d'assurer la protection de ses sujets en dehors même de son territoire. Il y a, par suite, au point de vue du droit des gens, un devoir pour chaque nation de régler la condition des étrangers d'une manière identique, rationnelle et équitable, afin de respecter en eux-mêmes les droits des pays auxquels ils appartiennent, car, en dernière analyse, les droits reconnus aux États comme membres de la communauté internationale, le sont dans l'intérêt des particuliers qui les composent.

« L'idée de l'interdépendance et de la solidarité internationale, qui entraîne l'échange des personnes aussi bien que celui des produits, exige qu'on accorde des droits aux étrangers, et les droits de la communauté appartiennent, à part égale, à tous ses membres.

« De plus, les étrangers sont des hommes et, en tant qu'hommes, ils doivent pouvoir, indépendamment du lien

(41) M. Paul FAUCHILLE, *Traité de droit international public*, t. I, 1^{re} partie, p. 892.

qui les rattache à une nation, prétendre personnellement à la jouissance d'un certain nombre de droits.

« L'individu est une réalité concrète qui a une existence propre et indépendante, par conséquent, une aptitude juridique qu'il conserve dans ses déplacements (42) »... La question se pose si les droits de l'individu priment ceux de la collectivité, c'est-à-dire de l'État. Ils ne peuvent exclure nullement les droits d'un État.

L'État, en tant qu'organisation politique chargée de l'intérêt collectif de la nation, a le droit et le devoir d'assurer sa vie en même temps que le respect de la liberté de ses nationaux. L'État, en un mot, a le droit de conservation, il peut refuser l'entrée de l'étranger nuisible à sa sécurité et à son bon ordre, de l'expulser et de restreindre l'exercice des droits primordiaux de l'étranger. L'État ne doit pas laisser compromettre son ordre public par des intérêts individuels. Ainsi, nous pouvons dégager deux principes : 1^o la souveraineté territoriale d'un État n'est pas absolue vis-à-vis des étrangers ; 2^o la liberté des étrangers en tant qu'hommes n'est pas absolue vis-à-vis de l'État. Il est des cas où elle sera limitée au profit de l'intérêt national.

C'est sur ces deux points que nous nous basons pour éclaircir les droits primordiaux des étrangers en tant qu'hommes : leur étendue et leur limitation par rapport à la souveraineté de l'État.

Nous pouvons nous demander si les droits primordiaux des étrangers existent. Les publicistes qui reconnaissent les droits naturels des hommes sont d'accord sur ce sujet, tandis que les auteurs qui ne reconnaissent pas l'existence du droit naturel les repoussent à peu près unanimement.

(42) M. Paul FAUCHILLE, *op. cit.*, p. 928-929.

Pour le premier, nous citerons MM. Fiore, Heffter, Fauchille, Nys, de Lapradelle, Alvarez, Pillet, etc...; pour le dernier, Oppenheim, Hershey, de Louter, Stoerk, Gareis, et la plupart des juriconsultes (43).

Nous ne pouvons nous associer entièrement ni aux uns ni aux autres. Écartant la conception dominante qui nie complètement les droits de l'étranger, en tant qu'homme, nous ne pouvons nous rallier entièrement à l'autre conception, au point de vue juridique, sinon doctrinal, parce que, en tant que droit, un droit doit avoir une sanction, une force sociale qui contraigne le récalcitrant, sans quoi, il perdrait le caractère essentiel du droit et se confondrait avec la morale, tous deux étant normes sociales. Le droit naturel n'a pas de sanction en lui-même.

Pour être un droit positif, il lui faut la reconnaissance de l'État, mais cela ne peut exclure ni modifier la base du droit individuel qui se forme, se crée, se transforme au sein de la société. Presque tout le monde est d'accord que la coutume est une source du droit positif, mais l'usage

(43) FIORE, *Le Droit international codifié*, liv. 1, art. 31, tit. IV, art. 367 à 436. — HEFFTER, *Le Droit international de l'Europe*, § 58. — BLUNTSCHLI, *Le Droit international codifié*, art. 360, 363, 370. — Paul FAUCHILLE, *Traité de droit international public*, t. I, 1^{re} partie, p. 757, art. 397. — NYS, *Le Droit international*, nouvelle édition, t. II, p. 257-259. — DE LAPRADELLE, *Le Projet à l'Institut de droit international*, oct. 1921, art. 6 et 7 et R. D. I. P., t. VIII, p. 330 et s. — ALVAREZ, *Projet sur les bases fondamentales du droit international*, 1917. — PILLET, *Le Droit international public : ses éléments constitutifs, son domaine, son objet*, R. D. L. P., t. I, p. 13 et suiv. — HERSHEY, *Essentials of international Law*, p. 93, note 257. — DE LOUTER, *Le Droit international public positif*, édition française, t. I, p. 263-264. — OPPENHEIM, *International Law*, t. I, § 292. — STOERK, *Staat suntertanen und Fremde*, t. II, p. 585. — GAREIS, *Institutinen des Völkerrechts*, t. II, p. 553-581.

n'est-il pas l'annonciateur de la coutume? L'usage se crée sans intervention de l'autorité publique.

Ainsi, ce même droit naturel se forme, se transforme et devient un droit positif par la sanction de l'État. Il y a des droits qu'aucune autorité ne saurait supprimer par son bon plaisir sans perdre sa raison d'être comme organisation sociale. On peut les appeler à juste titre les droits primordiaux de l'homme ou les droits naturels. Par exemple, les droits propres à la personne physique ou la liberté du commerce, nécessité primordiale de la vie contemporaine de l'humanité.

L'État doit les respecter, c'est son devoir dicté directement par la haute morale impérative de l'humanité. Par suite, il ne doit faire aucune distinction entre les nationaux et les étrangers. Le rôle d'organisateur de la protection et de la garantie de ces droits naturels en les transformant en droits positifs, s'impose à l'État.

Il est entendu qu'en dernière analyse, ce devoir n'est pas une obligation juridique ni vis-à-vis d'autres États, ni vis-à-vis de tels ou tels individus, étant donné que les droits naturels ne sont pas le droit positif. Ce n'est que sur ce terrain juridique que nous ne partageons pas l'opinion des auteurs qui reconnaissent les droits naturels de l'homme, considérant l'obligation de l'État de respecter les droits primordiaux de l'homme comme des droits positifs qu'on peut réclamer partout.

D'après nous, c'est l'obligation morale, mais ce n'est pas la simple obligation morale dont on parle souvent. Nous répétons que c'est l'obligation morale impérative de l'humanité.

Ceci dit, pour définir les droits primordiaux des hommes, il y a quelque peu de fragilité. D'après notre conception, il

est à craindre l'arbitraire de la part de l'État. D'où la nécessité pour un État de procéder souvent à des traités internationaux pour définir la nature et la portée de la protection et la garantie de la personne et des biens de ses nationaux dans leur situation à l'étranger.

Quoi qu'il en soit, il est aussi indéniable, comme le dit M. P. Fauchille, que « les droits innés ont leur base et leur raison d'être dans le double principe de la liberté individuelle et de l'inviolabilité de la personne humaine ».

Par conséquent, avec la réserve que nous avons marquée en ce qui concerne les caractères de droit, nous allons reconnaître, avec MM. Fiore, Heffter, etc., comme inhérents à la personnalité humaine les droits suivants :

1° Le droit à l'inviolabilité de la liberté individuelle, à plus juste raison, le droit à la vie;

2° Le droit de choisir une nationalité et, par suite, celui de renoncer à la nationalité acquise pour en obtenir une autre;

3° Le droit d'émigration;

4° Le droit de défendre, conserver et développer la personne physique, dans les limites de la nécessité : d'où découle le pouvoir d'assujettir la nature aux besoins de la vie. Le droit de propriété, le droit de commerce international, le droit au mariage comme moyen de reproduction de l'espèce humaine;

5° Le droit de libre développement de la personnalité morale et intellectuelle et la liberté de conscience, son corollaire.

Nous allons examiner successivement deux points essentiels dans le domaine commercial : 1° l'admission des étrangers; 2° l'établissement des étrangers, et nous verrons les principes, les pratiques et l'évolution du droit sur ces matières.

§ 1. — *L'admission des étrangers.* — Un État a l'obligation d'admettre sur son sol les étrangers qui l'abordent, suivant notre conception. Si l'on part du principe de la souveraineté des États, envisagé d'une manière absolue, la solution sera autre et on niera l'obligation de cette admission. Mais devant la réalité de l'interdépendance et de la solidarité entre les nations, qui imposent l'existence d'un commerce international, nous avons repoussé cette idée encore dominante.

Mais un État a le droit de conservation pour les intérêts de la collectivité, comme nous l'avons remarqué plus haut. Avec un motif raisonnable d'ordre public, de sécurité, il peut exercer son droit pour interdire l'accès de son territoire aux étrangers ou les soumettre à des conditions raisonnables. Les partisans de la souveraineté absolue, même, ne poussent pas à l'extrême leur thèse sur ce point.

Le refus d'admission des étrangers sans motif raisonnable, est considéré par eux comme contraire à la courtoisie internationale.

Immigrants. — D'après le droit positif qui a dominé jusqu'à nos jours, la réglementation sur l'immigration appartient exclusivement au pouvoir autonome d'un État. On invoque pour cela des raisons juridiques, politiques, sociales et économiques. Mais si, une fois, un État reconnaît les droits naturels des hommes, comme devoir moral imposé par sa raison d'être même, il doit respecter la liberté de l'émigration et de l'immigration. Il ne peut les refuser ou restreindre que pour des cas limités : la sécurité politique, l'ordre public et l'hygiène sociale, comme droit de conservation.

Si une discrimination pour l'exclusion des immigrants

est faite dans ce but sur la nationalité et sur la race, elle est non seulement contraire au principe fondamental de la liberté, mais encore elle constitue une dérogation grave à la haute morale de l'humanité.

L'Institut de droit international a étudié l'admission et l'immigration des étrangers dans sa session de Lausanne de 1888, celle de Genève de 1892, celle de Copenhague de 1897.

En 1888 il déclara que, en principe, tout État souverain peut régler l'admission des étrangers de la manière qu'il juge convenable, se basant sur la règle du droit de souveraineté territoriale. En 1892, il confirme que ce droit ne doit pas être appliqué subitement : « L'humanité et la justice obligent les États à ne l'exercer qu'en respectant, dans la mesure compatible avec leur propre sécurité, le droit et la liberté des étrangers qui veulent pénétrer sur le territoire. »

De là les règles suivantes : 1^o « L'entrée libre des étrangers sur le territoire d'un État civilisé ne peut être prohibée d'une manière générale et permanente qu'à raison d'une différence fondamentale de mœurs ou de civilisation, ou à raison d'une organisation ou accumulation dangereuse d'étrangers qui se présenteraient en masse » (art. 6); 2^o « La protection du travail national n'est pas, à elle seule, un motif suffisant de non-admission » (art. 7); 3^o « L'État conserve le droit de restreindre ou de prohiber temporairement l'entrée des étrangers en temps de guerre, de troubles intérieurs ou d'épidémie » (art. 8); 4^o « L'entrée des étrangers ne peut être subordonnée à la perception de taxes excessives » (art. 10); 5^o « L'entrée du territoire peut être interdite à tout individu étranger en état de vagabondage ou de mendicité ou atteint d'une maladie de

nature à compromettre la santé publique, ou fortement suspect d'infractions graves commises à l'étranger contre la santé ou la vie des personnes ou contre la propriété ou la foi publique, ainsi qu'aux étrangers condamnés à raison desdites infractions » (art. 12); 6° « Un État peut, à titre exceptionnel, n'admettre des étrangers que temporairement et sous défense pour eux de se domicilier dans le territoire » (art. 13).

Dans le projet de convention qu'il a adopté en matière d'immigration le 1^{er} septembre 1897, à Copenhague, il s'est montré plus libéral.

L'article 1 est ainsi conçu : « Les États contractants reconnaissent la liberté d'immigration aux individus isolés ou en masse, sans distinction de nationalité. Cette liberté ne pourra être restreinte que dans les limites rigoureuses des nécessités d'ordre social et politique. »

Ces trois déclarations de l'Institut de droit international décident que l'État doit formuler d'une manière précise et notifier à l'avance aux intéressés les règles qu'il entend suivre en ce qui concerne l'admission des étrangers (Lausanne, art. 1, Genève, art. 9-11-13, Copenhague, art. 1) (44).

La Société des Nations ne peut pas encore poser les grands principes sur ce sujet. Au sein du Comité économique, on s'est borné à l'établissement, sans aborder l'admission.

Mais ce n'est pas parce qu'il le juge inutile ou peu important : c'est parce que le moment n'est pas encore opportun pour délibérer sur cette grande question.

Quand il s'agit de l'immigration, c'est la tâche du Bureau international du travail qui doit procéder à cette étude. La

(44) Voir M. Paul FAUCHILLE, *op. cit.*, p. 892,

Conférence de Rome sur l'émigration, en 1924, qui a adopté les recommandations sur le statut de l'émigration, n'a pas non plus tranché la question de l'admission.

C'est plutôt dans l'opinion de l'élite la plus éclairée que cette question est abordée plus précisément.

Voici des conclusions sur les conditions d'admission des étrangers dans un pays d'immigration, proposées par M. le professeur Oualid dans une séance pour l'étude des problèmes relatifs à l'émigration et au traitement équitable des étrangers tenue à Paris en février 1925, sous les auspices de la Fédération des Associations françaises se conformant au mandat qu'elle avait reçu de l'Assemblée de l'Union internationale pour la Société des Nations, à Lyon :

« Considérant que le droit d'admission et d'établissement de l'immigrant dans un pays étranger a, comme limite, le droit souverain de l'État d'immigration de déterminer les conditions d'accès de son territoire aux éléments étrangers;

« Considérant, toutefois, que ce droit souverain doit s'exercer dans des conditions d'objectivité, de publicité, de régularité respectueuses de l'égalité entre États et exclusives de tout arbitraire, sous peine de dégénérer en abus et de méconnaître le principe de l'égalité des nations, base de toute vie juridique internationale et garantie du bon fonctionnement et de l'essor de la Société des Nations;

« Considérant, en conséquence, que les limitations légales ou réglementaires reconnues nécessaires au droit d'accès du territoire, ne sauraient s'appliquer en principe aux États ou aux races, comme tels, mais doivent viser exclusivement les individus;

« Qu'en ce qui touche ces derniers, ces limitations ne doivent être motivées que par des considérations de sauvegarde et de sécurité physique et économique ou morale et intellectuelle de la nation et qu'elles doivent être mises en vigueur, quand elles sont édictées, avec les délais et les notifications, la modération et l'humanité requis pour en atténuer les conséquences dommageables;

« Considérant aussi que les principes énoncés ci-dessus supposent la mise en vigueur de principes correspondants de la part des pays d'émigration, qui ne sauraient restreindre la liberté de sortie de leurs nationaux ou leur acheminement vers la destination de leur choix qu'en raison de considérations de même ordre et formulées dans les mêmes conditions d'objectivité et de publicité,

« Émet le vœu :

« En ce qui concerne les individus,

« Que le droit d'admission en pays étranger, corollaire de la liberté individuelle de déplacement, ne puisse être limité que par application de principes scientifiques et objectifs, tenant compte, entre autres : de l'âge et de la santé des immigrants, de leur valeur économique et de leur degré d'instruction, d'un extrait de casier judiciaire, ou une caution émanant de nationaux honorables du pays d'immigration; que ces conditions d'admission, ainsi que toute modification dont elles feraient l'objet, soient notifiées, en temps utile, aux nationaux ou associations intéressés,

« Et, en ce qui concerne les États,

« Que toute distinction visant spécifiquement l'ensemble des ressortissants d'une nation, d'une race ou d'une collectivité internationale analogue soit désormais exclue des dispositions réglementant l'immigration à moins

qu'elle ne soit motivée par des conditions mises par le pays d'émigration à la sortie ou à l'établissement de ses nationaux, et sans préjudice, éventuellement, du droit de l'État de déterminer d'après une règle objective, uniforme, équitable et applicable à l'ensemble des États, le nombre des immigrants admis périodiquement sur son territoire, en donnant aux motifs et aux termes de ces restrictions toute la publicité susceptible de les porter à la connaissance de l'opinion internationale. »

Ces propositions, approuvées par les membres de la Commission de l'étude des problèmes relatifs à l'émigration, seront examinées cette année par la neuvième Assemblée de Varsovie de l'Union internationale pour la Société des Nations.

Les vues impartiales de cet exposé basé sur les principes fondamentaux de la liberté du commerce et du droit international doivent être particulièrement retenues.

§ 2. *Établissement des étrangers.* — 1^o *Les droits des étrangers.* — Si un individu se trouve sur le territoire d'un État où il est admis, il doit se soumettre à la surveillance et à la police de cet État, qui peut dans certains cas l'expulser, si c'est indispensable à la sécurité politique et à l'ordre public.

C'est la conséquence même du droit de conservation de l'État. Mais il garde la liberté du commerce en même temps que les droits propres à sa personne. Il ne sera pas privé de ses droits primordiaux de la vie contemporaine de l'humanité par le bon plaisir de l'autorité d'un État. Ainsi la liberté et les droits qu'il garde en sa personne en tant que membre de la communauté internationale

se trouvent limités par le droit de l'État. D'autre part, un étranger n'a pas de droits et de devoirs politiques vis-à-vis de cet État, parce qu'il n'est pas citoyen.

Les différences entre les nationaux et les étrangers devraient consister ou se limiter à ce point. Quant aux droits civils et commerciaux, tant qu'ils n'ont pas de rapports directs avec la sécurité nationale, ils devraient être reconnus aux nationaux et aux étrangers sur le pied d'égalité. C'est le principe de l'égalité qui doit régir ce domaine.

Il est intéressant de nous rappeler les articles 22 et 23 du projet sur les « Bases fondamentales de droit international » que M. Alvarez a présenté en 1917 à l'Institut américain de droit international, dans lesquels il énumère les droits internationaux qu'il convient de reconnaître à l'individu : « Tout individu jouit sur le territoire de chaque État des droits suivants :

« a) L'inviolabilité de la propriété, c'est-à-dire que personne ne pourra être privé de son domaine ou de tout autre droit patrimonial sans une sentence judiciaire légalement rendue et moyennant une juste et préalable indemnité;

« b) La liberté d'entrer et de demeurer en un point quelconque du territoire tout en observant les lois locales et les règlements de police, sans préjudice des lois d'immigration et du droit d'expulsion;

« c) Le droit de se réunir et de s'associer dans des buts licites;

« d) La liberté de la presse;

« e) La liberté de conscience;

« f) La liberté des cultes;

« g) La liberté du commerce, de la navigation et de l'industrie, en observant les lois respectives de chaque État;

« h) Aucun étranger ne peut être jugé par d'autre tribunaux que ceux reconnus compétents par la loi de l'État où il réside et établis antérieurement au fait qu'il s'agit de connaître, ne peut être condamné sans une procédure légale et en vertu d'une loi promulguée antérieurement au fait incriminé.

« Tout individu est soumis aux lois et autorités de l'État où il réside et y jouit des mêmes droits civils que les nationaux.

« En aucun cas, il ne peut prétendre soit à obtenir d'autres droits, soit à les exercer autrement qu'il n'est prévu pour les nationaux par la constitution et les lois. »

On peut se rendre compte que, bien que chaque pays réglemente chez lui les conditions des étrangers comme il a le droit de le faire, nul législateur n'est libre d'agir comme bon lui semble et d'abuser de sa souveraineté.

La violation par un État de ses devoirs à l'égard des étrangers serait susceptible des sanctions les plus diverses, qui dépendent de la gravité de la lésion et aussi des moyens dont disposera l'État lésé pour faire triompher sa cause, comme le dit M. Pillet (45). Tantôt il prendra des représailles à l'égard des nationaux de cet État sur son territoire, soit sur leurs biens, soit sur leurs personnes; tantôt, allant plus loin, il fera au besoin une démonstration militaire ou même une guerre. Mais la plus grave lésion, c'est celle des devoirs de l'humanité. Sa sanction découle d'elle-même, car elle ébranle la raison d'être de l'État et amène la dégradation de la morale nationale, ennemie de la civilisation et du progrès.

(45) *Manuel de droit International privé*, A. PILLET, J. P. NIBOYET, édit. 1924, p. 250.

2^o *Certains aspects des droits des étrangers.* — A) *Les droits politiques.* — En principe, les étrangers n'ont pas la jouissance des droits politiques, pour les raisons que nous avons indiquées. Même si certains pays accordent les droits politiques aux étrangers, ce n'est qu'une faveur de ces États pour leurs convenances particulières.

Service militaire. — Les États ne demandent pas le service militaire aux étrangers, la raison est la même.

B) La reconnaissance de la personnalité juridique des étrangers est attachée à leur personnalité physique. Dès qu'un étranger se trouve dans un pays, celui-ci doit reconnaître le fait et accorder *ipso facto* la personnalité juridique. Quand il s'agit des personnes morales, la question est plus compliquée. Si on s'associe à la réalité de la personne morale, on doit la reconnaître comme une personne physique; si on s'associe à la notion de la distinction de la personne morale, on n'est pas obligé de la reconnaître.

La reconnaissance des personnes morales soulève surtout des difficultés pour les sociétés et associations. La personne morale n'est pas physique, bien entendu, mais du moment qu'une organisation sociale est représentée par son organe et a une volonté considérée comme attachée à sa personne, elle est vivante, elle est réelle et on ne peut plus la considérer comme artificielle ou fictive. Il est juste de reconnaître les sociétés et les associations sur le même pied que les personnes physiques dans le domaine international.

C) *Assistance et prévoyance sociale.* — On n'admet pas encore que l'étranger puisse se prévaloir du bénéfice des institutions d'assistance et de prévoyance sociale. En principe, elles sont destinées aux nationaux et sont déjà

lourdes, certainement, pour les finances publiques. L'assistance médicale gratuite, l'internement des aliénés, les retraites ouvrières, l'assistance aux vieillards, par exemple. Mais quand ces étrangers paient l'impôt direct et indirect comme les nationaux, ils devraient être traités de même, puisqu'ils contribuent aussi aux finances publiques.

En somme, les institutions sociales qui ne mettent pas directement en jeu la sécurité politique et l'ordre public doivent être accordées aux étrangers; la solution actuelle consiste en traités entre les États qui s'accordent sur la base de la réciprocité des traitements nationaux (46).

D) *Droits privés.* — Quand un étranger a le droit de pénétrer et de circuler sur le territoire et de se livrer au commerce, s'il n'a pas de droits civils sa situation juridique est bien périlleuse.

Aujourd'hui, dans les pays civilisés, le principe de l'égalité du traitement entre les nationaux et les étrangers est reconnu, soit par le droit civil, soit par la constitution même de l'État.

Mais le système de la réciprocité existe encore, soit diplomatique, soit législative ou de fait. Il est bien arriéré au point de vue des législations.

Le premier mode consisté à accorder aux étrangers la jouissance des droits dont la réciprocité sera assurée par traité diplomatique.

En cas d'absence d'un traité, un étranger se trouve dans une situation assez désavantageuse.

Le deuxième consiste à constater, en fait, que dans les

(46) Voir CAPITANT, *Les conventions internationales sur les accidents du travail* (*Revue Lapradelle*, 1910, p. 337-361 et 747-763); *Revue Lapradelle*, 1913, p. 617 à 628 sur la conférence tenue à Paris en 1912 au sujet de l'Assistance publique.

deux pays, les étrangers jouissent de tel droit donné. Ils peuvent alors s'en prévaloir de part et d'autre. Les deux systèmes s'occupent exclusivement de l'équilibre entre les parties. Mais il faut se baser sur un plus haut point de vue.

Le traitement égal — le système de l'assimilation aux nationaux — devrait être la base des législations les plus modernes. C'est l'aboutissement de toute évolution sociale, économique et scientifique de l'humanité.

Rappelons-nous que dans l'antiquité les étrangers étaient presque constamment hors du droit commun. En Grèce, à Rome, en Égypte, dans l'Inde, en Chine, on a refusé tous droits au commencement du contact avec les autres peuples. On considéra les étrangers d'abord comme des ennemis, puis comme des barbares.

A mesure que le commerce entre les nations s'est développé, le mépris vis-à-vis des étrangers s'est dissipé, mais les égoïsmes nationaux ont privé les étrangers de la pleine jouissance des droits civils. La féodalité a marqué un recul, mais la nécessité du commerce international ouvre les portes les plus dures. On a reconnu la nécessité d'accorder aux étrangers les droits civils, d'abord sur la base de la réciprocité, puis sur le pied d'égalité.

Par conséquent, les législations les plus avancées adoptent le système de l'égalité, qui a prévalu avant la Grande Guerre. La Grande Guerre a arrêté cette grande évolution. De nouvelles restrictions ont été imposées, aussi bien sur le terrain des droits publics que des droits privés, et elles entravent la liberté du commerce. Cette réaction ne saurait être considérée comme la condition normale des étrangers.

C'est pourquoi la Société des Nations s'occupe de cette question comme d'un élément du traitement équitable du commerce, et le Conseil a adopté les résolutions, comme nous l'avons vu, à ce sujet (*supra*, p. 129 et suivantes).

CHAPITRE VI

LE DUMPING ET LES PRIX DIFFÉRENTIELS LES MATIÈRES PREMIÈRES

SECTION 1

Le dumping et les prix différentiels.

Le Comité économique a compris dans son examen les questions du dumping et des prix différentiels.

Le Conseil lui avait demandé d'étudier ces questions conformément à la résolution de Gênes, qui invitait la Société des Nations à entreprendre une enquête sur ce sujet.

Le Comité est déjà en possession d'une quantité de documents précieux fournis par le Secrétariat et qui établissent la situation dans les États membres. Question grave et complexe, susceptible de troubler la paix du monde.

SECTION 2

Les matières premières.

Depuis la Grande Guerre, l'importante question des matières premières et des denrées alimentaires, notamment au point de vue de la distribution entre les nations, s'est imposée.

Nous avons déjà signalé dans les premières discussions au sujet du traitement équitable du commerce, la mono-

polisation des matières premières et les prix différentiels ont été l'objet de débats acharnés.

Le 25 octobre 1920, au sein du Conseil de la Société des Nations, réuni à Bruxelles, un débat a été soulevé par un rapport présenté par M. Tittoni, représentant de l'Italie, sur l'action possible de la Société des Nations, tendant à assurer à tous ses membres un traitement équitable au point de vue commercial et économique. A ce débat, M. Balfour a défendu l'attitude de l'Angleterre sur le monopole (47). Une résolution a été adoptée après le débat.

« Le Conseil, se rendant compte de la difficulté qu'éprouvent de nombreux pays à s'assurer les importations de matières premières nécessaires à leur bien-être et même à leur existence, a chargé la Section économique de la Commission économique et financière d'étudier :

« a) L'étendue et la nature de ces besoins;

« b) Les causes — autres que celles qui proviennent du manque de crédit ou de fluctuations du change, qui ont déjà été examinées par la Conférence financière de Bruxelles — auxquelles ces difficultés sont dues. Les conséquences des monopoles seront l'objet d'une attention toute spéciale.

« Le Conseil invite la Commission à lui soumettre, dans le plus bref délai possible, un rapport sur les conclusions de son enquête, rapport qui est indispensable pour les délibérations ultérieures de la prochaine Conférence internationale économique et financière. »

La Section économique a entrepris immédiatement une enquête en adressant aux gouvernements des divers mem-

(47) Voir le rapport de M. Tittoni et les commentaires de M. Balfour : « Comptes rendus des travaux de la Commission économique et financière provisoire », publiés par la Société des Nations — F. F. S. I. G. P. V. I.

bres de la Société des Nations, ainsi qu'à de certains États non membres de la Société des Nations, mais d'une importance particulière, et a rédigé son rapport au Conseil (48).

Étant donné que les matières premières et la force productive du monde ne sont pas partagées également entre les nations, si un État riche et puissant monopolise et exploite les matières premières dans un but égoïste ou mercantile, les résultats seront fâcheux pour la paix.

D'autre part, à mesure que la concentration des entreprises privées s'accroît dans la concurrence acharnée, des trusts internationaux exercent leur influence redoutable susceptible de menacer la paix économique des nations. Mettre en commun les matières premières du monde n'est pas souhaitable parce que cela étoufferait l'initiative privée des nations civilisées, laborieuses et audacieuses et diminue la production du monde.

Mais, que les matières premières inégalement partagées entre les peuples soient rassemblées dans les mains d'une seule nation dans un but égoïste ou dans les mains de certains capitalistes dans un but mercantile n'est pas désirable pour l'équité et pour la justice. Comment résoudre cette grande et vaste question qui touche au fond de l'évolution de la vie économique des nations? Ce sera la future tâche de la Société des Nations qui doit chercher des solutions appropriées.

(48) Voir le rapport sur les questions des matières premières et des denrées alimentaires, par le prof. Gini.

Rapport sur certains aspects du problème des matières premières, par le prof. Gini. Rapport présenté par la Commission en septembre 1921, E. F. S. 224 E. F. S. 77, publié par la Société des Nations.

CHAPITRE VII

L'ACTIVITÉ EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

SECTION 1

L'activité de l'Union des Associations pour la Société des Nations.

On sait bien que, pendant la Grande Guerre, aux États-Unis, en Angleterre, puis en France, des mouvements simultanés sont nés pour une Société des Nations. Ils ont contribué à diriger l'opinion, à aider les efforts gouvernementaux pour la création de la Société des Nations. Une fois sa première étape réalisée, ils ont accéléré leur activité. Les associations pour la Société des Nations, formées par l'élite de chaque nation, se répandent partout dans le monde. Ces associations forment une union et ouvrent chaque année une Assemblée générale où sont discutées et faites les résolutions en tout ce qui concerne la Société des Nations.

Des opinions libres et importantes, hautement animées de l'esprit noblement humanitaire, font sa grande valeur et contribuent à former la juste et noble opinion publique. Personne ne peut négliger son activité. Dans cette union, la liberté du commerce n'était pas non plus hors de l'ordre du jour de ses assemblées.

§ 1. — *Sixième Assemblée de Prague.* — En juin 1922, on a discuté le traitement équitable des races. M. le pro-

fesseur Bouglé, président de la Commission des races, s'est chargé de présenter le rapport d'ensemble sur les différents rapports élaborés par la Commission, dont il a dirigé les travaux pendant toute l'année.

L'Assemblée approuve ses conclusions :

1^o La notion d'inégalité absolue et irrémédiable des races ne repose sur aucune base scientifique;

2^o Les principes que la Société des Nations doit sauvegarder sont le respect du droit des individus, quelle que soit leur race, et la réciprocité des droits et devoirs entre les États à quelque race qu'ils appartiennent;

3^o Il est inadmissible que l'effort des puissances industrielles pour mettre en valeur des territoires occupés par des indigènes se traduise pour ces indigènes par des fléaux variés qui déciment leurs populations. Il est urgent que la Société des Nations, s'aidant des moyens d'étude et d'action des bureaux existants, prépare et recommande toutes les mesures nécessaires pour défendre le droit à la vie des populations indigènes;

4^o Tout État doit mettre les individus admis à résider de manière permanente sur son territoire en mesure de recevoir également tout le développement intellectuel et social dont ils sont susceptibles. L'éducation par l'école commune paraît être le premier moyen d'assurer cette égalité;

5^o Tout État peut, en vertu de sa souveraineté, imposer des bornes à l'immigration, mais la justice commande un traitement égal de toutes les races, et la réciprocité d'État à État;

6^o Tout immigré, une fois admis sur un territoire, doit pouvoir jouir de droits égaux à ceux de tout autre immigré.

7^o La différence de race ne saurait par elle-même jus-

tifier aucune différence de traitement entre les citoyens d'un même État;

8° La Conférence demande à la Société des Nations de confier à sa Section administrative, déjà chargée de la protection des minorités, l'étude du problème de l'inégalité des races, étroitement apparenté à celui des minorités, et de se faire présenter sur cette question un rapport dont serait saisie la quatrième Assemblée.

Les solutions pacifiques de ce problème si important, mais vaste et complexe, sont suggérées sans aucun préjugé. Ce sera la future tâche qui s'imposera à la Société des Nations.

§ 2. — *Septième Assemblée, à Vienne, juin 1923.* — A Vienne, on a traité notamment de la question économique. Les résolutions suivantes concernent la liberté du commerce :

1° *Liberté du commerce.* — L'Assemblée prie la Société des Nations de ne pas se borner à étudier les entraves administratives douanières et lui demande de discuter les bienfaits que le monde peut retirer de l'institution du libre-échange et, si le libre-échange n'est pas encore possible, d'étudier, conformément à l'esprit de l'article 23 du Pacte, toutes conventions qui pourraient tendre à l'établir entre les États ou de rechercher les moyens de supprimer les entraves que les systèmes protectionnistes apportent aux relations des peuples.

2° *Tarifs différentiels.* — Comme premier pas dans cette voie il faudrait que chaque membre de cette union accordât aux autres membres, sans restriction et sans condition, les mêmes avantages qu'à la nation la plus favorisée, sauf dans les cas particuliers. De tels cas comprennent :

a) Les arrangements temporaires, qui ont pour but d'encourager la fusion d'unités économiques séparées en grandes collectivités;

b) Les tarifs de faveur entre un pays et ses propres colonies. Dans les deux cas, la différence entre les tarifs ne doit pas porter préjudice aux intérêts des autres nations.

3° *Restrictions relatives au commerce et au transit.* — Aucun État ne doit imposer de prohibitions et de restrictions d'aucune sorte à l'importation et à l'exportation de marchandises sauf dans des cas où l'exigerait exceptionnellement la nécessité nationale : sûreté publique, considérations sanitaires, protection des monopoles publics, taux de change exceptionnellement déprécié, concurrence de la part d'autres pays. Ils s'abstiendront aussi d'imposer des restrictions d'aucune sorte au transit des marchandises à travers leur territoire, excepté dans des cas où la sûreté publique serait compromise ou si des considérations sanitaires l'exigeaient.

4° *Principe de la « porte ouverte ».* — Les membres de la Société des Nations confirment le principe de la porte ouverte, tel qu'il a été défini par la Conférence de Washington, ils s'engagent à ne pas protéger leurs ressortissants respectifs en exerçant une pression quelconque, si ceux-ci veulent se procurer des privilèges ou des monopoles dans quelque pays que ce soit.

5° *Cabotage.* — Le cabotage d'un État membre de la Société doit être ouvert à tous les membres de la Société des Nations.

6° *Tribunal de commerce.* — Il serait recommandable que la Société des Nations érigeât un tribunal qui aurait à juger les différends commerciaux entre les membres de la Société et particulièrement les infractions aux conven-

tions concernant les principes ci-dessus mentionnés. Ce tribunal pourrait être constitué d'après le modèle du *Special Chamber for international Labour Cases*, ou de celui des *Communications and Transit*.

7^o *Formalités de douane*. — Bien qu'étant d'importance secondaire en comparaison des questions traitées plus haut, l'Assemblée espère qu'au cours de la prochaine conférence de la Société des Nations, les États membres de la Société conviendront de formalités uniformes et simplifiées, applicables à toutes les nations et concernant les formalités de douanes, règlements et autres prescriptions.

8^o *Emploi d'ouvriers étrangers*. — L'Assemblée émet le vœu que les ouvriers étrangers jouissent dans tous les pays du même traitement que les ouvriers indigènes.

§ 3. — a) La huitième Assemblée, en juillet 1924, à Lyon, a discuté, à notre sujet, sur le traitement équitable des étrangers. Les résolutions suivantes sont remplies des grands principes de l'humanité, qui devraient servir de directives aux nations.

A

« L'Assemblée affirme à nouveau sa conviction que les principes généraux incorporés dans les résolutions concernant le traitement équitable des races, qui ont été adoptées par la sixième Assemblée plénière de l'Union, à Prague, en juin 1922, représentent encore le but vers lequel tous les efforts de la Société des Nations doivent être dirigés :

B

I. — « L'Assemblée exprime sa satisfaction du fait que

de grands progrès ont déjà été réalisés pour assurer l'égalité du traitement entre les nationaux et les étrangers :
a) par la Société des Nations ; b) par le Bureau international du Travail.

a) Par la Société des Nations.

« L'Assemblée note avec une satisfaction particulière que le Comité économique de la Société des Nations, quoique estimant peu pratique, dans la situation actuelle, politique et économique du monde, l'élaboration de mesures satisfaisantes concernant l'admission d'organisations et de personnes étrangères qui leur permettraient de poursuivre leurs occupations dans un État, a cependant formulé sa très juste recommandation faite aux membres des États au mois de juillet 1923, au sujet du traitement des personnes, firmes et compagnies déjà reconnues par la loi en vue de les protéger contre un système fiscal arbitraire et d'injustes restrictions.

Elle prend acte également de ce que le Conseil de la Société des Nations a recommandé aux États membres de la Société des Nations de mettre ces principes en pratique en y adaptant leur législation nationale et par la conclusion de conventions bilatérales. Elle rappelle que la quatrième Assemblée de la Société des Nations a approuvé l'action du Conseil, et que la quatrième Assemblée a invité la Commission économique à étudier le très important problème de la coopération étrangère dans le développement des richesses d'un pays et à prendre en considération les facilités commerciales et industrielles à accorder aux étrangers et aux différents membres de la Société des Nations dans le but de leur permettre de jouir du même traitement que les nationaux.

b) Par le Bureau international du Travail.

« L'Assemblée note aussi avec une satisfaction particulière que l'égalité de traitement des travailleurs indigènes et étrangers a été définitivement avancée par l'adoption, dans les conventions et recommandations concernant le travail international, des dispositions suivantes :

1^o Projet de convention concernant le chômage, assurances (1919, article 3).

2^o Recommandation concernant le chômage, recrutement de travailleurs étrangers (1919, paragraphe 2);

3^o Recommandation concernant la réciprocité dans le traitement des travailleurs étrangers (1919);

4^o Recommandation concernant l'établissement d'un code international relatif au travail des marins (1920);

5^o Projet de convention en vue d'établir des facilités pour procurer du travail aux marins, (1920, article 8);

6^o Recommandation concernant la communication au Bureau international du Travail d'informations concernant l'émigration, l'immigration, le rapatriement et le transit des travailleurs (1922), et aussi par l'inclusion à l'ordre du jour de la sixième session de la Conférence internationale du travail (1924), de la question de l'égalité de traitement pour les travailleurs nationaux et étrangers en ce qui concerne les indemnités d'accidents pour les travailleurs.

II. — « L'Assemblée fait appel aux associations et leur demande de faire l'éducation de l'opinion publique dans leurs différents pays en ce qui concerne les recommandations et les conventions mentionnées aux alinéas ci-dessus, de manière à assurer la prompte application de ces conventions et recommandations par leurs gouvernements respectifs et d'accroître ainsi l'ensemble de la législation universelle qui assure l'égalité du statut des étrangers.

C

I. — « L'Assemblée, reconnaissant que l'application immédiate des principes impliqués dans les résolutions ci-dessus peut rencontrer des difficultés, recommande aux États d'apporter mutuellement et réciproquement, des règlements identiques pour l'admission et le départ des étrangers, sans distinction de nationalité, de religion ou de profession.

II. — De même, exception faite du cas de circonstances extraordinaires découlant de considérations d'ordre public et de sécurité nationale, les étrangers, firmes ou corporations doivent jouir, en s'établissant ou en faisant des affaires, en leurs occupations ou professions, du même traitement que les indigènes ayant une occupation similaire.

III. — L'Assemblée exprime le désir, conformément aux principes contenus dans le Pacte de la Société des Nations et dans les chapitres des traités de paix relatifs au travail, que la Société des Nations et le Bureau international du Travail se préoccupent de l'application de ces principes, lesquels sont essentiels pour le maintien de la paix mondiale et l'harmonie entre les peuples.

IV. — Conformément à ce qui précède, l'Assemblée exprime le désir que l'Union institue une enquête organisée par les Associations nationales au sujet des difficultés que pourrait rencontrer l'application de ces principes, et les conditions dans lesquelles ces principes pourraient être appliqués.

V. — En conséquence, l'Assemblée charge l'Union de préparer un rapport sur cette question pour la prochaine Assemblée.

N. B. — L'Assemblée considère que les dispositions ci-dessus n'affectent nullement la question de l'émigration (49).

SECTION 2

La Chambre de commerce internationale, la Chambre interparlementaire et d'autres organisations analogues.

Elles tiennent à la liberté du commerce. Leurs résolutions et leurs vœux sont très appréciables sur ce point.

Notamment, la Chambre de Commerce internationale, dans son Assemblée générale à Londres, en juin 1921, a adopté une résolution en ce qui concerne les taxes sur l'importation et l'exportation. Elle a attiré l'attention des Gouvernements, sur l'importance de la diminution du tarif et de l'abolition des taxes sur l'exportation des matières premières, de ce que, même en cas exceptionnel où l'État recourt aux taxes pour équilibrer les recettes, il ne doit pas faire de traitement discriminatoire.

A sa vingt et unième session de Copenhague, la Chambre interparlementaire a adopté une résolution dans le but d'établir des relations économiques normales, méthode essentielle pour assurer la paix, rétablir l'industrie et le commerce, prévenir la baisse du change et diminuer le chômage, reconnaît, pour cela, la nécessité de réformer ou abolir les mesures artificielles et inutiles qui empêchent ou qui restreignent l'importation et l'exportation des produits et des matières premières, et la nécessité urgente de conclure des traités de commerce avec les membres de la

(49) *Bulletin de l'Union Internationale des associations pour la Société des Nations*, 1922, 1923, 1924.

Société des Nations sur la base de l'égalité, conformément à l'article 23 du Pacte, qui vise la liberté des communications et du transit, et le traitement équitable du commerce.

CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE INTERNATIONALE DU COMMERCE

Au moment de l'impression de cette thèse, nous avons reçu le texte des principales résolutions et motions votées, à Rome, par la Conférence parlementaire internationale du commerce, au cours de sa onzième session plénière.:

La vie chère.

La Conférence parlementaire internationale du commerce, appelée à se prononcer sur la question de la vie chère, se plaçant au point de vue international :

1^o Constate que vouloir agir sur les prix par des mesures de contrainte ne peut donner que de fâcheux résultats;

2^o Appelle l'attention des États sur la nécessité de ne contrarier en rien le développement de la production et d'atténuer les obstacles aux échanges internationaux;

3^o Appelle également leur attention sur les fâcheuses répercussions de l'inflation fiduciaire, qui risque notamment de supprimer l'esprit d'économie et de détruire ainsi l'épargne, élément essentiel de tout progrès;

4^o Constatant les maux causés par le désordre des changes, exprime le vœu que tous les États prennent les mesures nécessaires pour l'assainissement de leur régime monétaire;

5^o Souhaite que les États, comprenant la solidarité qui les unit, généralisent parmi eux en matière financière et économique la pratique de l'entr'aide.

Emprunt international pour la stabilisation des changes.

La Conférence, reconnaissant que les emprunts internationaux ne doivent pas être recommandés ou accordés à des pays

qui n'ont pas réalisé leur équilibre budgétaire ou qui ont recours à l'inflation pour les besoins de leur trésorerie et dont les balances commerciales sont en déséquilibre anormal, estime au contraire qu'ils doivent être accordés aux États dont les finances peuvent en bonne foi être considérées comme absolument libres de toute inflation et qui ne les utiliseraient que pour le relèvement économique.

Considérant les grandes difficultés qui entravent le commerce international par suite des variations dans les cours des changes et de l'impossibilité de prévoir ces variations, souhaite que, s'inspirant des décisions de la Conférence de Gênes de 1922, des réunions périodiques entre les représentants des plus grandes banques d'Europe et d'Amérique aient lieu avec le concours des délégués des gouvernements intéressés pour étudier ces questions si importantes pour l'économie mondiale.

Organisation de l'arbitrage entre patrons et ouvriers.

La Conférence parlementaire internationale du commerce, sans vouloir porter atteinte au droit de grève ou de lock-out, ou au droit d'organisation reconnu aux ouvriers et aux patrons, sous réserve des conditions propres à chaque pays, considère cependant qu'il est d'intérêt général de voir réduire au minimum la durée des conflits industriels, le nombre et l'importance des chômages volontaires qui en sont la suite;

Estime qu'il y a lieu de recommander la pratique de la conciliation et de l'arbitrage facultatif en matière de conflits entre employeurs et employés;

Émet le vœu que les États poursuivent de leur point de vue la solution de ce problème, et que le Bureau international du Travail l'étudie au point de vue scientifique et pratique.

Clause de la nation la plus favorisée.

La Conférence internationale parlementaire du commerce se félicite des récents progrès dans l'application de la clause de la nation la plus favorisée, et elle exprime le vœu que tous les pays la généralisent de plus en plus, tout en tenant compte des

dispositions particulières spéciales qui justifieraient l'existence d'unions douanières ou d'un régime colonial.

Étalon d'or comme base de conversion.

La Conférence parlementaire internationale du commerce émet les vœux suivants :

1^o Que les États-Unis modifient la frappe de leur monnaie d'or, en frappant l'aigle ou la monnaie de 10 dollars à la taille de 60 par kilogramme d'or, au titre de 900 millièmes qui, ainsi, correspondrait à 600 dollars;

2^o Que l'Angleterre adopte le titre de 900 millièmes, au lieu de 916 $\frac{2}{3}$, et le poids de 8 grammes, au lieu de 7^{gr} 98805, pour la livre sterling;

3^o Que dans les pays où la monnaie nationale se trouve dépréciée, quand on fera la stabilisation ou la dévaluation, ces opérations se réalisent en fonction de la nouvelle unité monétaire, le gramme d'or au titre de 900 millièmes ou d'un multiple ou sous-multiple, de préférence décimal.

Motion additionnelle.

La Conférence parlementaire internationale du commerce préconise :

1^o Que soit adopté comme étalon d'or, pour base de conversion, le gramme d'or, au titre de 900 millièmes, cette unité devant être l'unité monétaire universelle;

2^o Que, dans les statistiques publiées par l'Institut international du commerce, toutes les unités monétaires actuelles or des différents pays soient converties en la nouvelle unité monétaire, qui servira de terme de comparaison à toutes les valeurs du commerce international;

3^o Que pour les monnaies réelles en or on adopte les multiples du gramme d'or, au titre de 900 millièmes, de préférence le décimal.

Unification des législations sur les sociétés par actions.

La Conférence parlementaire internationale du commerce décide qu'il conviendrait :

1^o D'élaborer des dispositions législatives uniformes sur :
a) la constitution de la société, organisant une publicité efficace dans l'intérêt de l'État, du public, de la société elle-même, non seulement par le moyen du bulletin officiel et des journaux, mais également par celui d'un registre de commerce, où l'on inscrirait tous les actes de la société qui se constitue, la liste des actionnaires indiquant leur nationalité, un registre du commerce du type allemand, dont l'exemplaire le plus parfait est aujourd'hui le registre de la Confédération suisse; b) l'organisation d'un contrôle sérieux qui puisse surveiller non seulement le fonctionnement de la société, mais aussi sa constitution, en ce qui concerne souscription réelle, versement effectif, évaluation des apports en nature, origine du capital, etc.; c) la liquidation;

2^o De consacrer le principe de l'existence internationale de la personnalité morale de la société, si elle a été constituée selon les lois du pays, qui est le critérium juridique le meilleur pour pouvoir soumettre telle société à l'application de la loi nationale;

3^o D'adopter des règles uniformes libérales, en ce qui concerne les étrangers, ou les sociétés étrangères, sauf à les compléter par des conditions plus sévères à l'égard de certaines entreprises qu'il conviendrait de protéger spécialement, afin que le capital étranger puisse servir les intérêts économiques d'un autre pays, sans l'asservir à la politique étrangère.

Motion additionnelle.

La Conférence, reconnaissant les avantages de l'internationalisation des lois régissant les sociétés par actions, déclare qu'il conviendrait, le plus tôt possible, étant donné le matériel acquis, que le Bureau permanent de la Conférence soit invité

à convoquer une réunion des représentants, juristes et économistes, des pays intéressés, à l'effet de préparer un projet de loi fondamentale, afin d'obtenir une certaine uniformité dans les points essentiels des différentes législations en ce qui concerne les sociétés par actions.

Conventions internationales pour l'aviation commerciale.

La Conférence parlementaire internationale du commerce émet le vœu :

1^o Que tous les États du monde qui n'ont pas encore adhéré à la convention internationale aérienne du 13 octobre 1919, y donnent leur adhésion le plus tôt possible;

2^o Que les États, au moyen de représentants spéciaux, munis de pouvoirs égaux à ceux qu'avaient les représentants à la convention de Paris en 1919, convoquent une conférence pour établir une convention internationale sur le droit aérien privé, afin de compléter la convention de 1919;

3^o Que, dans la rédaction de la convention internationale de droit privé aérien, on fixe des règles générales pour résoudre les conflits de compétence judiciaire.

CONCLUSION

La liberté du commerce est le facteur essentiel de la paix. Dans l'évolution économique du monde, elle a joué le principal rôle. Arrêtée par la Grande Guerre, elle va reprendre sa place légitime, grâce aux efforts de la Société des Nations.

L'expérience de la Grande Guerre a montré que la prospérité d'un État est nécessaire à tous les autres États. La ruine d'un État a des répercussions déplorables sur les autres, et nul n'y trouve avantage, pas même son adversaire.

C'est une grande leçon qu'on doit tirer de cette guerre sans précédent historique. La solidarité économique du monde est constatée plus qu'elle ne le fut jamais. Mais l'effervescence de sentiments plus ou moins confus, résultat inévitable du déséquilibre mondial, ne fait pas encore place à la raison lumineuse et au sentiment éclairé. Le nationalisme erroné ou exalté qui adopte l'économie politique égoïste et la politique de conquête ne laisse pas sans inquiétude pour la marche triomphale de l'Humanité.

Les barrières artificielles économiques, encore pratiquées, qui touchent les principes fondamentaux de la politique commerciale des États, attachés au maintien de leur autonomie complète, ferment les frontières à la prospérité du commerce international.

Les traitements de discrimination injuste ne disparaissent pas encore complètement devant les nations et les races

civilisées. Cependant, tout cela doit disparaître dans un temps plus ou moins proche, pour le triomphe de la justice et de la paix.

La Société des Nations ne cesse pas son activité pour réaliser son grand but. Pour la liberté du commerce, comme nous l'avons remarqué, elle marche avec prudence et persévérance. Ses résultats sont déjà remarquables. Elle produira enfin des fruits.

Nous ne prenons pas seulement le traitement équitable du commerce de l'article 23-e) dans le sens étroit du mot. Nous avons déjà insisté sur ce point, que l'article 23-e) a proclamé dans son ensemble, le principe de la liberté du commerce entre les nations.

La Société des Nations va compléter, consolider ou établir dans le domaine du commerce entre les nations, ce grand principe de la liberté du commerce, force créatrice et facteur directeur de l'évolution des droits, qui contribueront sans doute au développement économique et social de l'Humanité.

En somme, la condition minimum de la liberté du commerce consiste en la « non-discrimination » entre les nations et les races.

Le principe directeur devrait être l'égalité des nations et des races, parce que la liberté ne peut se concevoir sans égalité.

Voilà les principes que nous pouvons dégager de nos trois précédentes parties. Mais n'oublions pas la nature des obstacles qui barrent la grande route de la marche de la liberté au détriment des biens de l'Humanité.

Tant d'obstacles : mercantilisme, impérialisme, militarisme, protectionnisme à outrance, traitement discriminatoire des nations ou des races, etc, tous ces facteurs

historiques sont enracinés plus ou moins solidement dans la vie des nations. Ce n'est pas facile de les faire disparaître tout d'un coup pour l'idéal éclairé de la liberté et de l'égalité.

Même pour établir un des principes fondamentaux de la liberté du commerce, la liberté des mers, il a fallu des siècles de luttes.

Plus on s'efforce à la réalisation de cet idéal, plus on exige de sacrifices de la politique individuelle des États, et plus on rencontre des difficultés. Mais ne nous décourageons jamais. La persévérance, la ténacité, la prudence l'audace et surtout la mutuelle confiance entre les nations, soutenues par le développement prodigieux des sciences qui caractérisent le xix^e et le xx^e siècle, surmonteront enfin tant d'obstacles.

Nous respectons toujours le sentiment national et l'indépendance politique des nations, mais nous combattons les abus exercés ou tolérés au nom de la souveraineté.

L'État existe pour l'Humanité et par l'Humanité. L'État sans l'Humanité n'est qu'une chimère.

VU :

Le Doyen,

BERTHÉLEMY.

VU le 27 avril 25 :

Le Président de thèse,

G. DE LAPRADELLE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages français.

- BOURGEOIS (Léon). — *L'Œuvre de la Société des Nations*, 1923, Paris.
- CASSEL. — *Mémorandum sur les problèmes monétaires du monde*. Conférence financière de Bruxelles, 1920, Londres.
- FAUCHILLE. — *Traité de droit international public*, t. I, première partie, 1922, Paris.
- GIDE. — *Notes sur la situation financière et monétaire*. Conférence financière de Bruxelles, 1920. 1920, Londres.
- GIDE. — *Cours d'Économie politique*, 2 vol., 1921, Paris.
- GIDE et RIST. — *Histoire des doctrines économiques*, 1920, Paris.
- GINI. — *Rapport sur la question des matières premières et des denrées alimentaires*, Société des Nations, 1922.
- GINI. — *Rapport sur certains aspects du problème des matières premières*. Société des Nations, 1922.
- GROTIUS. — *Le Droit de la guerre et de la paix*, traduit par J. Barbeyrac.
- GONNARD. — *Histoire des doctrines économiques*, 3 vol., 1922, Paris.
- GUYOT (Yves). — *Les Causes et les Conséquences de la guerre*, 1916, Paris.
- HIRCKMANN. — *Atlas Universel*, 1924, Vienne.
- HECHT. — *La Vraie Richesse des Nations*, traduction française par KÆCKERT, 1925, Paris.
- JÈZE. — *Cours de Science des Finances et de législation financière française*, 1922, Paris.
- LIST. — *Système national d'économie politique*, traduit de l'allemand par RICHELLOT, 1857, Paris.
- MOLINARI. — *L'Évolution économique de XIX^e siècle*, 1880, Paris.

- MUIR. — *Nationalisme et internationalisme*, traduit par Henri DE VARIGNY, 1918, Paris.
- NEMOURS (DUPONT DE). — *De l'origine et des progrès d'une science nouvelle*, 1768, dans la Collection des économistes et des réformateurs sociaux de la France, 1910, Paris.
- NOGARO et OUALID. — *L'Évolution du commerce, du crédit et des transports depuis cent cinquante ans*, 1914, Paris.
- NOGARO et MOYE. — *Les Régimes douaniers*, 1910, Paris.
- NYS. — *Le Droit international*, t. 1-2, 1912, Paris.
- OLPHE-GALLIARD. — *Histoire économique et financière de la Guerre*, 1923, Paris.
- PERREAU (Camille). — *Cours d'Économie politique*, 2 vol., 1923, Paris.
- PIGOU. — *Mémoire sur les crédits, la circulation et les fluctuations des changes*. Conférence financière de Bruxelles, 1920. 1920, Londres.
- PILLET et NIBOYET. — *Manuel du droit international privé*, 1920, Paris.
- REDSLOB (Robert). — *Histoire des grands principes du droit des gens*, 1923, Paris.
- SCHERER. — *Histoire du commerce de toutes les nations*, traduit de l'allemand par RICHELET, 2 vol., 1857.
- RUSSO. — *Traité de Politique commerciale*, 1908, Paris.
- VIALATE (Achille). — *L'Impérialisme économique et les relations internationales pendant le dernier demi-siècle*, 1923, Paris.
- WEISS (André). — *Traité théorique et pratique de droit international privé. Le droit de l'étranger*, 1908, Paris.
- WILSON. — *Messages, Discours, Documents diplomatiques*. Traduction par ROUSTAN, 2 vol., Paris.

Ouvrages anglais.

- BAKER (R. STANNARD). — *Woodrow Wilson and World Settlement*, New-York, 1922.
- KEYNES. — *The Economic Consequences of Peace*, 1902, Londres.
- WELLS (H. G.). — *The Outline of History*, 1920, Londres.

Ouvrages japonais.

NAKAMURA. — *Manuel du droit international public*, 1920, Tokio.

OKUMA. — *Le Problème du traitement équitable du commerce*, 1924, Tokio.

SUGIMURA. — *La Liberté des mers*, 1921, Tokio.

Documents publiés par la Société des Nations.

ASSEMBLÉE :

Actes de la première Assemblée, séances plénières.

Actes de la deuxième Assemblée, séances plénières. Séances des Commissions. Vol. I.

Actes de la troisième Assemblée, séances plénières. Procès-verbaux de la deuxième Commission.

Actes de la quatrième Assemblée. Compte rendu des débats. Procès-verbaux de la deuxième Commission.

Actes de la cinquième Assemblée : Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée. Compte rendu de la deuxième Commission.

CONSEIL :

Procès-verbal de la dixième session du Conseil, 1920.

Procès-verbal de la vingt et unième session du Conseil, 1922.

Procès-verbal de la vingt-troisième session du Conseil, 1923.

Procès-verbal de la vingt-cinquième session du Conseil, 1923.

VOIR NOTAMMENT :

Rapport présenté par la Commission économique et financière provisoire et délibération de l'Assemblée et du Conseil sur ces rapports. Septembre 1921.

Rapport présenté par la Commission économique et financière provisoire au Conseil sur la session de la Commission, tenue à Genève en septembre 1922.

Rapport présenté à la quatrième Assemblée par l'Organisation économique et financière.

Rapport au Conseil du Comité économique sur sa quatorzième session, du 28 au 31 janvier 1925.

Rapport de la Commission de l'émigration, 1921.

CONFÉRENCES :

1. *La Conférence financière internationale de Bruxelles. Compte rendu des débats de la Conférence et résolutions des Commissions. Exposés de la situation financière des pays représentés à la Conférence. Les recommandations et leur application. 4 vol.*

2. *Conférence de Barcelone, mars-avril 1921. Comptes rendus et textes relatifs aux recommandations sur le régime international des voies ferrées et des recommandations sur les ports soumis au régime international.*

Compte rendu et textes relatifs à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international.

3. *Deuxième Conférence générale des Communications et du Transit, novembre-décembre 1923. Comptes rendus et textes relatifs aux discussions générales de la Conférence. Comptes rendus et textes relatifs à la Convention et au statut sur le régime international des voies ferrées. Comptes rendus et textes relatifs à la Convention et au statut sur le régime international des ports maritimes.*

Convention relative au transport en transit de l'énergie électrique. Convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs États.

4. *Conférence internationale sur les formalités douanières. Genève, 1923. Comptes rendus de la Conférence. 2 vol. Instruments officiels approuvés par la Conférence.*

5. *Conférence internationale sur l'Émigration, Rome, 1924. Comptes rendus de la Conférence.*

AUTRES CONFÉRENCES : *Conférence économique internationale de Gênes, 1922, Livre Jaune. Conférence de Lausanne, Livre Jaune, 2 vol., 1923.*

TRAITÉS : *Recueil des traités*, par le Secrétariat de la Société des Nations.

REVUES CONSULTÉES : *Revue Lapradelle*. — *Revue de droit international privé et de droit pénal international*, 1910-1923.

— *Revue générale du droit international public*, t. I, VIII.

Bulletin de l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations, Bruxelles, 1922-1923-1924-1925.

International Understanding, en japonais, 1924-1925.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	VII

PREMIÈRE PARTIE

L'évolution économique et le commerce entre les nations.

CHAPITRE I. — Genèse du Commerce international.	3
<i>Section 1.</i> — La vie économique de l'antiquité et du Moyen Age.	3
<i>Section 2.</i> — L'économie nationale embryonnaire et le mercantilisme	8
CHAPITRE II. — Avènement de la liberté du commerce.	10
<i>Section 1.</i> — La révolution industrielle et la grande industrie.	10
<i>Section 2.</i> — Le libéralisme individuel.	11
<i>Section 3.</i> — L'industrialisation de l'Europe . . .	12
<i>Section 4.</i> — Le triomphe du libéralisme économique et le libre-échange.	13
<i>Section 5.</i> — L'essor économique de l'Europe . .	15
CHAPITRE III. — Recul de la liberté de l'Europe . .	19
<i>Section 1.</i> — Nationalisme et protectionnisme . .	19
<i>Section 2.</i> — L'impérialisme économique	27
CHAPITRE IV. — La solidarité économique entre les nations	27
<i>Section 1.</i> — Formation d'une solidarité économique du monde	27

	Pages
<i>Section 2.</i> — Preuves de solidarité économique pendant la guerre.	30
CHAPITRE V. — Les conséquences économiques de la Grande Guerre et la liberté du commerce.	33
<i>Section 1.</i> — Les effets économiques et financiers de la Grande Guerre.	33
§ 1. — Les pertes en vies humaines	33
§ 2. — La destruction des propriétés	35
§ 3. — Les frais de guerre et les dettes	37
§ 4. — La circulation monétaire et le change	41
§ 5. — Les finances des États ayant subi des transformations radicales et celles des pays nouveaux	41
§ 6. — Les Neutres en Europe et les pays hors d'Europe	42
<i>Section 2.</i> — Le commerce international	43
§ 1. — Nouvelle évolution économique du monde	43
§ 2. — Les obstacles à la liberté et à l'équilibre.	47
CONCLUSION	50

DEUXIÈME PARTIE

L'activité de la Société des Nations au sujet de la liberté du commerce.

CHAPITRE I. — Le principe de la liberté du commerce et la Conférence de la Paix . . .	59
<i>Section 1.</i> — L'article 23-e du Pacte de la Société des Nations	59
§ 1. — Son origine	59

	Pages
§ 2. — Débat à la Conférence de la Paix. . . .	61
§ 3. — Limitation de ce principe	63
§ 4. — Texte définitif de l'article 23-e.	65
<i>Section 2.</i> — La liberté du commerce dans les traités de paix	65
§ 1. — Les traités de paix conclus entre les Alliés et les belligérants.	65
§ 2. — Les traités de paix conclus entre les Alliés et les États successeurs	70
CHAPITRE II. — La liberté des communications et du transit	73
<i>Section 1.</i> — Statut sur la liberté du transit . . .	75
<i>Section 2.</i> — Statut sur la liberté des communica- tions terrestres	79
<i>Section 3.</i> — Statut sur la liberté des ports mari- times	83
<i>Section 4.</i> — Statut relatif au régime des fleuves internationaux	87
<i>Section 5.</i> — Statut sur les forces hydrauliques. .	89
CHAPITRE III. — Le traitement équitable du com- merce	90
<i>Section 1.</i> — La Conférence financière de Bruxelles de 1920	92
<i>Section 2.</i> — La deuxième session du Conseil tenu à Bruxelles, le 25 octobre 1920 . .	93
<i>Section 3.</i> — Attitude de la première Assemblée .	94
§ 1. — Résolution de la première Assemblée. .	94
§ 2. — La Commission économique et financière provisoire.	95
<i>Section 4.</i> — Activité du Comité économique. . .	95

TROISIÈME PARTIE

Quelques aspects du traitement équitable du commerce.

	Pages
CHAPITRE I. — Portée de la stipulation	99
<i>Section 1.</i> — L'exposé de M. Kawashima	99
<i>Section 2.</i> — Portée de la stipulation par rapport aux autres organes de la Société des Nations	105
CHAPITRE II. — Les procédures et les formalités de douanes.	107
<i>Section 1.</i> — La Conférence douanière de Genève, du 15 octobre au 13 novembre 1923	107
<i>Section 2.</i> — La résolution de la cinquième Assem- blée	108
CHAPITRE III. — Tarifs douaniers	111
<i>Section 1.</i> — Le traitement de la nation la plus favorisée	111
<i>Section 2.</i> — La Conférence économique de Gênes en 1922	113
CHAPITRE IV. — La concurrence déloyale	115
<i>Section 1.</i> — La concurrence déloyale et la So- ciété des Nations	115
<i>Section 2.</i> — Textes du projet d'articles de conven- tion en vue de la Conférence d'oc- tobre 1925	116
<i>Section 3.</i> — Quelques observations	120
<i>Section 4.</i> — Les résolutions de la Conférence des experts	121
CHAPITRE V. — Traitement des ressortissants étran- gers et entreprises étrangères.	129

	Pages
<i>Section 1.</i> — Recommandations du Conseil dans sa vingt-cinquième session, en juillet 1923	129
<i>Section 2.</i> — Situation juridique des étrangers. .	133
§ 1. — Admission des étrangers, immigrants. .	139
§ 2. — Établissement des étrangers.	144
CHAPITRE VI. — Le dumping et les prix différentiels.	
Les matières premières.	151
<i>Section 1.</i> — Le dumping et les prix différentiels .	151
<i>Section 2.</i> — Les matières premières	151
CHAPITRE VII. — L'activité en dehors de la Société des Nations.	154
<i>Section 1.</i> — L'activité de l'Union des Associations pour la Société des Nations.	154
§ 1. — Sixième Conférence de Prague.	154
§ 2. — Septième Assemblée de Vienne	156
§ 3. — Huitième Assemblée de Lyon	158
<i>Section 2.</i> — La Chambre de Commerce internationale, la Chambre interparlementaire et autres organisations	162
CONCLUSION	168

